

# ***LE BURUNDI ENTRE LA PEUR ET LA CRUAUTE***

*1962 - 1993*

**Abarundi baratinyana, baricana**

Jean GHISLAIN  
Ancien administrateur de territoire  
au Burundi.

Mes remerciements vont à Monsieur  
et Madame T.Kubushishi-Nahimana qui  
ont bien voulu relire mon manuscrit.

## AVANT-PROPOS.

Depuis mon retour en Belgique en juin 1962, j'ai suivi régulièrement les événements du Burundi par la presse d'abord, par les avis des Barundi que je rencontre, par les dires des coopérants et enfin par les écrits des Barundi eux-mêmes.

Certains de ces auteurs sont très engagés, dans un sens pro-Bahutu ou dans un sens opposé pro-Batutsi, et parfois très subjectifs ; mais d'autres ont un souci louable d'objectivité et de pondération. Ces conflits ethniques, si déroutants pour les Européens, ont pris, avec les tragédies rwandaises, une ampleur inattendue de cruauté parmi les paisibles Barundi chez qui ces tensions n'existaient pas avant l'indépendance. D'ailleurs selon le professeur Mpozagara, "la colonisation loin de freiner le mouvement d'intégration (des ethnies) l'a plutôt accéléré" (p. 12).

Le Burundi vit donc un faux problème qui est devenu un gros problème. En plus, l'adaptation à la modernité dans un système social nouveau s'avère très difficile. Pourtant les notables locaux, les Bashingantahe, constituaient un bon terroir pour l'implantation des conseils communaux. Mais les élites comprenaient les choses tout autrement. C'est de Bujumbura que vint le pourrissement.

C'est pourquoi pour moi-même d'abord mais aussi pour des amis européens et barundi, j'ai cru utile de concrétiser mes lectures et investigations pour une vision plus claire de ces cascades de tragédies, en suivant le plus possible la pensée et la compréhension des faits par les Barundi eux-mêmes.

N.B. : les notes se lisent en fin de chapitre.

## Table des matières

Bibliographie sélective.....	5
I. 1962 : l'année de l'indépendance.....	7
II. 1963. Complots et mystifications.....	16
III. 1964 Complots et désordre de l'économie.....	21
IV. 1965. La fin de Mwambutsa.....	25
V. 1966 Le règne éphémère de Ntare V.....	37
VI. Les premières années de la république. 1967-1968-1969-1970-1971.....	44
VII. 1972-1973 Les années tragiques.....	51
VIII. 1976. La deuxième république.....	59
IX. 1987. Le virage manqué de Buyoya.....	64
Chapitre X. Réflexions et conclusions.....	75
Annexes	
- Le memorandum du Mwami Mwambutsa	
- L'invitation à quitter le pays	

## Bibliographie sélective.

- BEAUTHIER (G.) et DEJEMEPPE (B.)      Naufrage au Burundi (Ligue belge pour la défense des droits de l'homme. Section Louvain dossier septembre 1972).
- Cercle international des étudiants du Tournaisis.      Burundi. Les origines du génocide au Burundi. (dossier sans date pour la conférence des étudiants burundi à Tournai le 8 juin 1972).
- GHISLAIN (Jean)      La féodalité au Burundi (Bruxelles, ARSOM 1970, Classe des sciences morales et politiques, N.S.XXXVI - 3).
- GHISLAIN (Jean)      Souvenirs de la Territoriale au Burundi : Le brouillard sur la Kibira. (Enquêtes et documents d'histoire africaine, Centre d'histoire de l'Afrique, U.C.L. 1992).
- GHISLAIN (Jean)      L'arrivée des Européens au Burundi. (Imprimerie Saint-Luc Ramegnies - Chin 1994).
- HARROY (Jean-Paul)      Burundi 1955-1962. (Hayez Bruxelles 1987).
- KABANYEGEYE (Séraphin)      Le Burundi : la honte de l'humanité. (dossier 1972 sous le pseudonyme Sese).
- KIRARANGANYA (Bonitace)      La vérité sur le Burundi. (Editions Naaman, Sherbrooke, Québec 1977).
- MANIRAKIZA (Marc)      La fin de la monarchie burundaise 1962-1966. Le Mât de Misaine, Bruxelles 1990).
- MANIRAXIZA (Marc)      Burundi : de la révolution au régionalisme 1966-1976. Le Mât de Misaine, Bruxelles 1992).
- MIRERERKANO (Paul)      Mbwire gito canje (Bujumbura 1962) (traduit du kirundi par Ghislain J.).

MPOZAGARA (Gabriel)	La république du Burundi. (Editions Berger-Levrault, Paris, 1971).
NSANZE (Térence)	L'édification de la république du Burundi au carrefour de l'Afrique. (Editions Remarques africaines, Bruxelles 1970).
NTIBAZONKIZA (Raphaël)	Au royaume des seigneurs de la lance. Tome I. Des origines à l'indépendance. (Centre d'animation en langues, La Louvière 1991). Tome II. De l'indépendance à nos jours 1962-1992. (ASBL Bruxelles - Droits de l'homme, Bruxelles 1992).
Officiers burundais	L'armée burundaise et les institutions démocratiques. (édité par les auteurs, Bruxelles juillet 1994).
Presse de la Belgique	Le Soir. La Libre Belgique.
Presse du Burundi	Temps Nouveaux d'Afrique. Ndongezi.
Remarques africaines	Revue panafricaine rue aux Laines, 10 1000 Bruxelles.
Synthèse	Synthèse du rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale. (Bujumbura Mai 1989).
Vivant Univers	Numéro 387 mai - juin 1990 Burundi. (ASBL Grands Lacs, Namur).

## I. 1962 : l'année de l'indépendance.

Umwaka w'ukwitegeka = l'année de se commander à soi-même, très mauvais terme en kirundi qui manque de mots abstraits. Se commander à soi-même en société féodale c'est l'équivalent de se révolter. Par la suite, on adoptera Ukwikukira = le fait de dépendre de soi-même.

Le 1er janvier 1962, le gouvernement du Burundi accède à l'autonomie interne. Il s'agit du gouvernement de Rwagasore du 18 septembre 1961, remanié le 19 octobre. André Muhirwa, gendre du Mwami, devient Premier ministre, Jean Ntiruhwama le remplace à l'Intérieur et Gaspard Nkeshimana entre aux Affaires sociales. Ce gouvernement comprend 2 Baganwa (un mutare et un mwezi), 4 Batutsi dont 2 Bahima et 5 Bahutu. Cette équipe n'a élaboré aucun programme ni aucun grand projet. L'accession à l'indépendance est la seule pensée des hommes politiques.

Premier ministre	André Muhirwa	Muganwa mutare
Vice-premier	Pierre Ngendandumwe	Muhutu
Intérieur	Jean Ntiruhwama	Mututsi muhima
Education nationale	Pierre Ngunzu	Muhutu
Économie	Felix Katikati	Mututsi
Agriculture	Albin Nyamoya	Mututsi
Santé publique	André Baredetse	Muhutu
Justice	Pierre-Claver Nuwinkware	Muhutu
Affaires sociales	Gaspard Nkeshimana	Muganwa mwezi
Travaux publics	Ignace Ndimanya	Muhutu
Sec. Etat Défense Nationale	Zénon Nicayenzi	Mututsi muhima

Le Résident général Jean-Paul Harroy, fin de mandat, quitte Bujumbura le 11 janvier 1962. Le colonel Edouard Henniquiau devient Haut Représentant de la Belgique au Burundi et ambassadeur le 1er juillet.

La levée de deuil du Prince Louis Rwagasore est proclamée le 12 janvier dans tout le pays. Une messe de requiem est célébrée à 10 heures dans chaque province en présence des notabilités locales. Mais le 14, des dirigeants du parti du peuple (P.P.) et des syndicalistes chrétiens sont assassinés à Kamenge, quartier populaire de Bujumbura, dont Jean Nduwabike et Sévérin Ndinzurwaha, cadres du syndicat chrétien et membres du P.P.(1). Malgré la réprobation générale, notamment via la radio et la presse, les assassins ne seront pas inquiétés. Le 16 janvier a lieu à Muramvya la fête traditionnelle des semailles (Umuganaro). Mgr Michel Ntoyahaga y procède à la bénédiction des semences.

Dès janvier-février se fait sentir une certaine pénurie de vivres dans le Bututsi et le Mugamba. La récolte des haricots en marais de novembre 1961 puis celle des collines en janvier 1962 ont été très mauvaises, suite aux pluies trop abondantes en novembre et décembre

sur le Burundi mais aussi au Kenya et au Tanganyika Territory. En de nombreux endroits, les cultures en marais ont été submergées. La population toujours superstitieuse attribue ces déluges d'eau à l'assassinat de Rwagasore. Jusqu'en mai, des distributions de vivres (2800 tonnes) seront organisées dans le Mugamba, le Bututsi et les collines limitrophes.

L'année 1959 avait été, tant pour le Congo belge que pour le Ruanda-Urundi, l'année charnière, le grand tournant. Le mois de janvier débuta avec les retentissantes émeutes de Léopoldville au Congo voisin.

Au Burundi, les événements vont se bousculer durant toute l'année. Le 21 février, Louis Rwagasore devient chef du Buyenzi-Sud, tandis que son lointain cousin, son condisciple d'Astrida et ultérieurement un de ses assassins, Jean-Baptiste Ntakiyica, reprend le Buyenzi-Nord (ancienne chefferie de Louis Nduwumwe).

Le 22 avril, le groupe de travail (De Schryver, Buisseret et Houssiaux) débarquait à Bujumbura et dans un rapport de 2000 pages consignait ses entretiens avec 737 personnes. De cette montagne de notes et de rapports sortira la déclaration gouvernementale du 10 novembre sur l'avenir du Ruanda-Urundi et le décret du 25 décembre 1959.

Le Muganwa mwezi Alays Nyawakira était décédé subitement le 26 juin et le 25 juillet le Mwami du Rwanda Mutara Rudahigwa mourait lui aussi subitement, à Bujumbura.

Le 12 octobre, l'abbé Michel Ntoyahaga devenait le premier évêque autochtone au Burundi. Et enfin, Robert Scheyven, fin de carrière, remettait la résidence de Gitega à Yvan Reisdorff, le 28 octobre.

Les premiers mois de 1960 connaissent la fondation de nombreux partis politiques. Cinq candidats officiers (2 Banyarwanda et 3 Burundi) sont envoyés à l'Ecole royale militaire à Bruxelles ; parmi eux, un certain Michel Micombero, Mututsi muhima du Bututsi de Rutana (région de Rutovu), dont on reparlera.

En mars, la mission de visite de l'O.N.U. débarque à Bujumbura et parcourt le pays. Les tristes journées qui vont suivre l'indépendance du Congo, le 30 juin 1960, ont de profondes répercussions parmi les Européens et chez les jeunes nationalistes du Burundi. Le 1er août les sous-chefs, et fin septembre, les chefs, sont suspendus pour assurer la mise en place des provinces et communes. C'est le début de la désorganisation du pays.

Fin de l'année, du 15 novembre au 8 décembre, ont lieu les élections communales où l'on a voté moins pour des partis que pour des personnes comme en 1953 et 1956. La mise en résidence surveillée préalable de Rwagasore à Bururi du 27 octobre au 9 décembre crée une retentissante surprise.

L'année 1961 continuera sous le même rythme de bousculade : les démêlés avec l'O.N.U., l'intervention de celle-ci dans les modalités des élections, le départ du résident Reisdorff et l'arrivée du résident Regnier. Le 20 août, Mgr Martin était installé au nouveau diocèse de Bururi tandis que Mgr André Makarakiza, second évêque autochtone, le remplaçait à Ngozi.

Après la victoire de l'Uprona aux élections du 18 septembre, Rwagasore devenait le 28 Premier ministre, mais le 13 octobre était assassiné à Bujumbura.

Tous ces événements des années 1959-1960-1961 sont relatés par le détail dans Burundi 1955-1962 de Jean-Paul Harroy, mais il convenait de les reprendre rapidement ici pour la bonne compréhension des années suivantes.

En février 1962, deux publications d'importance sortent de presse. D'abord, le dictionnaire Rundi (Inyizamvugo y'ikirundi) de F.M. Rodogem des pères blancs d'Afrique, qui met en évidence la très grande richesse de la langue kirundi. Après la précieuse grammaire du père Ménard de 1909, le kirundi possède ainsi deux assises solides pour l'étude de la langue dans les écoles et l'approche de la culture du peuple des collines pour les étrangers.

Dans le même temps, paraissait la brochure de Paul Mirerekano destinée aux cadres du parti Uprona et à la partie lettrée de la population. Sorti du groupe scolaire d'Astrida, l'assistant agricole Mirerekano fut dès 1945 affecté à Bujumbura, mais donna rapidement sa démission suite à des mesures qu'il estima injustes à son égard. Mettant à profit son savoir-faire, il s'installa maraîcher à Bugarama, à l'orée de la forêt. Mirerekano rejoindra les rangs de l'Uprona dès sa fondation. Sa notoriété dans le Mugamba du territoire de Muramvya contribuera à donner à l'Uprona cette assise populaire qui lui manquait à ses débuts.

En juin 1960, Mirerekano part au Congo ; il assiste aux fêtes de l'indépendance à Léopoldville ; mais il est horrifié par les désordres engendrés par les mutineries de la Force publique. Déjà avant son départ il avait été fortement secoué par les nouvelles du Rwanda dont les échos-souvent déformés-alarment les populations du Burundi. Son objectif est donc d'exhorter les Burundi à l'union (ubumwe), au respect de l'ordre établi, au maintien des bonnes traditions. Tout en voulant maintenir les traditions ancestrales, l'auteur veut le progrès sur les collines. Cette position assez contradictoire entre la société conservatrice du passé et l'ouverture vers le progrès dans une société nouvelle montre bien à quel point, avec beaucoup d'autres, il se sent écartelé dans la marche irréversible du temps.

La brochure de Paul Mirerekano : Mbwire gito canje (qu'on pourrait traduire . Viens que je te dise mon petit sot) aura un large retentissement sur les collines.(2)

Le Mwami Mwambutsa (rentré le 7 janvier 1962 d'un séjour en Belgique) effectue en mars une tournée dans les provinces et arrondissements. Le roi continue, à juste titre, à prêcher la paix, le travail et le respect des autres. Mais ces paroles généreuses resteront des mots et se dissiperont dans les clameurs de l'enthousiasme général. La presse en langue kirundi, c'est-à-dire Ndongezi, ne souffle mot de cette tournée triomphale du Mwami.

Le procès des assassins de Rwagasore (urubanza rw'abamenja = le procès des régicides) débute le 2 avril. Le tribunal de Première Instance prononce 3 condamnations à mort et pour les autres prévenus des peines diverses de servitude pénale. Le 7 mai, la Cour d'Appel ramène les condamnations à mort à une seule, pour le tueur Jean Kageorgis. Cette modification des peines en appel provoque de haineuses clameurs à l'Assemblée législative. La révision du

procès, est annoncée, dès l'indépendance prochaine acquise, par Jean Ntiruhwama, ministre de l'Intérieur, et Thaddée Siryuyuminsi, président de l'Assemblée législative.

L'Union Economique et Douanière du Ruanda-Urundi (U.E.D.) est péniblement acquise le 29 avril : monnaie unique, banque d'émission commune, services douaniers communs.

Le 1er juillet 1962, l'indépendance est célébrée dans l'ordre, dans l'euphorie générale et dans les plus folles illusions. La veille, le tueur Jean Kageorgis avait été fusillé par un peloton de soldats barundi, sur les instructions de la tutelle. La Belgique jusqu'au dernier jour avait rempli consciencieusement son mandat.

Le 15 août, au cours d'un grand meeting au stade de Bujumbura Paul Mirerekano (président provisoire de l'Uprona depuis son retour du Congo en début d'année) fait un discours virulent contre les dépenses de prestige du gouvernement Muhirwa et des hauts fonctionnaires ; il fustige les inutiles et considérables frais de mission à l'étranger et l'absence de souci pour l'économie nationale.

A Muramvya a lieu le 14 septembre un grand congrès de l'Uprona. Joseph Bamina (Muhutu) est élu président, Thaddée Siryuyuminsi (Mututsi muhima) et Paul Mirerekano (Muhutu) vice-présidents. A la demande du Premier ministre et de Jean Ntiruhwama, Bonitace Kiraranganya (Muganwa mutare), devenu directeur de la Sûreté et secrétaire général de l'Uprona, fait usage de ses talents d'intrigant pour manipuler les votes et éliminer de la présidence du parti Mirerekano qui est très déçu (il dira toujours que Rwagasore lui avait promis la présidence).

Dans le directoire de l'Uprona, on retrouve 6 Bahutu (Bamina, Mirerekano, Ngendandumwe, Ngunzu, Benyaguye et Nuwinkware) et 6 Batutsi dont 2 Bahima et 2 Baganwa batatare (Siryuyuminsi, Muhirwa, Nyamoya, Nicayenzi, Kiraranganya et Katikati). Le congrès en pratique ne fait qu'étaler les divisions et tiraillements de l'Uprona, malgré le slogan Ubumwe (= union, cohésion) cher à Mirerekano.

En réalité l'Uprona comprend :

- un groupe de partisans des anciennes coutumes, compatibles avec une bonne justice, sous le règne d'un roi doté de toutes les vertus et avec prépondérance du clergé catholique. Cet Etat théocratique a l'appui du clergé indigène. Mgr Ntuyahaga a donné son imprimatur, et donc sa caution, aux idées de Mirerekano dans Mbwire gito canje.
- des intellectuels qui, dans l'accession à l'indépendance, se bousculent pour occuper tous les postes de direction, d'autant plus que les Belges ont sabordé l'oligarchie des Baganwa en 1961. Certains de ces intellectuels sont en sourde lutte contre les quelques Baganwa qui essaient de surnager autour du Mwami.
- des adversaires (non encore déclarés) de Mwambutsa qui souhaitent le départ de ce roi jouisseur et son remplacement par son jeune fils.

- quelques républicains qui attendent leur heure.
- des extrémistes qui se rassemblent dans la Jeunesse Nationale Rwagasore (J.N.R.) et parmi lesquels on trouve quelques communistes.
- des Batutsi bahima qui savent que dans l'intrigue ils peuvent émerger, vu la déroute des Baganwa.

En septembre 1962, le procès des assassins de Rwagasore est réouvert, comme d'ailleurs annoncé plus tôt. Le jugement du 27 novembre (3) comporte 5 condamnations à mort. Seul Henri Ntakiyica sauve sa tête, il est condamné à perpétuité. Pour cette révision du procès, le tribunal disposait d'un bon dossier, les faits étaient bien établis. Il fallait donc respecter scrupuleusement les formes : droit à la défense pour les accusés, accès des avocats au dossier, comparution des prévenus en tenue de ville, procès public dans la sérénité.

Cette révision de la chose jugée et les 5 condamnations à la peine capitale vont provoquer les protestations du ministre belge des Affaires étrangères, P-H Spaak, auprès de l'ambassadeur du Burundi à Bruxelles. Maître Goffin, qui n'a pu assurer la défense, fait le 17 décembre au Lions Club de Bruxelles un exposé à ce sujet.(4)

Le 18 septembre, le Burundi était admis à l'O.N.U. Le 16 octobre, l'Assemblée législative adoptait, sans examen sérieux, une constitution que des juristes avaient calquée sur la constitution belge.(5)

D'autres divisions se manifestent parmi les Burundi, particulièrement chez les élites(6) :

- les quelques universitaires ou étudiants en Europe, parmi lesquels certains écriront dans Remarques Africaines, revue communiste.
- les anciens des petits et grands séminaires et ceux des écoles normales.
- les astridiens sortis de l'école de Butare-Astrida commune au Rwanda et au Burundi.
- des extrémistes, souvent gagnés au communisme qu'ils ne connaissent d'ailleurs que très superficiellement, et qui se caractérisent par leur comportement anti-occidental.
- les hommes de Cour qui se regroupent autour du Mwami et Intriguent beaucoup.
- des Bahutu qui regardent vers le régime du Rwanda qui semble réussir.
- tous ceux qui sont secoués par les crises congolaises, notamment celle du Kivu voisin.
- les partisans (et adversaires) des réfugiés banyarwanda (tous Batutsi) appelés inyenzi (= les cancrelats).

- les Casablanca (les durs) et les Nonrovia (les modérés), suivant la formule trouvée par Augustin Ntamagara, député mututsi extrémiste. L'Assemblée législative se scinde ainsi en deux camps comprenant chacun Batutsi et Bahutu.

Le Mwami Mwambutsa voulait, pour assurer la tranquillité du pays et de ses habitants, que les troupes belges restent au Burundi. Mais les sentiments xénophobes sont tels chez les élites qu'il doit capituler dans ce domaine. Aussi devant les sombres nuages qui s'annoncent, Mwambutsa part pour l'Europe en décembre. Manoeuvrant pour rester neutre, il s'est entouré de quelques Baganwa (Germain Bimpenda, Muganwa mwezi, devient Grand Maréchal de la Cour) et de Bahutu de Muramvya : Bitolirobe, Bamina et Mpozenzi. Autour du Mwami et de sa Cour se nouent des intrigues continuelles. Le Mwami est mis en garde contre la montée des éléments bahutu (le péril muhutu).

La population du Burundi se répartit comme suit :

1. La famille royale :
  - le Mwami, qui Muhutu d'origine, prend épouse dans les clans de Batutsi de haut lignage appelés les Banyaruguru (= ceux qui viennent d'en haut ou du Nord). Le roi porte successivement les noms de Ntare, Mwezi, Mutaga et Mwambutsa. .
  - les Baganwa descendants des quatre derniers Bami.
  - les Bafasoni ou anciens Baganwa dont la noblesse a perdu son rang avec l'arrivée d'un nouveau roi dont ils tiraient leur nom.
2. Les Batutsi ordinaires surtout répandus dans le Mugamba et le Bututsi, c'est-à-dire sur la crête Congo-Nil. Des Batutsi peu nombreux résident dans les autres régions où ils ont suivi les Baganwa.
3. Les Bahima, ou Batutsi souvent assez retors, qui auraient fait leur migration après les autres et par l'Est.
4. Les Bahutu, ou la masse paysanne, qui représentent plus de 80 % des Barundi.
5. Les Batwa ou pygmoïdes, premiers occupants du pays, vivant en petits groupes isolés soit environ 1 % de la population.

Autrefois les Bishikir'Umwami, ceux qui approchaient le roi et géraient les terres particulières de celui-ci (ivyibare), recevaient des épouses batutsi à titre de récompense. Actuellement, les Bahutu lettrés sortant des écoles épousent souvent des Batutsikazi, des femmes batutsi. Les enfants nés de ces unions sont toujours Bahutu. Paul Mirerekano et Pierre Ngendandomwe avaient l'un et l'autre une épouse mututsi.

Les Barundi, au cours des enquêtes démographiques sous le régime de la tutelle belge, se classaient d'eux-même en Batutsi, Bahutu et Batwa. D'où les pourcentages de 15-84 et 1%.

Ces enquêtes dans les années cinquante étaient le plus souvent réalisées par des employés barundi.(7)

S'il existe de nombreux Batutsi au type sémitique bien marqué, il en existe bien d'autres au profil incertain, tels Albin Nyamoya et Marc Manirakiza. La taille n'intervient pas non plus, car si les Batutsi sont en général assez grands, il y en a de petite taille mais aux traits fins. De même chez les Bahutu en général plus petits, certains sont de grande taille tels Gérard Bitolirobe et Joseph Cimpaye. La classification des ethnies au Burundi correspond davantage au rang social que l'on s'attribue.(8)

NOTES. Chapitre I. L'année de l'indépendance : 1962

1. Et le directeur de l'école catholique de Ngagara, Basile Ntawumenyakaziri et André Barovura, moniteur à la même école à Bujumbura. En plus il y eut 7 blessés.  
Le 17 janvier, l'assemblée législative condamnera ces agissements, les auteurs devant être considérés comme ennemis de la nation. Le soir même, le ministre de l'Intérieur, Jean Ntiruhwama fustigera ces meurtres et violences. Enfin, Mgr Michel Ntuyahaga, évêque de Bujumbura adressera le samedi suivant une allocution aux chrétiens condamnant ceux qui en politique assouvissent des vengeances personnelles : reproduction dans Ndongezi du 15 février 1962. Voir Temps nouveaux d'Afrique des 21 et 28 janvier 1962. Gabriel Mpozagara écrit en 1971 que les chefs de la Jeunesse nationaliste Rwagasore (J.N.R.) n'ont pu empêcher les incidents de Kamenge où les dirigeants du syndicat chrétien furent molestés !  
Radio-Burundi annonce, le 20 janvier à son émission de 13 heures, l'assassinat de Séverin Ruradedeye. J'ai fait connaissance de cet agent vétérinaire muhutu dès 1946. Il avait commencé, entretenu et agrandi, au delà du poste de Muramvya, une bonne bananeraie. Les paysans voisins s'empareront de cette bananeraie et se la partageront. Il n'a pu être établi qui est à l'origine de ce crime dont le but manifeste était d'accaparer le bien d'autrui.
2. Paul Mirerekano illustre son texte de dessins de sa main très significatifs : (outre une photo de Louis Rwagasore)
  - a) l'alliance du trône et de l'autel.
  - b) la guerre civile au Rwanda, les huttes qui flambent, les bananiers détruits, les victimes.
  - c) le sage Burundi éclairant l'Afrique et son prophète Mirerekano.
3. La date du 27 novembre 1962 est reprise par S. Kabanyegeve, p. 14, mais à la même page la pendaison des condamnés est renseignée au 15 mars 1963. Il s'agit en fait du 15 janvier 1963.
4. Voir Le Soir et La Libre Belgique du 19 décembre 1962.
5. Lire dans le Bulletin officiel du Burundi, dit BOBU, n°1 du 9 mars 1962 la constitution du 23 novembre 1961. La constitution adoptée par l'assemblée législative le 16 octobre 1962 est en fait le même texte avec de légères variantes de mots ou de numérotation des articles.
6. Les élites : les intellectuels et les évolués en partie européanisés se définissent de la sorte.
7. Chez Térance Nsanze (Mututsi) ces enquêtes démographiques sont évidemment dénigrées. Mais celles-ci sont tenues pour tout à fait régulières par Séraphin Kabanyegeye (Muhutu). Ni l'un ni l'autre n'y ont jamais participé.  
Le Burundi accède à l'indépendance le 1er juillet 1962 et non le 1er juillet 1961 comme repris par Nsanze p. 42.

8. Le Muganwa Louis Nduwumwe (+ 1/12/1958), oncle du Mwami Mwambutsa, a déclaré à plusieurs reprises que Mwami et Baganwa, à l'origine, étaient des Bahutu. Pour améliorer leur "race" Mwami et Baganwa ont épousé constamment des filles des clans batutsi Banyaruguru, ou des filles de Bafasoni. Ils sont devenus ainsi comme des Batutsi. Lors de l'attentat contre le Mwami dans la nuit du 18 au 19 octobre 1965 à Bujumbura, quand la nouvelle se répandit à l'intérieur que le roi avait été tué, le peuple de Muramvya se leva en masse et les Batutsi furent attaqués chez eux à la machette. Seuls ceux qui purent franchir la Mubarezi et fuir dans la Kibira furent sauvés. Il faut voir dans ce soulèvement spontané une preuve de plus de l'origine muhutu du souverain et de l'attachement du peuple des collines à Mwambutsa.

## II. 1963. Complots et mystifications.

Barankana, Barahendana.

Ils se haïssent, ils se dupent les uns les autres.

Au stade de Gitega, le 15 janvier 1963, devant une foule de plusieurs milliers de personnes, pendaison des cinq condamnés à mort pour l'assassinat de Rwagasore :

Jean Ntidendereza  
Joseph Biroli  
fils de Pierre Baranyanka

Jean-Baptiste Ntakiyica  
Antoine Nabimana, tous quatre Baganwa batave  
Michel Iatrou, sujet grec

La révision du procès et la pendaison des condamnés, malgré les appels d'une mesure de grâce du Vatican, des Nations Unies et du gouvernement belge, entraînent les protestations de Paul-Henri Spaak, ministre belge des Affaires étrangères auprès du jeune ambassadeur du Burundi à Bruxelles, Charles Baranyanka, Muganwa mutare, dernier fils de Pierre Baranyanka et frère de deux des condamnés exécutés.(1)

Le 9 février, arrive à Bujumbura, M. Nicolas Agatonof, chargé d'affaires par intérim du gouvernement soviétique. M. Joseph Mbazumatima, Muganwa mwezi, fils d'Antoine Bakareke, est nommé ambassadeur à Moscou.

Un avion, un Constellation 749, atterrit à Bujumbura, le 12 février, en provenance de Rotterdam, décoré aux couleurs du Burundi et baptisé "Prince Louis Rwagasore". Ce serait le premier des cinq avions de la nouvelle compagnie "Royal Air Burundi". L'avion est accueilli par une délégation du gouvernement conduite par M. André Muhirwa ; un vol est ensuite effectué au-dessus du lac Tanganyika. La "Royal Air Burundi" ne dépassera pas ce stade.(2)

On apprend le 15 mars, par un communiqué du cabinet du Premier ministre du Burundi, la démission d'Ignace Ndimanya, ministre des Travaux publics pour avoir participé à un complot contre la sûreté de l'Etat. Le 23 mars, on apprend, suite à la découverte du soit-disant complot, l'arrestation de Ignace Ndimanya, ministre des Travaux publics, de Thaddée Siryuyumunsi, président de l'Assemblée législative et du Dr Pie Masumbuko.(3)

Il s'agit d'un règlement de compte entre factions Casablanca, (les extrémistes, dont André Muhirwa) et Monrovia (les modérés, dont Thaddée Siryuyumunsi). Des délégations partent en Suisse, à grand frais, chez le Mwami, pour plaider en faveur des personnalités arrêtées. De son côté, le Premier ministre, André Muhirwa envoie des émissaires pour justifier sa décision. L'un d'eux, Appolinaire Siniremera (Muhutu) sur place prend parti pour les

détenus. De Suisse, le Mwami ordonne de libérer les trois prisonniers, mais la situation n'évolue pas.

Le Mwami Mwambutsa regagne le Burundi le 1er mai et exige dès son atterrissage la libération des trois détenus. A l'Assemblée législative, Thaddée Siryuyumunsi, libéré, organise en juin un débat qui aboutit à un vote de méfiance. Le gouvernement Mubirwa s'incline et démissionne le 7 juin.

#### Deuxième gouvernement du Burundi du 18 juin 1963.

Premier ministre	Pierre Ngendandumwe	Muhutu
Vice-premier	Pie Masumbuko	Mututsi
Finances	Ferdinand Bitariho	Muhutu
Affaires extérieures	Lorgio Nimubona	Muganwa mwezi
Intérieur	Pascal Bubiriza	Muhutu
Justice	François Karisabiye	Mututsi
Economie	Ildephonse Libakare	Muganwa mwezi
Affaires sociales	Pierre-Claver Nuwinkware	Muhutu
Education nationale	Amédée Kabugubugu	Mututsi
Agriculture et Elevage	Henri Ruramusura	Muhutu
Télécommunications	Felix Katikati	Mututsi
Travaux publics	Zacharie Ntiriyica	Muhutu
Sec. Etat Défense Nationale	Michel Micombero	Mututsi muhima
Sec. Gendarmerie	Pascal Magenge	Mututsi

soit : 2 Baganwa bezi, 6 Bahutu, 6 Batutsi dont un seul Muhima. Les deux secrétaires d'Etat relèvent du Mwami uniquement. Sur instruction du Mwami Mwambutsa, l'investiture n'est pas requise auprès de l'Assemblée législative que le souverain considère comme un foyer de trublions.

Celle-ci continuera donc d'être une tribune pour agitateurs extrémistes.

Cette nouvelle équipe, sur instruction de Mwambutsa, s'est débarrassée des extrémistes genre Casablanca : Muhirwa, Muganwa mutare, deux Batutsi bahima Ntiruhwama et Nicayenzi et trois autres "durs" Ngunzu, et Baredetse (Bahutu) ainsi que Nyamoya (Mututsi). Le Muganwa mwezi Nkeshimana disparaît mais deux autres Baganwa bezi émergent : Nimubona, fils de Ndarishikije et Libakare, ancien chef de chefferie.

Le jeune capitaine Michel Micombero prend en main l'organisation de la petite armée burundaise et fait adapter le 21 septembre 1963 deux lois d'une phrase chacune par l'Assemblée législative. Le Mwami (comprendre Micombero) fixe l'organisation de l'Armée Nationale.(4)

Certains Batutsi déjà ébranlés par les événements du Rwanda et travaillés par des réfugiés banyarwanda, voient dans ce nouveau gouvernement présidé par un Muhutu une dérive dangereuse pour eux. Le député Jean-Baptiste Kayabo (Mututsi extrémiste) ne manque

pas de déclarer en public : Nta Muhutu yigeze atwara. Nofuma mfa hako ntwarwa n'Umuhutu. Umwami arabahenda ngo yabahaye ubuministre, n'ukubagira abanyakazi, nta maraso y'ugutwara bafise. (= On n'a jamais vu un Muhutu gouverner. Je préfère mourir plutôt que d'être commandé par un Muhutu. Le roi ruse en leur confiant un ministère, il en a fait de simples exécutants, ils n'ont pas le sang pour gouverner).(5)

Des intrigants du groupe Casablanca à l'Assemblée législative et dans le parti Uprona, parmi lesquels des communistes, parviennent à imposer au Premier ministre Ngendandumwe l'ouverture de relations diplomatiques avec la Chine de Mao. Une ambassade chinoise ouvre donc ses portes à Bujumbura en juin avec un personnel très étoffé. Les Chinois s'intéressent immédiatement à l'Armée populaire de libération rwandaise (A.P.L.R.). Le Mwami Mwambutsa qui est manifestement un pro-occidental voit ces Chinois d'un très mauvais oeil.

La Cour du Mwami est composée de nombreux courtisans de tous bords ; l'influence de Germain Bimpenda, Muganwa mwezi, auprès de Mwambutsa est très importante. Le roi est indécis et velléitaire au milieu de conseillers nombreux, barundi et étrangers. D'ailleurs, le Mwami n'a jamais eu l'art de choisir les bons éléments ; son entourage est donc déchiré entre plusieurs tendances. Et dans le parti Uprona, dont l'unité est factice, dans l'Assemblée et dans le gouvernement, les rivalités de personnes sont quotidiennes.

Le Premier ministre Pierre Ngendandumwe veut inaugurer un programme économique pour la prospérité dans la paix. Dans le domaine de la justice, il veut réactiver l'instruction judiciaire concernant l'assassinat des syndicalistes à Kamenge (Bujumbura) de janvier 1962. La J.N.R. organise des manifestations à ce sujet car les coupables sortent de ses rangs. L'instruction judiciaire est complètement torpillée et ne débouche sur rien. C'est pour ménager cette aile du parti que le gouvernement Ngendandumwe a lié des relations avec la Chine populaire.

La peur d'une dérive vers un regroupement des Bahutu et d'une révolution populaire du type rwandais hante les esprits de certains Batutsi extrémistes. La crainte de voir Paul Mirerekano se transformer en leader populaire, comme Kayibanda au Rwanda, amène son arrestation. Il n'est libéré que suite à l'intervention immédiate du Mwami Mwambutsa. Déjà très ulcéré par son éviction de la présidence du parti Uprona, Paul Mirerekano prend le chemin de l'exil en direction du Rwanda. Ce n'est pas ainsi qu'il avait conçu l'indépendance.

Des rumeurs (amakuru yo mu ci = les nouvelles de la saison sèche) circulent continuellement concernant des complots de Bahutu et de coups d'Etat. Les ministres bahutu Bubiriza, Bitariho et Ntiriyica sont accusés d'intrigues et de racisme. Si un ministre muhutu licencie un fonctionnaire mututsi pour faute grave, il est accusé de racisme. S'il relève des abus de la part d'un Muhutu, on trouve son intervention tout à fait normale.

Le ministre des Affaires extérieures, le Muganwa mwezi Lorgio Nimubona, fils de Ndarishikije, décède suite à un accident de voiture. Après l'indépendance, il était entré dans le gouvernement Mubirwa aux Affaires extérieures.

La conférence de Gisenyi du 15 au 19 décembre 1963 met fin à l'Union économique et douanière du Rwanda et du Burundi. Cette union, U.E.D., instituée par l'O.N.U. le 29 avril 1962 n'a existé que sur le papier et a très mal fonctionné. Une réunion préalable du 22 au 26 avril n'a abouti à aucun résultat concret, malgré les conventions signées dans ces domaines. La séparation est consommée au 1er janvier 1964. Chacun des deux pays aura sa monnaie propre. Plusieurs entreprises de Bujumbura émigreront partiellement au Rwanda.

Le 25 novembre, un millier de combattants banyarwanda de l'A.L.P.R., recrutés parmi les réfugiés (inyenzi) tentent d'entrer au Rwanda mais sont arrêtés par les gendarmes burundi. Le vieux chef Rukeba de l'U.N.A.R. est arrêté sur ordre du Premier ministre Ngendandumwe mais sera relâché suite aux pressions exercées sur Mwambutsa par l'Uprona.

L'A.L.P.R. reprend le 21 décembre son offensive au Rwanda (les Chinois sont là derrière) au départ du Burundi, de la Tanzanie, de l'Ouganda et du Congo. Mais ces inyenzi seront défaits par la garde nationale du Rwanda. Il s'en suivit en décembre 63 et janvier 1964, au Rwanda, une abominable chasse aux Batutsi qui fit plusieurs milliers de morts.(6)

NOTES. Chapitre II. Complots et mystifications : 1963.

1. Dans Remarques africaines du 14 décembre 1962, on peut lire de l'affaire Rwagasore, sous la plume de Maitre Jules Chômé (et d'un Murundi anonyme), un compte-rendu détaillé et précis.
2. Voir La Libre Belgique du 12 février 1963.
- 3, Voir La Libre Belgique des 15 et 23 mars 1963.
4. Officiers burundais pp. 5, 6 et 9.
5. Ntibazonkiza R. Au royaume des seigneurs de la lance, tome II, p. 34.  
En 1963, je rencontre à Bruxelles Jean-Baptiste Kayabo, que je connais de longue date. Il est en mission en Belgique avec quelques autres. C'est la mode en ce début d'indépendance.
6. Ces massacres au Rwanda de Batutsi, victimes innocentes, vont traumatiser les Batutsi au Burundi, particulièrement les élites.

### III. 1964 Complots et désordre de l'économie.

Kutegeka mu nzira y'amahoro n'amajambere biragoye.  
 Birashaka umutima mwiza n'uburyo bw'ukutegeka.  
 Gouverner sur le chemin de la paix et du progrès est difficile.  
 Cela exige un coeur droit et l'art de gouverner.

L'année 1963 s'est achevée dans la confusion et l'antagonisme des personnes. Cette contusion se poursuit en 1964.

Le Mwami Mwambutsa, sous la pression de son entourage, voudrait la démission des trois ministres bahutu Bubiriza, Bitariho (1) et Ntiriyica. Le Premier ministre Ngendandumwe refuse de se séparer de ces trois éléments qui sont l'objet d'accusations sans fondement. Le Mwami tentera de les démissionner d'office. Dans cette lutte entre la Cour et le gouvernement, le Premier ministre démissionne avec tout le gouvernement le 31 mars 1964.

Auparavant, le capitaine Micombero a soumis à la signature du Mwami l'arrêté royal du 17 février 1964, concernant l'armée nationale, lui donnant tous pouvoirs sur l'armée et même la gendarmerie qui ne comprend encore que les anciennes forces de police. La gendarmerie est organisée par la loi du 21 septembre 1963.(2)

Troisième gouvernement du Burundi du 10 avril 1964.

Premier ministre	Albin Nyamoya	Mututsi
Vice-premier et Intérieur	Pierre Mpozanzi	Muhutu
Affaires étrangères	Joseph Mbazumutima	Muganwa mezi
Economie et Finances	Remy Nsengiyumva	Mututsi muhima
Santé publique	Pie Masumbuko	Mututsi
Agriculture et Elevage	Henri Ruramusura	Muhutu
Education nationale	Amédée Kabugubugu	Mututsi
Affaires sociales	Pierre-Claver Nuwinkware	Muhutu
Justice	Pierre Ngouzu	Muhutu
Travaux publics	André Baredetse	Muhutu
Information	Pascal Bankanoriye	Muhutu
Sec. d'Etat	Michel Micombero	Mututsi muhima
Déf. Nale		
Sec. d'Etat gendarmerie	Pascal Magenge	Mututsi

soit 1 Muganwa mwezi, 6 Bahutu et 6 Batutsi dont 2 Bahima.

Ce troisième gouvernement consacre donc le départ des trois ministres bahutu soupçonnés de "tribalisme". C'est surtout un retour en force du groupe Casablanca avec Nyamoya (Mututsi), Mbazumutima (Muganwa mwezi, ex ambassadeur à Moscou), Ngunzu et Baredetse (Bahutu). (3)

Nyamoya est connu des Barundi, comme un élément très complexé. A voir sa photo, il n'a guère la silhouette d'un Mututsi, mais il est classé comme tel. Les hommes politiques barundi, y compris les universitaires, n'hésitent pas à avoir recours aux féticheurs indigènes ou même arabes pour se maintenir au pouvoir ou le récupérer, ce qui aboutit à des situations rocambolesques.(4)

Les quelques mois de durée du gouvernement Nyamoya se caractérisent par une forte agitation et un grand désordre à l'échelon communal. Sur le plan extérieur, ce gouvernement soutient les lumumbistes en rébellion contre le gouvernement central de Kinshasa au Zaïre. Nyamoya aurait même facilité le passage de Che Guevara, le célèbre guérillero sud-américain.(5)

Mi-1964, on apprend la mort accidentelle d'Ignace Kamatari, fils du Mwami Mutaga. Le corps et la voiture de Kamatari sont retrouvés au fond d'un ravin à proximité de Bujumbura. Kamatari ne tenait pas la boisson, à la différence de Mwambutsa, qui encaissait avec la plus grande facilité. Il s'agit donc bien d'un accident de la route. Mais cette mort déclenche immédiatement des soupçons d'assassinat. On arrête Zacharie Ntiriyica, ancien ministre, et trois hauts fonctionnaires, tous bahutu, car on craint un complot tribal, et le secrétaire d'Etat à la gendarmerie Pascal Magenge (Mututsi). Faute de preuve, les prévenus furent relâchés, puis réincarcérés et enfin acquittés en décembre.(6)

Complots, perquisitions et arrestations continuent durant toute cette fin d'année 1964, au grand dam de l'économie. L'inflation est si importante que le syndicat des Agents de l'Administration du Burundi (S.A.A.B.) mis sur pied par Marc Manirakiza, directeur général du premier ministre, obtient une augmentation générale des salaires de 30% !

La coopération belge, première et principale aide extérieure, équivaut, avec ses 300 millions de frs annuels, à environ un tiers du budget national du Burundi. Pour les Barundi, gouverner c'est manger le pays (kuriy'igihigu). L'administration est donc pléthorique à tous les échelons ; il y a plus de fonctionnaires dans le pays que d'ouvriers qualifiés.

En politique extérieure, le Burundi a réussi la gageure de se brouiller (temporairement, à l'africaine) avec tous ses voisins : Rwanda, Zaïre et Tanzanie.

Un grand congrès de l'Uprona a lieu en septembre 1964 à Gitega, sous la présidence de Joseph Bamina, en vue de préciser les fonctions respectives du parti, de l'assemblée nationale, du gouvernement et du souverain. Car la séparation des pouvoirs est très nébuleuse dans l'esprit des Barundi, y compris les élites.

Pour terminer l'année, dans la nuit du 14 au 15 décembre Mgr Gabriel Gihimbare (Muhutu), évêque auxiliaire et aumônier de l'Armée nationale, est tué par un soldat mututsi. Assassinat ou accident de chasse ? Le pouvoir judiciaire ne saura tirer cette affaire au clair.

NOTES. Chapitre III. Complots et désordre de l'économie.

1. Selon Manirakiza M., La fin de la monarchie burundaise 1962-1966, p. 46, avant d'être ministre, Bubiriza avait été représentant permanent auprès des Nations Unies et Bitariho, administrateur de la Banque de la République. (ce qui n'est pas possible en 1963).
2. Officiers burundais pp. 5, 6 et 9.
3. Manirakiza M. p. 48. Les deux anciens premiers ministres Muhirwa et Ngendandamwe sont nommés ministres d'Etat.
4. Manirakiza M: pp. 48 à 51.
5. Manirakiza M. p. 53.
6. Le magazine bien connu de l'aristocratie européenne POINT DE VUE consacre, dans son numéro 2417 du 29 Novembre 1994, deux pages à la fille du Muganwa Ignace Kamatari. Echouée en France en 1969, Esther Kamatari devient mannequin à Paris et épouse un médecin français.  
L'article contient quelques perles :
  - a) Kamatari ne fut pas assassiné mais pris de boisson il tomba dans un ravin avec sa voiture, près de Bujumbura en 1964 et non en 1966.
  - b) Le Mwami Mwambutsa a régné du 15.12.1915 au 08.07.1966 et non de 1903 à 1966.Lors de ses retours au Burundi, on peut remarquer le grand attachement que la population a conservé à Esther Kamatari et à la famille royale.

#### IV. 1965. La fin de Mwambutsa.

Umwaka w'abamenja.  
L'année de la révolte contre le roi.

Excédé de tous ces complots, très déçu du soutien de Nyamoya aux lumumbistes du Congo et peut-être aussi influencé par les puissances occidentales (U.S.A., France et Belgique), le Mwami Mwambutsa retire le 7 janvier 1965 sa confiance au gouvernement Nyamoya. Ngendandomwe est chargé de former un gouvernement d'union nationale.

Les extrémistes batutsi protestent auprès du Mwami contre la désignation d'un Muhutu pour former le gouvernement ; ceux-ci, surtout dans la J.N.R. et l'Uprona, voient en Ngendandomwe un chef populaire capable, comme Mirerekano, de rassembler les Bahutu, à l'imitation de Kayibanda au Rwanda.

Quatrième gouvernement du Burundi du 15 janvier 1965.

Premier ministre	Pierre Ngendandomwe	Muhutu
Vice-premier et Santé	Pie Masumbuko	Mututsi
Intérieur	Felix Katikati	Mututsi
Affaires étrangères	Marc Manirakiza	Mututsi
Information	Amédée Kabugubogu	Mututsi
Finances	Remy Nsengiyumva	Mututsi muhima
Economie	André Kabura	Muhutu
Travaux publics	André Baredetse (1)	Muhutu
Justice	Pierre-Claver Nuvinkware	Muhutu
Télécom	Pierre Ngunzu	Muhutu
Education nationale	Léonard Ncahoruri	Muhutu
Affaires sociales	Gaspard Nkeshimana	Muganwa mwezi
Agriculture et Elevage	Henri Ruramusura	Muhutu
Sec.d'Etat Déf. Nale	Michel Micombero	Mututsi muhima
Sec. d'Etat Gendarmerie	Pascal Magenge (2)	Mututsi

soit 1 Muganwa mwezi, 7 Bahutu et 7 Batutsi dont 2 Bahima. Les deux secrétariats d'Etat relèvent directement du Mwami.

L'après-midi du 15 janvier, les extrémistes J.N.R. de Bujumbura, parmi lesquels Prime Niyongabo et François Bangemu, communistes pro-chinois, organisent une manifestation de protestation. A noter que la J.N.R. est le seul groupement organisé au Burundi ; il comprend surtout des extrémistes principalement des Batutsi.

Dans la soirée, à 20 heures, le Premier ministre Ngendandomwe est assassiné dans sa voiture à la sortie de la clinique où son épouse venait d'accoucher. Le lendemain, le 16 janvier,

le secrétaire d'Etat à la gendarmerie, le capitaine Pascal Magenge (Mututsi), qui a supprimé la protection rapprochée du Premier ministre, est limogé et est remplacé par le commandant Antoine Serukwavu. Mais, en mars, Pascal Magenge partira en Allemagne fédérale, en qualité d'ambassadeur à Bonn.(2)

Le Mwami adresse, par radio, un message à la population, l'exhortant au calme, comme lors de l'assassinat de son fils Louis Rwagasore, le 13 octobre 1961.

Les funérailles nationales de Pierre Ngendandumwe eurent lieu le 17 au milieu d'une foule nombreuse. Il fut inhumé à Vugizo, à côté du tombeau de Rwagasore.

Le 17 eurent lieu aussi une vingtaine d'arrestations dont Albin Nyamoya (cerveau présumé), Zénon Nicayenzi, Valentin Bakumuhari, Augustin Ntamagara (tous du clan des Casablanca) et, sur instruction personnelle de Mwambutsa, François Bangemu et Prime Niyongabo de la J.N.R.

Est aussi arrêté le même jour un réfugié munyarwanda, employé à l'ambassade des U.S.A., Gonsalve Muyenzi, et, le 19 février, un autre Munyarwanda du nom de Bitera.

Le 29 janvier, les relations diplomatiques sont rompues avec la Chine de Mao et les nombreux Chinois de l'ambassade expulsés.

Quelques titres du journal Ndongozi n°4 de février 1965 sont évocateurs de la mentalité des Barundi des collines :

"C'est Dieu le chemin de la paix"

Des lecteurs du journal, originaires de Bujumbura, appuient un article du député Kibwa Bonaventure, qui demandait au Mwami la suppression de l'Assemblée législative. Cet article signale aussi en termes vagues et grandiloquents que nombreux sont les Barundi en prison sans motif et que les tribunaux laissent les gens en prison sans trancher leurs palabres.

"Les autorités du Burundi arrêtent les relations avec la Chine communiste"

Le Mwami et les ministres ont refusé de mettre deux taureaux dans le Burundi (= deux maîtres dans le pays).

"La parenté du Congo-Léopoldville et du Burundi"

L'article signale que le Congo a renvoyé la lumière de Bukavu à Bujumbura. Quand aurons-nous des machines solides pour donner de la lumière au Burundi ? L'article constate avec bon sens, au milieu de grands mots, que haïr son voisin ne sert à rien.

L'enquête sur l'assassinat de Ngendandumwe est confiée au procureur Libère Ndabakwaje (Mututsi). Le conseil des ministres charge le ministre de la Justice, Pierre-Claver Nuwinkware (Muhutu mais du groupe Casablanca) de suivre l'enquête et de faire rapport. Car tous les hommes politiques s'intéressent à l'enquête. Le ministre Nuwinkware décide en février

de reprendre le dossier au procureur Ndabakwaje et de le confier au substitut Butoyi (Mututu).

Le substitut Domitien Butoyi recommence l'affaire à zéro ; des pistes mènent vers les extrémistes du groupe Casablanca, dont Germain Bimpenda, Muganwa mwezi, grand maréchal de la Cour. Finalement l'enquête n'aboutit à rien de positif.

En avril, les prévenus, faute de preuve, furent relâchés, sauf Niyongabo, Bangemu et Ntamagara, Batutsi extrémistes Casablanca, qui restent en prison et qui, fort probablement, sont les instigateurs de l'assassinat avec les dirigeants banyarwanda de l'A.P.L.R. Le Munyarwanda Muyenzi, principal prévenu, quitte le Burundi pour se réfugier en Uganda.

L'assassinat impuni du Premier ministre Ngendandumwe laisse une profonde blessure parmi le peuple des collines, qui met le crime à charge des Batutsi.(3)

Il est certain que les interventions intempestives du ministre de la Justice Nuwinkware, uproniste de la première heure mais peu intelligent, ont torpillé l'enquête.

Joseph Bamina (Muhutu de l'entourage du Mwami) est nommé Premier ministre mais sans aucun changement dans le gouvernement. Bamina prête serment chez le Mwami et ne sollicite pas la confiance de l'Assemblée législative, comme les gouvernements précédents. A cette occasion, le Mwami Mwambutsa fait un discours-recommandations.

Bamina est un personnage peu intelligent ; il a été élu président de l'Uprona pour contrer Paul Mirerekano. Il fut un médiocre comptable de la Caisse du Pays, puis devint secrétaire du Mwami. Originaire de Muramvya, c'est un ami de Mirerekano, mais, arriviste, il mange à tous les rateliers.

Pierre Ngendandumwe ne s'était jamais présenté comme leader des Bahutu. Mais uproniste de la première heure, il avait toujours pris ses distances vis à vis des extrémistes de ce faux parti unique.

Cet assassinat confirme dans l'esprit de certains l'existence du plan Muhirwa-Nicayenzi visant à l'extermination des Bahutu lettrés. Beaucoup de rumeurs circulent d'ailleurs chez les élites. Le 3 mars, l'Assemblée législative est dissoute (la fin de la législature était normalement pour septembre). Le Mwami veut profiter de l'émoi causé par l'assassinat du Premier ministre pour contrer ce rassemblement de trublions et d'extrémistes.

Un nouveau secrétariat d'Etat est créé, avec Joseph Butera, le 7 mars. Ce secrétariat relève uniquement du Mwami : Justice, Sécurité et Information.

Le gouvernement de Bamina est démis d'office le 31 mars ; il n'a, en fait, pas plus gouverné que les précédents. Les élections législatives sont fixées au 10 mai.

Le 31 mars, le parti du peuple (P.P.) est reconstitué par le député Paul Nibirantiza (Muhutu, moniteur d'école à Mugeru). Nibirantiza fut, le 28 septembre 1961, le seul député à ne pas voter la confiance au gouvernement Rwagasore, sous les huées des autres députés.

En avril, le Mwami Mwambutsa prit l'avion pour l'Europe. Le 5 avril Louis Barusasiyeko est accrédité en qualité d'ambassadeur extraordinaire à Bruxelles. (4)

Les élections du 10 mai 1965 donnèrent les résultats suivants :

33 députés élus dont	3 Baganwa (2 bezi et 1 mutare)		
	8 Batutsi		
	22 Bahutu		
16 sénateurs :	8 élus par les députés		
	4 cooptés		
	4 nommés par le Mwami		
	(1 Muganwa mwezi, 2 Batutsi, 1 Muhutu)		
	soit au total :		
	2 Baganwa (un mutare et un mwezi)		
	4 Batutsi		
	10 Bahutu		
Autre répartition :	Assemblée		
Uprona	21	3 Baganwa +	8 Batutsi + 10 Bahutu
P.P.	10		10 Bahutu
Indépendants	2		2 Bahutu
	33 =	3 +	8 + 22
Et pour le Sénat :			
Uprona	12 =	2 Baganwa +	4 Batutsi + 6 Bahutu
P.P.	4		4 Bahutu
	16 =	2 +	4 + 10

La victoire de l'Uprona était donc à nouveau manifeste, mais mitigée, car, en réalité, il s'agissait aussi d'une réelle victoire des Bahutu ; mais ceux-ci restent désunis et sans vrai leader connu et admis partout. Il faut signaler qu'Emile Benyaguye, élu massivement contre le Muganwa mwezi Léopold Bihumugani en septembre 1961, avait ostensiblement quitté l'Uprona et son aile Casablanca pour rejoindre le P.P.(5)

Paul Mirerekano est élu très facilement à Muramvya, grâce à la campagne menée par son épouse (Mututsikazi) et ses nombreux partisans. Son retour du Rwanda après les élections revêt l'allure d'un triomphe.

Parmi les élus beaucoup d'hommes nouveaux mais de l'assemblée de 1961 (64 députés) beaucoup de noms qu'on ne revoit plus, notamment : Marc Barumpozako (Muhutu), bourgmestre de Muramvya, Louis Karanyi (Muganwa mwezi), fils de Mboneko, Jean-Baptiste Kayabo (Mututsi mufasoni), Michel Ndenzako (Mututsi mufasoni), Pierre Ngunzu (Muhutu), fondateur du P.P. en 1960 et passé à l'Uprona, ancien ministre, Paul Nibirantiza (Muhutu) qui a reconstitué le P.P. avant les élections, Pierre Shami (Muganwa

Mwezi), petit-fils de Ntarugera, Thaddée Siryuyumunsi (Mututsi muhima), président de la première assemblée. D'autres ne se sont plus représentés, tels Jean Kashirahamwe (Muganwa motare) et Germain Bimpenda (Muganwa mwezi).

Une peur panique gagne les extrémistes batutsi après ces élections ; le péril des Bahutu leur semble imminent. La division entre Casablanca et Monrovia n'a plus guère de sens.

Voulant profiter du résultat des élections et provoquer des troubles tribaux, Albert Nyakazina (Muhutu) organise dans la nuit du 12 au 13 mai, avec quelques fidèles, des incendies criminels de maisons de Batutsi au quartier de Kamenge à Bujumbura. Cet ambassadeur du Burundi à Bonn a été remplacé en mars par Pascal Magenge, secrétaire d'Etat à la Gendarmerie, démis le 16 janvier. Arrêté et emprisonné, Nyakazina réussit à s'évader, sans doute avec la complicité de certains gardiens, et gagne le Rwanda puis l'Uganda.

Quelques titres glanés dans Ngongozi N° 5 et 6 de mars 1965 :

"Les députés doivent être éliminés"

Article principal composé de réflexions de lecteurs suite à l'article précédent du député Kibwa Bonaventure. Un lecteur fait aussi l'éloge de Paul Nibirantiza. Le ton de l'article : les députés ont empêché beaucoup de progrès dans le Burundi.

"Les Africains des écoles supérieures donnent des appréhensions"

Cet article dénonce le scandale des universitaires africains qui ne rentrent au pays que pour exiger des postes de commandement ou entrent au service d'autres pays, sans vouloir entrer au service de leur pays d'origine.

Autres titres :

"Nous n'aurons donc pas d'élections communales ?"

"Les conseillers des communes doivent s'occuper de leur commune"

"Ceux qui ont tué le Premier ministre veulent détruire le Burundi"

Le mot ministre se traduit maintenant par Umushikirangoma "celui qui approche le Tambour", après plusieurs autres essais.

Cette nouvelle traduction marque l'inféodation du pouvoir vis à vis du Mwami qui lui est le Tambour du Burundi.

"Le Mwami a suspendu les députés parce qu'ils n'ont pas rempli la charge pour laquelle ils ont été élus"

Dans le discours que le Mwami a prononcé lors du serment du Premier ministre Bamina, quelques phrases significatives :

Je refuse qu'on emploie mon nom dans les affaires publiques "

"Il est défendu aux juges de trancher un beau jugement (c'est-à-dire une peine légère) parce que tel est de tel clan ou de tel parti"

"Les ministres, députés, gouverneurs, commissaires et bourgmestres n'ont pas le pouvoir des palabres (n'ont pas de compétence judiciaire)"

"Les députés sont mis dehors des maisons de l'Etat"

Le ministre des Travaux publics désire que les députés quittent les maisons de l'Etat, pour faire place aux travailleurs de l'Etat (au personnel des ministères). Il

enverra des contrôleurs voir les maisons accaparées par les députés et les objets qui s'y trouvaient (le mobilier)

"De nombreuses personnes sont emprisonnées sans jugement"

Dès les résultats connus, Gervais Nyangoma (Muhutu), qui n'était pas député sortant ni candidat aux élections nouvelles, réunit le 17 mai les députés bahutu, tant ceux de l'Uprona que ceux du P.P. et les indépendants, en vue de constituer un bloc politique nouveau baptisé Union Populaire du Burundi (U.P.B.).

Ce Gervais Nyangama, chef de la Mission permanente du Burundi à l'O.N.U. et ambassadeur à Washington, avait été rappelé à Bujumbura en février pour remplacer en qualité de directeur général du premier ministre, Marc Manirakiza devenu ministre des Affaires étrangères. Ce jeune élément ambitieux et très pressé d'arriver au pouvoir, croyait qu'il présiderait le prochain gouvernement. Il faut noter qu'au Burundi, l'autorité étant très faible, les ministres n'assurent pas les affaires courantes au sortir de leurs fonctions. Les directeurs généraux des ministères gèrent les affaires et se réunissent en conseil sous la présidence du directeur général du premier ministre, qui prend donc ainsi un rôle qui n'est pas le sien.

Les réactions des extrémistes ne se font pas attendre et des rumeurs de coup d'Etat avec instauration d'une république populaire courent les rues à Bujumbura.

Pour le troisième anniversaire de l'indépendance du Burundi, il n'y a donc pas de gouvernement et le Mwami se trouve en Suisse depuis avril. Gervais Nyangoma profite donc de l'occasion pour lancer le 1er juillet 1965 son discours-programme plutôt que se cantonner dans une simple allocution de circonstance.

Ce discours commence par une critique en règle (et combien justifiée !) des trois années passées, tant du parti Uprona que des gouvernements, de l'Assemblée législative que de la Cour royale. Il en découle, dit-il, l'instabilité gouvernementale, l'anarchie administrative et l'incurie politique.

Son programme c'est    un parti nouveau  
                                   une économie nouvelle  
                                   un Etat nouveau.

Ce discours est prononcé en français devant une foule nombreuse, le corps diplomatique et les évêques, place de l'Indépendance. Bien qu'à mots couverts la monarchie soit visée, Nyangama termine en souhaitant le retour du Mwami Mwambutsa en bonne santé, pour la paix et la prospérité du Burundi.

Ce discours est très bien accueilli par les "républicains" particulièrement ceux qui, réunis dans l'UNEBA (Union nationale des étudiants burundi), poléminent à longueur de pages, comme Gilles Bimazubute, dans la revue panafricaine d'inspiration communiste, Remarques africaines. Bimazubute, quant à lui voudrait que soit retenu "le principe du socialisme, un socialisme burundien" pour amener les gens à produire en commun tout en permettant de posséder séparément" !

Gilles Bimazubute (Mututsi muhima), dans la même revue, cite un sermon de Mgr Ntoyahaga (Mututsi), où, après un appel à l'union et à la paix, l'évêque dit que l'évolution est certainement souhaitable, il souhaite qu'elle arrive le plus tôt possible. Les Barundi sont des spécialistes de phrases à double sens. Mgr Ntoyahaga voudrait-il dire que le temps de Mwambutsa est passé ? C'est en tous cas ainsi que Bimazubute présente les choses.

Le Mwami rentre de Suisse le 17 juillet. Il est immédiatement assiégé par les factions rivales, notamment certains Batutsi qui prennent peur de l'avance des Bahutu. Le Mwami refuse l'Investiture de l'Assemblée et du Sénat issus des élections du 10 mai.(6)

Mwambutsa refuse les candidats formateurs qui lui sont proposés par les chambres : Gervais Nyangoma, Jean Butera (Bahutu) et même Thadée Siryuyumunsi (Mututsi muhima). Le Mwami avait d'abord pensé à Bamina mais celui-ci se désiste en faveur de Nyangoma.

Excédé de ces trois années de mauvais fonctionnement de la démocratie naissante, Mwambutsa fait diffuser le 27 juillet par la radio un message annonçant le retour au pouvoir traditionnel. La constitution, dit-il ne convient pas au Burundi. Le roi règne et ne gouverne pas est une formule que ni lui ni les Barundi n'admettent. Son message en français, rédigé par son entourage, exprime bien sa pensée.

Un résumé est donné en kirundi, bien à la portée des Barundi des collines : "Murazi yuko ibihuha k'Umwami aganza ariko adatwara mutashobora kuvyemera. Kuva ba Sokuru batuvaye gushik'ubu, Umwami araganza akongera akasabwa. Nico kituma ndabibukije kandi ndabimeje yuko ni jewe Umukuru w'Ikihugu. Ndagitwara, ndakigaba nkuko nshaka". La traduction donne : Vous savez que les mensonges (= la mauvaise constitution) qui disent que le roi règne et ne gouverne pas vous ne savez pas y ajouter foi. Depuis les ancêtres qui nous ont engendrés jusqu'à présent, le roi règne et est sollicité. C'est la raison pour laquelle je réfute ces mensonges et déclare que je suis moi le Principal du pays. Je règne sur le pays et je le gouverne comme je veux.(6)

Ce message acceptable pour la masse rurale qui voyait dans le Mwami le père des hommes (Sebarundi) était tout à fait contraire aux idées des élites qui aspiraient à une monarchie moderne. Ce message était d'autant plus maladroit que jamais Mwambutsa ne fut un monarque absolu et encore moins un tyran.

Depuis 1960 les conseils communaux n'ont pas été renouvelés ; on s'étonnait dans le pays qu'il n'y eut pas d'élections communales.(7)

Le pays, comme Nyangoma l'avait claironné, vit dans l'anarchie administrative. Finalement, le 29 septembre, c'est le Muganwa Léopold Bihumagani, qui est sûrement le dépositaire des secrets dynastiques (= umunyabanga), qui forme le gouvernement, six mois après la démission d'office de celui de Bamina.

Cinquième gouvernement du 29 septembre 1965

Premier ministre

Léopold Bihumugani

Muganwa mwezi

Vice-premier et Finances	Mathieu Muhakwanke	Muhutu
Affaires étrangères	Marc Manirakiza	Mututsi
Santé publique	Pie Masumbuko	Mututsi
Information	André Baredetse	Muhutu
Intérieur	Felix Katikati	Mututsi
Economie	Pierre Burarame	Muhutu
Education nationale	Jean-Christophe Bandyambona	Muhutu
Travaux publics	Pascal Bankanuriye	Muhutu
Agriculture et Elevage	Sylvère Ngowenubusa (8)	Muhutu
Affaires sociales	Joachim Baribwegure	Muhutu
Sec. d'Etat Défense	Michel Micombero	Mututsi muhima
Nale		
Sec. d'Etat Gendarmerie	Antoine Serukwavu	Muhutu
Sec. d'Etat Justice	Artémon Simbananiye	Mututsi mubima

soit 1 Muganwa mwezi  
5 Batutsi dont 2 bahima  
8 Bahutu

L'investiture par le parlement ne fut pas sollicitée. Depuis l'indépendance, les relations entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire sont très confuses dans l'esprit des Barundi.

Le Muganwa Léopold Bihumugani était l'homme de la situation. Depuis longtemps homme de confiance du Mwami, c'était aussi un personnage valable, rodé au gouvernement des hommes et à la gestion des affaires de l'Etat. De plus, il était bien connu dans tout le pays.

Hélas, c'était sans compter sur les rancœurs, la lutte pour le pouvoir qui travaillent certaines élites depuis l'accès à l'indépendance, surtout les plus jeunes, au total quelques centaines à Bujumbura principalement.

En particulier, Nyangoma fut très ulcéré de n'avoir pas été désigné comme formateur du gouvernement. Aussi organisa-t-il, mais dans l'improvisation la plus complète, un complot pour renverser la monarchie et prendre le pouvoir en comptant sur une insurrection générale qu'il suffisait, pensait-il, de déclencher.

Il parvint à obtenir le concours du capitaine Antoine Serukwavu, secrétaire d'Etat à la gendarmerie (Muhutu). Une centaine de mutins (soldats et gendarmes) se réunirent à l'ancien terrain d'aviation dans la soirée du 18 octobre. Un groupe se rendit à la résidence du Mwami et liquida la garde non sans combat. Dans l'obscurité et la confusion, les mutins se tirent même les uns sur les autres. Enfin parvenus devant le Mwami, ils tombèrent à genoux, criant "ganza sabwa" (9) (= règne et soit puissant pour être sollicité = version burundienne du vive le roi), Mwambutsa parvint ainsi à se dégager et à fuir. Il gagna l'usine de la Sucraf dans la plaine de la

Rusizi, côté congolais, chez des techniciens européens, où il se sentit en sûreté. Ceci va accréditer la légende d'une armée de mercenaires.

Le Mwami, dans cette folle nuit, avait tenté à plusieurs reprises de contacter le capitaine Micombero, secrétaire d'Etat à l'armée nationale, qui prudemment ne se manifestait pas et attendait de savoir de quel côté la balance allait pencher. Grâce au colonel Verwayen, conseiller militaire, que le Mwami put toucher, l'alerte fut enfin donnée et l'ordre fut lancé au capitaine Paul Rusiga (Mututsi), commandant du camp militaire de Gitega de faire mouvement vers Bujumbura avec son bataillon commando.

Un autre groupe de mutins tenta en vain de s'emparer de la radio, mais fut repoussé par la garde. Un troisième groupe s'était aussi rendu à la résidence du Muganwa Bihumugani, Premier ministre. Celui-ci, criblé de balles, fut laissé pour mort devant son domicile. En fait, il était grièvement blessé mais vivant.

Du palais du Mwami, les mutins se rendirent avec le capitaine Fidèle Ndabahagamyé au camp militaire de la Muha, en dehors de la ville, où ils purent s'emparer des munitions après avoir exécuté les gardes. Dans la matinée du 19 octobre, le capitaine Micombero, secondé par le capitaine Rusiga arrivé de Gitega, reprenait la situation en mains. Le coup d'Etat improvisé et exécuté à la légère avait complètement échoué. Le jour même tous les mutins furent fusillés.

Le capitaine Antoine Serukwavu, secrétaire d'Etat à la gendarmerie s'enfuit dès le 19 octobre mais il était cependant passé à l'hôpital pour constater que le Premier ministre n'était pas mort. Il put ensuite gagner le Rwanda. Quant à Nyangoma, il tenta lui aussi de gagner le Rwanda mais fut arrêté par des paysans de la plaine de la Rusizi qui ramenèrent l'umumenja (= le régicide) à Bujumbura. Car la nouvelle de l'attentat contre le Mwami s'était très vite répandue.

Dès le 19 octobre et dans les jours qui suivirent, des notables bahutu, députés, sénateurs et même le ministre de l'Economie Pierre Burarame sont arrêtés, ainsi que des anciens ministres : Pierre-Claver Nuwinkware, Zacharie Ntiriyica, Lazare Vyabandi, ancien administrateur de province de Rutana, le substitut Domitien Butoyi et bien d'autres. Quand le 20 octobre, l'arrestation de Mirerekano et de Bamina fut connue à Muramvya et que le bruit y courut aussi que les Batutsi avaient voulu tuer le Mwami, l'insurrection populaire éclata de Bugarama à Bukeye. De nombreux Batutsi, surpris de jour chez eux, sont tués à la machette ; beaucoup fuirent dans la Kibira, dans la forêt toute proche pour échapper aux tueurs. La répression, sur place par le capitaine Micombero en personne, fut massive et sanglante avec des scènes de brutalité et de cruauté.

Un conseil de guerre est institué le 21 octobre par le capitaine Micombero. La première chambre est composée des capitaines Thomas Ndabemaye et Paul Rusiga (Batutsi) et la seconde des capitaines Martien Barasekuye (Muhutu) et Damién Nkoripfa (Mututsi). Ces tribunaux militaires prononcent allègrement de nombreuses condamnations à mort. Sont ainsi passés par les armes, le 15 décembre, après cette parodie de justice :

Emile Bucumi, président de l'Assemblée législative

Paul Mirerekano, vice-président  
 Sylvestre Karibwami, deuxième vice-président  
 Joseph Bamina, président du Sénat et président de l'Uprona  
 Ignace Ndimanya, premier vice-président du Sénat  
 Paul Nibirantiza, président du P.P.  
 Pierre Burarame, ministre de l'Economie  
 Emile Benyaguye, député qui a quitté l'Uprona pour le P.P.  
 et bien d'autres moins connus.(10)

Le secrétaire d'Etat à la Justice Artémon Simbananiye (Mututsi muhima comme Michel Micombero) se révèle impitoyable dans ces jours-là.

Remis de ses émotions, Mambutsa revint à Bujumbura emporter quelques bagages et prit le 5 novembre l'avion pour l'Europe. Paresseux et noceur, peu intelligent et malhabile à s'entourer de conseillers valables, Mwambutsa en plus ne personnifiait pas le courage en politique. On ne le revit plus jamais au Burundi. Le Muganwa Bihumugani fut évacué en Belgique où les soins le rétablirent lentement.(11)

Le ministre de l'Agriculture Sylvère Ngowenubusa (Muhutu mais uproniste de la première heure et extrémiste) devint vice-premier ministre (en lieu et place de Mathieu Muhakwanke qui s'était enfui au Rwanda). Le trio Ngowenubusa, Micombero, Simbananiye fit désormais la loi dans le pays. Le 4 novembre, les ministres sont suspendus de leurs fonctions.

Le coup d'Etat manqué de Gervais Nyangama était une opération insensée alors que les élections venaient de donner du poids aux éléments populaires, même si ceux-ci étaient encore nombreux dans les rangs de l'Uprona. Le résultat fut une répression sévère et arbitraire qui fit tomber les têtes de nombreuses personnalités innocentes chez les Bahutu et permit aux extrémistes Batutsi de reprendre le dessus.

Dans Remarques africaines, les étudiants communistes répandent leur rancœur et leurs appréciations très subjectives à longueur de pages. Leur porte-parole principal est Gilles . Bimazubute (Mututsi muhima), qui préconise l'élimination de la monarchie et l'instauration de la république.

Le gouvernement (ce qui en reste, le trio), dominé par Micombero et Simbananiye, à l'instigation des Batutsi extrémistes, notamment la J.N.R., expulsa du Burundi l'ambassadeur américain Donald Dumond et ses conseillers qui, selon eux, auraient été les commanditaires de Nyangoma pour lancer la révolte à la manière du Rwanda.

Le 15 décembre, la Cour suprême prononce un non-lieu pour les suspects impliqués dans l'assassinat de Pierre Ngendandumwe.

L'année 1965 s'achève dans la confusion et dans une répression sanguinaire qui marquera la population.

NOTES. Chapitre IV. La fin de Mwambutsa.

1. Dans Remarques africaines N° 250 du 6 octobre 1965, Henri Ruramusura n'est pas repris comme ministre de l'Agriculture. André Baredetse y est repris comme ministre des Travaux publics. Chez Manirakiza M. p. 57, c'est Pascal Bankanuriye qui reçoit les Travaux publics. Marc Manirakiza écrit de mémoire, ses notes ayant été volées durant ses longs mois de prison.
2. Le capitaine Pascal Magenge devient Mahembe chez Ntibazonkiza R. p. 57.  
A noter qu'on ne trouve pas d'officier du nom de Magenge, ni du nom de Serukwavu dans la liste des officiers au 1er octobre 1965 dans l'Armée burundaise pp. 116 et 117.  
S'agirait-il d'officiers de police ?
3. Ntibazonkiza R. p. 48 et Manirakiza M. p. 58.
4. Moniteur belge du 7 avril 1965, Louis Barusasiyeko (Mufasoni) ancien chef de chefferie, est un homme dévoué au Mwami Mwambutsa.
5. Ntibazonkiza R. pp. 49 et 50 donne la liste des députés et des sénateurs ainsi que leur classement ethnique.  
Mbazumutima Joseph n'est pas un Muhutu mais un Muganwa mwezi fils d'Antoine Bakareke, et ex-ambassadeur à Moscou.  
Mbanzamihigo, Muhirwa, Libakare et Nkeshimana sont des Baganwa et non des Batutsi.  
A noter qu'en septembre 1961, ce sont les Bahutu en très forte majorité qui ont voté pour l'Uprona. Aux élections de 1965, une large majorité se dégage à nouveau en faveur de l'Uprona grâce aux votes des paysans bahutu, mais les élus bahutu sont nettement plus nombreux qu'en 1961.
6. Officiers burundais. Selon ceux-ci, p. 16, le Mwami rentre de Suisse le 2 juillet. La date exacte semble bien être 17 car compatible avec celle du 24, jour du message de Mwambutsa, dont La Libre Belgique donne un compte-rendu détaillé le 27.

On peut lire dans Remarques africaines N°247 du 25 août 1965 le texte complet du message du Mwami du 24 juillet.

Kabanyegeye S. p. 17, donne à sa manière la version Kirundi du passage essentiel du texte, que nous reproduisons ici. Le Mwami a bien spécifié qu'il n'entendait pas ressusciter certaines coutumes désuètes et dépassées et que le Burundi nouveau doit satisfaire les ambitions légitimes d'égalité et de liberté de tous les Burundi sans distinction.

7. Officiers burundais p. 17. Le 1er septembre 1965, sans l'avis des chambres récemment élues, le Mwami signe un arrêté-loi sur l'organisation communale. Le nombre de communes est ramené de 181 à 78. De plus, les bourgmestres seront désormais nommés par le Mwami et responsables devant lui et ses ministres.

8. Sylvère Ngowenubusa n'est pas repris chez Ntibazonkiza R, p. 59 dans le gouvernement de Bihumugani ni d'ailleurs dans Remarques africaines n° 250 du 6 octobre 1965 où Ntibazonkiza puise ses informations.
9. Chez Ntibazonkiza R. p. 61, le "ganza sabwa" devient "ganza sabewa". Le verbe kusaba à sa forme passive devient kusabwa (kusaba = prier, quémander et kusabwa = être sollicité, être quémandé, signe de puissance et de richesse).

Le Soir et La Libre Belgique du 20 octobre 1965 donnent un compte-rendu succinct du coup d'Etat manqué.

10. Ntibazonkiza R. donne p. 63 le nom des 11 principales personnalités passées par les armes le 15 décembre. Bamina a comme prénom Joseph et non Paul. De plus Burarame est repris deux fois. Il n'était pas sénateur mais ministre de l'Economie.

Lire à ce sujet La Libre Belgique du 29 octobre 1965.

11. Ntibazonkiza R. signale p. 71 que Mwambutsa se réfugia en Suisse jusqu'à sa mort en 1976. Mwambutsa est décédé à Lausanne, Suisse, le 26 avril 1977.

Ntibazonkiza p. 37 situe l'accession au Tambour (= au trône) du Mwami Mwambutsa vers 1905. Il s'agit en fait du 16 décembre 1915, comme il l'indique bien au tome I pp. 140 et 141.

On peut aussi lire dans La Libre Belgique du 22 novembre un très long communiqué de l'ambassade du Burundi à Bruxelles sur la position de Mwami, le conflit racial sous-jacent au coup d'Etat et le regroupement des communes.

Un long article de la Libre Belgique du 27 octobre avait déjà fait état de la complexité des problèmes politiques au Burundi.

## V. 1966 Le règne éphémère de Ntare V.

Karoli yar' umusore ata c'azi, baramuhenze rwose.

Charles était un jeune homme sans expérience, on l'a complètement dupé.

Dans son n° 263 du 6 avril 1966, Remarques africaines publie une lettre d'Albert Nyakazina au Mwami Mwambutsa datée du 2 février à Kigali (Rwanda).

Nyakazina, ancien ambassadeur à Bonn et réfugié au Rwanda depuis ses incendies criminels des 12-13 mai 1965, conseille au Mwami de ne pas se presser à rentrer car on veut sa mort. Cinq Chinois, dit-il, sont cachés dans la forêt à Muramvya pour abattre les avions que le Mwami a achetés ! Deux Banyarwanda, ajoute-t-il, (inyenzi = les réfugiés cancrelats) ont reçu chacun 50.000 shillings pour tuer le Mwami et le Premier ministre !

Le Muganwa Léopold Bihumugani reçoit, lui, un plan d'action détaillé daté du 25 janvier et signé par Tharcisse Ruburisoni et Albert Nyakazina. Ces documents "confidentiels" font le tour de l'Europe et arrivent à la revue Remarques africaines.

Les évolués ont perdu au fil des ans la foi naïve des ruraux envers un Mwami paré de toutes les qualités, le père du peuple, Sebarundi, suivant la formule populaire. Ils n'ont plus confiance dans l'expression "Ganza sabwa" qui exprime la traditionnelle forme du pouvoir royal au Burundi. Les intellectuels, Bahutu ou Batutsi, pensaient au virage, avec l'indépendance, vers une monarchie constitutionnelle avec un régime démocratique ; mais cette évolution demandait du temps et des hommes valables. Mwambutsa n'était pas du tout à la hauteur pour guider les événements et en plus il n'y a guère de démocrates au Burundi.

Pour assurer sa sécurité personnelle, le Mwami donne instruction à Charles Baranyanka, ambassadeur du Burundi à Paris, de procéder sans tarder au recrutement d'une cinquantaine de mercenaires (le Mwami parlait d'instructeurs militaires) par l'intermédiaire d'un de ses conseillers qui est de nationalité allemande. Des petites annonces paraîtront en effet dans les journaux ; mais le gouvernement allemand interdit tout contrat d'engagement, et procède même à l'arrestation d'un sujet suisse, Rudolf Derrer.(1)

Les rumeurs concernant l'arrivée d'une armée de mercenaires vont ainsi prendre une grande ampleur au Burundi.

Pour préparer les esprits et manipuler l'opinion publique à Bujumbura, on a recours à la J.N.R. (Mwambutsa en faisant arrêter ses dirigeants, Niyongabo et Bagemu, le 17 janvier 1965, avait décidé, en vain, la dissolution de la J.N.R.) Une grande manifestation est donc organisée à Bujumbura le 21 janvier 1966 ; y participent des Batutsi extrémistes et beaucoup de jeunes. Les clameurs concernent le Muganwa Bihumugani qui est copieusement conspué. Mais tout le monde comprend que c'est le Mwambutsa qui est visé.(2)

Les pourparlers sont maintenant fréquents à Bujumbura pour chercher comment on éliminerait Mwambutsa. La solution bien burundaise serait que Charles Ndizeye, fils de Mwambutsa, remplace son père. Né le 2 décembre 1947, le jeune prince a donc 18 ans et fait ses études secondaires en Suisse où son père l'a envoyé d'urgence au lendemain de l'assassinat de Rwagasore. Le jeune prince Charles est donc entrepris par les Barundi d'horizons divers et ayant des motifs différents de favoriser l'opération : Baganwa, entourage même du Mwami, intellectuels modérés et des républicains, bref, l'intrigue même à la mututsi (= ikitutsi).

Le Mwami Mwambutsa convoque à Bruxelles Micombero qui refusera de donner suite à la convocation royale sous prétexte que la situation est délicate à Bujumbura. Simbananiye lui aussi fut convoqué à Bruxelles, mais refusera de suivre les conseils de modération et de bonne justice que lui donne le roi. Simbananiye se rend en Suisse où il voit Charles Ndizeye. Il entreprend de le circonvenir.

Simbananiye se rend aussi au Bureau International du Travail (B.I.T), car deux syndicalistes barundi (Bahutu), dans la fournée des jugements hâtifs des conseils de guerre, ont été condamnés à mort et exécutés ; Patrice Mayonde, député et Bernard Niyirikana, chef de cabinet du ministre de l'Economie. Sur plainte des syndicats chrétiens au B.I.T., l'affaire fait grand bruit. Au cours de la 50ème session de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.) à Genève, Térance Nsanze (Mututsi), ambassadeur auprès des Nations unies, défend avec beaucoup de mauvaise foi les agissements des autorités du Burundi et relate longuement son intervention dans Remarques africaines du 15 juin 1966 n° 270. Ceci n'arrête nullement les arrestations arbitraires. L'O.I.T. constate que durant cette session de Genève cinq autres dirigeants syndicaux chrétiens se retrouvent en prison, sans inculpation ni jugement et qu'ils y subissent des sévices corporels et tortures (3).

Le n° 268 de Remarques africaines ayant donné la version des événements d'un certain Ndaje (Muhutu), la réplique lui est donnée dans le n° 270 par Gilles Bimazubute (Mututsi muhima). Tous ces articles d'étudiants en Europe sont très subjectifs et manquent de pondération.

D'autres personnages gagnent Bruxelles puis la Suisse pour préparer Charles au rôle qu'on veut lui faire jouer, notamment Marc Manirakiza, Pie Masumbuko et Remy Nsengiyumva (Batutsi et anciens ministres). Même l'ambassadeur à l'O.N.U., André Nyankiye (qui a remplacé Térance Nsanze) est appelé à la rescousse et traverse les océans pour convaincre Charles. Effrayé de ces manoeuvres, Mwambutsa interdit à son fils d'y prêter oreille. Il renvoie en février 1966 au Burundi le Muganwa Bihumugani, à peine rétabli, pour reprendre la situation en main.

Finalement, Charles Ndizeye arrive en mars à Bujumbura. Les comploteurs lui organisent une arrivée digne d'un chef d'Etat, contrairement aux ordres du Muganwa Bihumugani. Pour essayer de reprendre les choses en main, en apparence du moins, Mwambutsa nomme successivement son fils prince héritier, le 20 mars, et ensuite prince régent, le 24. Le prince régent Charles fait alors dans les mois qui suivent une tournée triomphale à l'intérieur du pays, en somme une extraordinaire mystification de la masse rurale des Barundi. Le régent fait libérer les détenus politiques, nombreux à avoir été arrêtés sans

inculpation et détenus dans les prisons bondées sans le moindre interrogatoire. Parmi ces détenus libérés, on compte Niyongabo et Bangemu de la J.N.R.

Charles Ndizeve est entouré de tous les intrigants qui l'incitent à déposer son père et à le remplacer. Parmi ses conseillers on trouve même André Muhirwa, Muganwa mutare qui a épousé Rosa-Paula Iribagiza, première fille du Mwami et Léon Ndenzako, Mututsi mutasoni, qui a épousé la seconde fille du roi, Régine Kanyange (Ndenzako, ambassadeur du Burundi à Washington fut expulsé des U.S.A., quand en novembre 1965, l'ambassadeur américain Donald Dumond et ses conseillers avaient été chassés du Burundi).

Quand le prince rentre en Europe pour tenir son père au courant de la situation du pays, l'entrevue fut certainement délicate ; mais on ne sait pas trop si Mwambutsa était consentant ou s'il feignait de l'être.

Charles fait cependant à Genève le 22 juin un discours de mots creux concernant la politique de non-alignement du Burundi en présence d'un aéropage international.

Le 2 juillet, le prince régent Charles est de retour à Bujumbura où on lui prépare à nouveau une réception royale. Maintenant, il se croit sûr de lui (il a même été reçu par le général de Gaulle !). Il n'hésite pas le 8 juillet, au cours d'une déclaration radiodiffusée, à déposer le Mwami son père, qui règne sur le Burundi depuis décembre 1915, depuis un demi siècle et qui n'a pas abdicqué.

Charles prend le nom de Ntare V. Il confirme la destitution d'office du gouvernement Bihumugani (cette destitution avait déjà été prononcée le 31 octobre 1965 et le 4 novembre !) Dans la foulée, la constitution, dont personne ne se soucie, est suspendue.

Les candidats formateurs se pressent nombreux autour du nouveau Mwami ; Nsengiyumva, Ndenzako, Muhirwa et Micombero sont les favoris, croit-on.

Pour pousser son candidat, la J.N.R. monte une manifestation broyante à Bujumbura. La constitution du gouvernement fut donc laborieuse, Micombero récusant les personnalités avancées par le roi et réciproquement. Finalement le gouvernement comprendra trois officiers dont un Muhutu à l'Information, Martin Ndayahoze,

Pie Masumbuko aux Affaires étrangères, Artémon Simbanyniye à la Justice et Prime Niyongabo aux Affaires sociales. Ce Niyongabo est le personnage qui manipule les milices J.N.R. ; il est considéré par beaucoup comme ayant manigancé les assassinats des syndicalistes de Kamenge en 1962 et celui de Ngendandumwe en 1965. Sa nomination est un défi à l'opinion publique.

Les intrigues ne cessent pas avec la formation du gouvernement. Ainsi, par un communiqué royal du 11 septembre, la révocation de Pie Masumbuko est annoncée et son remplacement par Léon Ndenzako. Mais deux heures plus tard, cette révocation est annulée par Micombero. Finalement, le conciliateur entre le nouveau roi et son premier ministre, Marc Manirakiza, arrange les choses. Pie Masumbuko passe aux Affaires sociales et Prime

Niyongabo aux Affaires étrangères. En revanche, le Mwami obtient la nomination de ministres d'Etat pour Léon Ndenzako, Remy Nsengiyumva et Marc Manirakiza.

Devenu ministre des Affaires étrangères, Prime Niyongabo débite à l'assemblée générale des Nations Unies un discours rageur sur la mainmise de l'Afrique du Sud sur le Sud-Ouest africain, le 29 septembre, que la revue Remarques africaines reproduit en partie dans son n° 276 du 3 novembre 1966.

Dans ce même numéro, Ndaje, dans un long article, signale que l'UNEBA ne représente pas l'ensemble des étudiants barundi et est simplement la caisse de résonance de l'Uprona.

Pour nommer le chef d'état-major, mêmes intrigues. Le palais a plusieurs candidats. Mais Micombero nomme d'autorité le capitaine Shibura (Mututsi muhima) qui lui est très dévoué. Ce Shibura est originaire du Bututsi. Il est aussi le gendre de Muhirwa. Shibura aurait tenté le 11 octobre 1965 de tuer un autre officier Muhutu celui-là, Joseph Banikwa et fut emprisonné quelques mois, pour être libéré le 12 juillet 1966, à la faveur d'une amnistie générale.(4)

Le 3 septembre 1966, Ntare V est reconnu officiellement comme Mwami des Barundi au cours d'un grand rassemblement à Muramvya. Des délégations sont venues nombreuses de toutes les provinces.

Mi-septembre, les intrigues reprennent. Le roi voudrait des secrétariats d'Etat : Armée, Justice, Intérieur, ne relevant que de lui. Les trois officiers qui ont prêté l'oreille aux projets royaux sont incarcérés 15 jours pour apprendre la discipline : Joseph Rwuri, Paul Rusiga et Alexis Nimubona. Micombero est maintenant le plus fort et tombe dans l'arbitraire.

Début octobre, Micombero se rend à Addis-Abeba, à une réunion au sommet de l'O.U.A. Ntare V en profite pour essayer de le destituer. Mais à la radio, la garde aux ordres de Shibura veille et le roi n'obtient pas l'accès à l'antenne. Le retour de Micombero, fêté par ses partisans, marque l'impuissance du jeune roi. Au stade de Bujumbura, la J.N.R. avec Ntamagara et Niyongabo dénoncent les agissements des hommes de cour.

Charles Ndizeye a 18 ans 1/2. Micombero, né en 1940 à Muzenga près de la pyramide à la source la plus méridionale du Nil, a 26 ans. Tous les officiers sont dans cette tranche d'âge. Les hommes politiques, Marc Manirakiza, Pie Masumbuko, Artémon Simbanniye, Rémy Nsengiyumva et bien d'autres ont entre 24 et 28 ans. De même pour les ambassadeurs, Baranyanka, Nyakazina, Nyangoma, Nsanze, Mbonimpa etc. Quelques-uns ont la trentaine, comme Léon Ndenzako. Ceux qui ont passé la quarantaine sont peu nombreux : Mubirwa, Bihumugani, Ntiruhwama et les anciens Baganwa.

Ces moins de trente ans n'ont aucune expérience professionnelle, ni aucune expérience de vie politique. Mwambutsa les appelait les garnements (= abahumvya). Le pays depuis trois ans, depuis l'indépendance, n'est plus gouverné. L'économie est à l'abandon ; la production de café et celle du coton sont en forte chute.

Le capitaine Micombero est rendu anxieux par la tournure des événements ; il voit l'avenir avec inquiétude pour sa vie. Mais il est poussé dans le dos par le groupe des Batutsi bahima. Ceux-ci examinent au cours de nombreux conciliabules comment se débarrasser de Ntare V et instaurer la république. Jean Ntiruhwama, la quarantaine, ancien séminariste, marié, 14 enfants, est fort probablement le cerveau du groupe. Apparemment très modéré, toujours onctueux, ce secrétaire de Mgr Grauls, a depuis longtemps des idées à mettre en oeuvre. Il préside le groupe des Simbananiye, Shibura, Niyongabo et autres qui veulent défenestrer la royauté séculaire.

Une occasion en or se présente quand Ntare V est invité à Kinshasa aux cérémonies du 24 novembre 1966 qui marquent le premier anniversaire du coup d'Etat amenant Mobutu au pouvoir. Avant de quitter Bujumbura, le naïf Charles Ndizeve, Ntare V, avait signé le 23 un arrêté royal instituant l'Uprona comme parti unique avec ses satellites, la J.N.R , l'U.T.B (Union des travailleurs du Burundi) et l'U.F.B (union des femmes du Burundi).(5)

Les derniers conciliabules ont lieu à Gitega les samedi 26 et dimanche 27 novembre entre officiers et quelques civils : Ntiruhwama, Masumbuko, Ntamagara, Manirakiza, Simbananiye.

Comme Ntare V avait annoncé son retour pour le 30, une dernière réunion eut lieu chez le capitaine Albert Shibura, le 28 pour l'enregistrement de la déclaration de Micombero. Celui-ci selon Manirakiza, n'était pas très sûr de lui.

Le 28 novembre à 15 heures, l'armée occupait tous les lieux publics. Les monarchistes, conseillers du roi, Muhirwa, Ndenzako Bihumugani et Nsengiyumva (celui-ci cependant Mututsi muhima) sont incarcérés et resteront près de deux ans en détention sans inculpation ni jugement. Simbananiye est nommé procureur général. Un conseil national révolutionnaire de dix officiers remplace le gouvernement et des gouverneurs militaires sont mis en place dans toutes les provinces.

A 18 heures, Micombero, dans son allocution historique, mit fin à la vieille monarchie burundaise. Selon Manirakiza, les derniers cadres qui hésitaient furent séduits par l'instauration de la république car le divorce Micombero-Ntare ramenait les intrigues permanentes. Par-dessus tout, ils craignaient que les Bahutu ne les devancent par un nouveau coup d'Etat.(6)

C'est le désenchantement général qui chassa du Tambour le jeune et inexpérimenté Ntare V. Hélas, ce qui va suivre sera bien pire encore. Quant à Térance Nsanze, il voit le Burundi embarqué enfin sur la route de la modernité et de la rénovation.(7)

Un comité national de la révolution remplace le gouvernement ; il est composé de 10 officiers : 8 Batutsi dont 2 Bahima et 2 Bahutu. Comme programme, Micombero veut édifier un régime révolutionnaire type maoïste et type tanzanien, bref un socialisme burundien, le tout à coup des mots sonores et creux. Un nouveau drapeau est prévu. La devise de l'Uprona : Imana, Umwami, Uburundi (Dieu le Roi, la Patrie) est balayée par un slogan républicain : Ubumwe, Ibikarwa, Amajambere (Union, Travail, Progrès).

Il ne faut pas, comme certains, voir dans ces événements un programme bien établi, un machiavélique complot ourdi depuis des années et exécuté pas à pas. Ces événements sont le fruit d'intrigues permanentes à la mututsi. De plus, pour ces jeunes garnements sans expérience le pouvoir est un vin capiteux qui les enivre dangeureusement. Enfin la hantise d'une autre révolution populaire des Bahutu est toujours présente dans les esprits. En réalité, le Mwami Mwambutsa fut totalement incapable de concrétiser les grandes espérances (et illusions) que les élites plaçaient dans l'accession de l'indépendance. Charles Ndizeye, éphémère Ntare V, regagna l'Europe, abandonné de tous. Michel Micombero, quant à lui, se promut colonel en décembre 1966 et forma un nouveau gouvernement de 14 ministres, dont 5 Bahutu et 9 Batutsi parmi lesquels 7 Babima. Le secrétariat d'Etat à la présidence revint à Gilles Bimazubute à son retour à Bujumbura le 17 janvier 1967.

Dans Remarques africaines n° 279, du 17 décembre 1966, Gilles Bimazubute salue l'avènement de la république, grâce aux militaires et doit constater que ce n'est pas une république de Bahutu. Quant à Térance Nsanze, toujours intarissable, il écrit dans le même numéro que le coup d'Etat, préparé depuis plus d'un an, reflète la volonté nationale populaire (qu'on n'a évidemment pas consultée).

Le colonel Micombero était tout à la fois président de la république, premier ministre, ministre de la Défense nationale et président du parti Uprona. Le gouvernement comprenait trois officiers : Michel Micombero, Sylvère Sota (qui le 1er octobre 1965 était encore sous-lieutenant) et Martin Ndayahoze (Muhutu qui lui aussi était sous-lieutenant un an plus tôt).

Pour terminer son allocution du 28 novembre, Micombero avait annoncé, en mettant à terre la vieille monarchie, que "sous l'égide de notre héros national le prince Louis Rwagasore, nous aurons la justice sociale, le progrès, la dignité nationale, la réconciliation et la reconstruction nationale". Ces mots resteront lettres mortes dans les mois et les années qui suivirent. (8 et 9)

NOTES. Chapitre V. Le règne éphémère de Ntare V.

1. Voir à ce sujet La Libre Belgique du 1er novembre 1965.
2. Nsanze T. p. 97.
3. Voir dans Remarques africaines n° 270 du 14 juillet 1966, l'article intitulé : Le Burundi et l'O.I.T.
4. Ntibazonkiza R. p. 67. L'officier muhutu Joseph Banikwa ne figure pas dans le tableau des officiers au 1er octobre 1965 fourni par les officiers burundais pp. 116-117. Mais on y trouve Albert Shibura avec le grade de sous-lieutenant. On n'y trouve pas non plus Alexis Nimobona dont question au paragraphe suivant.
5. Officiers burundais pp. 31-32.
6. Manirakiza M. donne pp. 19 à 24 le texte complet de l'allocution de Micombero.
7. Nsanze T. pp. 112-113.
8. Temps nouveaux d'Afrique du 25 février 1962.  
On y lit le détail des Forces armées au Burundi, à cette date. La garde nationale comprend 715 unités dont 1 aumonier, 9 adjudants, 82 sous-officiers et 19 élèves officiers.  
La police a comme effectifs : 831 soldats, caporaux et sous-officiers et 51 officiers. Il est prévu de porter ces effectifs respectivement à 991 et 1.010 hommes.
9. Officiers burundais pp. 118-119 nous apprennent que de nombreux Congolais et Banyarwanda font partie de l'armée nationale à la date du 6 mars 1971.  
De plus, p. 116, Micombero, qui porte le numéro matricule 0063, fait modifier la numérotation pour s'attribuer le n° S0001.

## **VI. Les premières années de la république. 1967-1968-1969-1970-1971**

Ibitutsi n'indwano mu bategetsi.  
Intrigues et combats chez les gouvernants.

L'année 1967 commenca par des perquisitions nombreuses pour ramasser les armes que certains hommes politiques s'étaient procurées lors des graves événements de Muramvya en 1965. En réalité, ces armes provenaient d'un militaire, un certain Mundanikure, qui les avait vendues à son profit. Les jugements se cantonneront à des amendes mais le militaire sera condamné à cinq ans de servitude pénale.(1)

Le 12 juillet 1967, le président Micombero tint à rassurer les quelques investisseurs étrangers de Bujumbura au cours d'une réunion où il tint un langage plus mesuré et sollicita le concours des entreprises privées, qui sont loin de tourner à plein régime, pour relancer l'économie du pays.(2)

Ces premières années d'indépendance ont vu en effet une forte baisse de la production de café, principal produit d'exportation du pays. Dans le même temps, l'inflation importante rongea le pouvoir d'achat. Et enfin, les dépenses publiques inconsidérées et sans contrôle, les ambassades somptueuses, les voyages intercontinentaux du Mwami, de sa suite, des ministres et hauts fonctionnaires grevaient fortement les ressources modestes de l'Etat. Mais, en ces années de la guerre froide Est-Ouest, les aides internationales n'étaient pas difficiles à obtenir. D'autre part, la corruption exigeait de prendre des mesures de coercition.

Le rusé Jean Ntiruhwama, ministre de l'Intérieur et du parti Uprona, profitant du caractère déjà ombrageux et soupçonneux de Micombero, sut habilement convaincre le président que Albert Shibura et Artémon Simbananiye (l'un et l'autre Batutsi bahima du Bututsi) se préparaient à un coup d'Etat. Plusieurs ministres perdirent leur portefeuille. Simbananiye fit huit mois de prison à Ngozi. Le gouvernement fut remanié en novembre 1967. On y revit Pierre Mpozengi, Pierre Ngunzu (Bahutu) et Cyprien Kiyuku (Mututsi). Ce dernier avait été président de l'Assemblée intérimaire en 1961 et administrateur de la province de Ruyigi par la suite. Enfin, Libère Ndabakwaje, procureur de la république, devint secrétaire général à la présidence. A Gilles Bimazubute fut confié la radio nationale qui devint la voix de la révolution.

A l'état-major général de l'armée, le capitaine Thomas Ndabemeye remplaça Shibura. Bien qu'il fut un Mututsi mutasoni de Muramvya, Ndabemeye devint le fidèle exécutant du colonel-président Micombero. Il avalisa le recrutement dans le Bututsi, que pratiquait Joseph Rwuri pour étoffer les Forces armées (nouvelle appellation) de recrues maintenant exclusivement batutsi et originaires du Bututsi de Bururi.

Jusqu'alors, l'armée nationale était en forte majorité composée de Bahutu (environ 800 hommes), mais les officiers étaient principalement des Batutsi.

En 1968, intrigue pour intrigue, Ntiruhwama passe de l'Intérieur aux Télécommunications. C'était le début de la fin pour lui. Il se retira en 1969 dans sa propriété à Gitega et y mourut.

Le 25 avril 1968, un tract anonyme, rédigé en kirundi, (traduction partielle dans Marc Manirakiza p. 39) est répandu à Bujumbura. En termes excessifs, il critiquait Micombero et les Bahima de Bururi de ne laisser que des miettes aux gens (Batutsi) de Muramvya. Ce tract ne resta pas sans réponses et début mai, eurent lieu de nombreuses arrestations ; parmi les personnes arrêtées, on trouve notamment des anciens ministres : Sylvère Ngowenubusa et Pascal Bankaouriye (Bahutu), des Baganwa : Ildephonse Libakare (mwezi) et Athanase Nyarusage (mutare), Thaddée Siryuyumunsi (Mututsi muhima), des députés ou anciens députés : Appolinaire Siniremera (Muhutu), Jean Kayabo (Mututsi mufasoni), des fonctionnaires dont Boniface Kiraranganya (Muganwa mutare) et même un magistrat : Firmin Gahungu (Muhutu).

Certains de ces détenus sont copieusement battus. Jean Kayabo, uproniste de la première heure, devint muet suite aux coups reçus et il mourut de ses blessures à la prison de Bujumbura.(3)

Boniface Kiraranganya, qui fut, en 1960-1961 un militant uproniste extrémiste, et rédacteur de lettres injurieuses au vicegouverneur général Jean-Paul Harroy, parvint à s'évader de la prison grâce à des complicités. Il avait été un moment chef de la sûreté et directeur de la prison centrale de Bujumbura. Il gagna le Canada où il acquit la nationalité canadienne. Virant complètement de bord, il se mit à écrire "La vérité sur le Burundi" et rédigea une dédicace extrêmement élogieuse à M. Jean-Paul Harroy.(4)

Les Barundi, qui se désignent eux-mêmes comme Batutsi ou Bahutu, sont toujours divisés entre eux et les motifs de division varient avec les circonstances. Maintenant les oppositions sont entre les gens de Bururi et ceux de Muramvya ; ceux de Bururi sont baptisés Bahima, même s'ils ne sont pas tous Bahima. Ceux de Muramvya, sont appelés Banyaruguru (ceux de haut lignage ou aussi ceux du Nord), mais tous n'entrent pas dans cette classification. Ainsi Jean Ntiruhwama, Mututsi muhima, est originaire de Muramvya, mais il se classe parmi les gens de Bururi.

Dans ces groupes mouvants, les Barundi se retrouvent, mais parfois se perdent eux-mêmes. Les Européens, eux, s'y méprennent facilement, surtout les journalistes. Ils voudraient que les Barundi se divisent en grands et petits, en seigneurs et serfs, en éleveurs et agriculteurs ou que tous les Batutsi soient d'un seul côté et les Bahutu d'un autre, ce qui n'est jamais le cas.

Le bruit courait en 1969, que Simbananiye avait mis au point avec Shibura et d'autres Bahima, un projet d'extermination des élites chez les Bahutu. Leur but dans un premier temps aurait été de remplacer Micombero. Ces rumeurs donnaient des grandes appréhensions aux Bahutu ; il y eut donc des réunions, des conciliabules à ce sujet.(5)

Le service de renseignements déclara le 17 septembre 1969 avoir découvert un complot contre le président. Dans les jours qui suivirent, de nombreuses arrestations eurent lieu dont celles de trois officiers rentrés, un an plus tôt, de l'Ecole royale militaire de Bruxelles : Nicodème Bitariho, Mathias Bazuwundi et Charles Karorero, ce dernier ancien condisciple de Michel Micombero au collège du Saint Esprit à Bujumbura. De nombreuses autres personnalités suivirent ces trois officiers en prison dont des ministres, des anciens ministres, deux médecins : Dr Joseph Nabimana et Dr Cyprien Henehene, ainsi que Joseph Cimpaye, Sayumwe et Barnabé Kanyaruguru. La plupart de ces détenus furent battus et torturés. Certains en moururent, dont le Dr Henehene.

Le conseil de guerre présidé par le capitaine Nkoripfa prononça le 19 décembre 23 condamnations à mort dont 19 officiers tous Bahutu. Ces condamnés seront passés par les armes le 22 décembre, les autres condamnations variaient de 5 ans à la perpétuité. Certains estiment que 500 Barundi trouvèrent la mort dans cette affaire. La Belgique ayant protesté, le général Edouard Henniquiau, ambassadeur à Bujumbura, fut prié de quitter le pays.

Après ces arrestations nombreuses, ces brutalités envers les détenus, ces parodies de justice et ces nombreuses condamnations à mort, des étudiants bahutu de Belgique réagissent et proclament leur indignation dans un communiqué du 31 décembre 1969 que certains dénomment le "Manifeste des Bahutu". Ce manifeste provoque des représailles durant le premier trimestre 1970 ; des étudiants des écoles supérieures à Bujumbura, et des fonctionnaires, tous Bahutu, sont considérés comme complices et arrêtés à leur tour.(6)

Micombero en profite pour remanier encore une fois son gouvernement début 1970. On y retrouve aux Affaires étrangères, Libère Ndadakwaje, à l'Intérieur, Albert Shibura et comme ministre délégué à la présidence, Artémon Simbananiye.

Entretemps, Mwambutsa vivait chichement (pour lui) en Belgique. Car, contrairement à ce qu'écrivit Raphaël Ntibazonkiza, l'ancien Mwami n'avait pas amassé une fortune impressionnante "grâce au trafic de diamants et à un certain nombre de placements juteux dans des entreprises de pays industrialisés". Gérard Bitorirobe (Muhutu de Muramvya), chargé de la gestion des biens royaux, n'avait d'ailleurs ni expérience ni compétence dans ce domaine. Et on peut douter que Bitorirobe ait "fini par amasser beaucoup d'argent, grâce aux commissions que lui versait son patron pour ses transactions". De plus, Mwambutsa n'était ni un ascète ni prévoyant.(7)

Déjà en janvier 1967, le Mwami Mwambutsa s'était adressé à S.M. le roi Baudouin pour obtenir une pension substantielle. Le ministre des Affaires étrangères lui répondit le 17 mai une lettre évasive promettant un nouvel examen ultérieur. Mwambutsa transmet donc une nouvelle requête en ce sens en 1969, qui n'eut pas davantage de suite. Le Mwami terminait son mémorandum en espérant qu'il n'aurait pas à se reprocher de s'être trompé d'amis.(8)

Le séjour de Mwambutsa se prolongeant, le gouvernement du Burundi exigera son départ du territoire belge. Les autorités belges, peu honorablement et après quelques alternolements, signifieront au Mwami Mwambutsa, qui fut toujours loyal et fidèle envers la Belgique, l'expulsion du pays, par l'intermédiaire d'un commissaire de police à Ixelles.(9)

L'année 1970 voit la naissance d'un nouveau complot ; mais il est vite établi qu'il a été imaginé de toutes pièces par quelques détenus (dont Henri Ntakiyica, condamné à perpétuité comme complice dans l'assassinat de Rwagasore), pour obtenir quelques faveurs. Les personnalités visées étaient cette fois des Batutsi dont l'officier adjoint du chef d'état-major général des Forces armées et des ministres originaires de Mugamba (Muramvya et Ijenda).

Il s'ensuit un nouveau remaniement ministériel en mars 1971. Simbananiye arrive aux Affaires étrangères, Shibura cumule l'Intérieur et la Justice, tandis que Libère Ndabakwaje est relégué à l'Economie et qu'Albin Nyamoya remonte à la surface.

Dès le 5 juillet 1971, des personnalités classées gens de Muramvya (ou cataloguées en nostalgiques de la monarchie) sont arrêtées, dont :

Jérôme Ntungumburanye adjoint du chef d'état-major général

Libère Ndabakwaje, ministre de l'Economie

Lazare Ntawurishira, ancien ministre

Bernard Rubeya

Joseph Ryumeko

Emmanuel Nkundwa

Tharcisse Ruhwikira

Paul Rusiga, officiers

pour atteinte à la sûreté de l'Etat.

D'autres arrestations suivront dont notamment celles de Charles Baranyanka, ancien ambassadeur à Bruxelles et Paris et Marc Manirakiza, ancien ministre.

Pour s'occuper du dossier, le procureur général Gabriel Mpozagara, originaire de Muramvya, fut d'abord écarté. Il avait protesté contre la réunion des ministères de l'Intérieur et de la Justice entre les mains d'Albert Shibura. Il reprit ses cours à l'université de Bujumbura. Trois jeunes substituts furent nommés procureurs dont Léonard Nduwayo (Mututsi de Bururi) pour s'occuper du dossier.

L'accusation était uniquement basée sur des faux témoins. Certains, dès l'instruction, furent confondus.

Le chef d'état-major général des Forces armées, le lieutenant-colonel Thomas Ndabemeye avait rédigé, sur ordre de Micombero, un texte qui chargeait son adjoint Ntungumburanye mais il refusa toujours de le signer et de comparaître aux audiences du tribunal.

Le procureur Léonard Nduwayo refusa de faire pratiquer la torture pour obtenir des aveux. Et le procureur général, Gabriel Mpozagara, bien que révoqué, réunit toute la magistrature pour interdire formellement l'usage de la torture.

Néanmoins, plusieurs prévenus furent maltraités en prison. Henri Ntakiyica et quelques condamnés de droit commun banyarwanda offrirent leurs services pour tenter de surprendre les prévenus afin de témoigner contre eux. Mais, ils furent vite démasqués.

Le 4 novembre 1971, les évêques du Burundi, se souvenant des nombreuses condamnations à mort et exécutions de 1969, dénoncèrent cette parodie de justice dans une lettre collective au président Micombero et annoncèrent de possibles réactions violentes de la population.

Les séances publiques du procès tournèrent souvent à la dérision du tribunal militaire. Le jeune procureur Nduwayo courageusement démontra l'inconsistance des accusations, et l'absence de preuves ; il demanda aussi l'application de la loi pour les faux témoins.

On pensait à un acquittement général. Mais il n'en fut rien. Le 24 janvier 1972, le conseil de guerre, présidé par le commandant Gabriel Nzisabira, rendait son jugement (vraisemblablement préparé la veille par Shibura) :

9 condamnations à mort dont :

- 4 officiers : Ntungumburanye Jerome  
Rubeya Bernard  
Nkundwa Emmanuel  
Bararutise Fidèle (Batutsi)
- le procureur et ancien ministre Libère Ndabakwaje
- l'ancien ministre Marc Manirakiza
- l'ancien ambassadeur Charles Baranayanka
- le chef de cabinet Ernest Basita et le vieux chef rwandais Rukeba François.

7 condamnations à perpétuité dont

- 4 officiers parmi lesquels Paul Rusiga qui avec ses troupes de Gitega avait repris les choses en mains le 19 octobre 1965, ce dont Micombero avait tiré tout le profit.
  - 1 Muganwa mutare Athanase Nyarusage
  - 1 ancien ministre Lazare Ntawurishira
- et enfin Didace Nzohabonayo, frère de Marc Manirakiza.

Parmi les peines de 20 ans, Etienne Ntiyankundiye, avocat des accusés, arrêté en pleine audience. Six personnes furent acquittées dont Joseph Mpagaza, l'accusateur munyarwanda au témoignage confondu. (On le retrouvera mystérieusement assassiné à Bujumbura. Témoin gênant ?). Tous les accusés étaient Batutsi.

Le pape Paul VI et plusieurs chefs d'Etat dont le roi Baudouin de Belgique intervinrent pour solliciter la grâce des condamnés. A Bujumbura, la J.N.R. devenue la J.R.R. (la jeunesse révolutionnaire Rwagasore) intervint auprès de Micombero et les étudiants burundi de Bruxelles, Batutsi et Bahutu, écrivirent une lettre de protestation au président.

Le 4 février, désavoué de toutes parts, Micombero commua les peines de la façon suivante :

- 7 condamnations à mort en peines à perpétuité
- 2 condamnations à mort en 7 mois de servitude pénale (le procureur Ndabakwaje et le lieutenant Nkundwa)
- 3 condamnations à perpétuité en 12 jours de servitude pénale dont le capitaine Paul Rusiga et Didace Nzohabonayo, frère de Marc Manirakiza, arrêté en audience le jour du jugement.

D'autres personnes furent placées en résidence surveillée, dont TERENCE Nsanze, ancien ambassadeur à Washington et à l'O.N.U., Nicayenzi, ancien ministre, François Bangemu de la J.N.R. etc.

Le 8 février une grande manifestation eut lieu à Bujumbura, organisée par la J.R.R., à la gloire ( !) de Micombero que l'usage du droit de grâce avait dédouané. Mais Simbananiye, Shibura et Yanda (Mututsi muhima) devenu ministre de l'information, y furent copieusement conspués. Ainsi se termina le procès des Banyamuramvya, bien que les inculpés ne fussent pas tous originaires de Muramvya.

Durant ce procès qui fit beaucoup de bruit, le président avait, le 20 octobre 1971, mis fin au Conseil national de la Révolution (C.N.R.) de 10 officiers et institué un Conseil suprême de la République (C.S.R.) composé d'une vingtaine d'officiers tous batutsi. Ainsi émergeait l'Armée-Etat, dont l'Uprona était la caisse de résonance.

Quand Micombero parcourt le pays, il se fait maintenant appeler Sebarundi, le père du pays, et les applaudissements sont toujours bien organisés.(10)

NOTES. Chapitre VI. Les premières années de la république 1967-1971.

1. Manirakiza M. pp. 30-31
2. Manirakiza M. pp. 31 à 34
3. Manirakiza M. p. 40. Ces brutalités avaient lieu la nuit au Parquet !
4. Harroy J-P : Burundi 1955-1962 p. 346.
5. Ntibazonkiza R. p. 129  
Manirakiza M. p. 40
6. Ntibazonkiza R. pp. 131-132  
Manirakiza M. pp. 42 à 44  
Quelques étudiants de Bujumbura prirent la route de l'exil en Tanzanie ; parmi eux Célines Mbasha et Albert Butoyi.
7. Ntibazonkiza R. pp. 62-63
8. Ce mémorandum du Mwami Mwambutsa (rédigé par Louis Barusasiyeko ?) reprend les péripéties mouvementées du Burundi depuis l'indépendance du 1er juillet 1962. Voir annexe. D'ailleurs la commission de cinq membres de l'O.N.U., parmi lesquels le bien connu Ernest Gassou, arrivée à Bujumbura le 22 mars 1962, pour réaliser, sous la présidence de Miss Angie Brooks, l'union du Rwanda et du Burundi, avait déjà préconisé une pension pour Kigeri, le Mwami détrôné du Rwanda, à charge de la Belgique. Mwambutsa quant à lui n'avait pas oublié. De plus c'est tout ce qu'il désirait : l'argent et les plaisirs.
9. Voir en annexe copie de l'invitation à quitter le pays.
10. Il n'existe dans le pays aucune association qui regroupe solidement les hommes. D'où l'absence de réaction de la population.  
De plus, les Burundi n'étaient pas habitués à protester.  
Seule la J.N.R. (J.R.R.), peu nombreuse mais racolant les jeunes désœuvrés exclus des écoles à Bujumbura, est un groupe organisé qui en impose sous la direction de quelques communisants.

## VII. 1972-1973 Les années tragiques.

Imyaka mibi cane. Abarundi barankana, baricana.

Les pires années.

Les Barundi se haïssent les uns les autres et s'entretuent.

Simbananiye, le 22 décembre 1971, partit pour la Chine, avant la fin du procès, pour s'en laver les mains. Quant au courageux procureur Léonard Nduwayo, il fut par la suite démis de ses fonctions ainsi que ses deux collègues en charge de ces dossiers.(1)

Le message des évêques du 4 novembre 1971 avait, à juste titre fustigé les maux du régime, la corruption des tribunaux, la pratique du népotisme, la pléthore d'emplois dans les administrations, le régionalisme, l'usage des faux témoins, les abus en détention et même la torture. Ces pratiques attisaient naturellement dans le pays les haines, les intrigues, le soupçon continu et la calomnie. Le message se terminait par l'appel aux droits de l'homme et l'appel à gouverner selon les lois et dans la dignité humaine.(2)

La revue panafricaine Remarques africaines, qui avait si souvent ouvert ses colonnes aux Batutsi extrémistes (dont Gilles Bimazubute), virant complètement de bord, donnera dans son numéro de février 1972 un bon compte-rendu du procès et des aberrations commises dans cette lutte des Banyabururi contre les Banyamuramvya.(3)

Deux ans auparavant, en février 1970, les éditions Remarques africaines avaient publié "L'Edification de la République du Burundi au carrefour de l'Afrique" de Térance Nsanze (Mututsi de Bururi). Celui-ci, né en 1937, fit dès 1962 partie de la délégation du Burundi aux Nations Unies et en 1966 il devint le chef de cette délégation et ambassadeur à Washington et à Ottawa en 1967. Son livre est un ouvrage à thèse, où les inexactitudes, et mêmes des énormités, se rencontrent à chaque chapitre.(4)

S'il est comme il l'écrit pp.17 et 18, pour le moins téméraire de prétendre cataloguer infailliblement les citoyens du Burundi, il conclut à des répartitions extravagantes (56% de métissés, Bahutu-Batutsi purs 49% et Batwa 2%), qui sont contestées tant par les Barundi que par les enquêtes démographiques où la population déclarait, elle-même et librement, son appartenance.

Il semble donc bien que la revue Remarques africaines ait enfin ouvert les yeux et compris qu'il ne fallait pas accorder une foi unilatérale aux écrits des extrémistes batutsi.

L'opinion était à peine remise de l'agitation du fameux procès des Banyamuramvya, qu'une nouvelle affaire surgissait.

Pour vivre, Charles Ndizeye, l'ex-Ntare V, faisait l'intermédiaire dans les ventes d'armes aux pays africains. Il caressait aussi l'espoir, après ces années de complots, de rentrer au Burundi et de reprendre le pouvoir. Il rencontra à Bruxelles le redoutable Simbananiye qui

l'entretint dans ses illusions. Le très crédule Charles donna dans le panneau. Charles quitta donc Bruxelles pour Kampala, où il devait d'ailleurs conclure une vente d'armes avec Amin Dada, accompagné de quelques supporters européens, dont l'ancien résident de l'Urundi, le très royaliste Robert Scheyven et de quelques amis burundi dont Emmanuel Bihumugani, fils de Léopold et Mathias Hitimana, actuel président du parti monarchiste.

L'intrigant mais très habile Simbananiye parvint à circonvenir Idi Amin Dada. Celui-ci affrêta un avion spécial pour Charles Ndizeye et son cousin Emmanuel Bihumugani pour visiter l'Uganda. Mathias Hitimana, averti de ce qui se tramait, put se sauver à temps. Les accompagnateurs européens, quant à eux, gagnèrent immédiatement le Kenya dès qu'ils comprirent l'enlèvement camouflé.(5)

L'avion, où avaient pris place quatre officiers baganda, prit la direction de Bujumbura, où un comité d'accueil attendait (l'officier Joseph Rwuri). Dès son arrivée à Bujumbura, le 30 mars 1972, Charles Ndizeye fut emmené en hélicoptère à Gitega où il fut placé dans une maison sous bonne garde, tandis qu'Emmanuel Bihumugani disparaissait à la prison centrale de Mpimba (Bujumbura). Mathias Hitimana revint en Belgique, après être intervenu en vain chez Idi Amin Dada, à la demande de Mwambutsa, et il reprit les affaires commerciales de Charles Ndizeye.

Dans l'après-midi du 30 mars, la voix de la révolution nationale annonçait l'arrivée et l'arrestation de l'ex-Ntare V. La radio ajoutait que l'ex-Mwami était accompagné de nombreux mercenaires européens pour tenter de reprendre le pouvoir. De plus, on avait trouvé sur lui un milliard deux cent millions de francs burundais pour financer son expédition !(6)

Le retour de l'ex-Mwami n'avait pas été organisé par des partisans royalistes du Burundi, mais il semble bien qu'il ait été voulu par le machiavélique Simbananiye après la confusion née du dernier complot où le régime avait perdu la face. Les circonstances semblaient propices à une restauration. Il fallait donc prendre les devants.

Micombero qui était très ennuyé sur le sort à réserver à l'ex-Ntare V, remercia, le 29 avril 1972, tout son gouvernement très partagé à ce sujet ; il congédia par la même occasion les cabinets ministériels et le secrétaire national de l'Uprona. Restait avec lui le trio Shibura (Intérieur et Justice), Simbananiye (Affaires étrangères) et Yanda (Information), tous Batutsi bahima issus du Bututsi.

A Rumonge, où se tenait depuis deux jours une importante réunion du parti Uprona avec Shibura et Yanda, des Batutsi furent massacrés, vers 20 heures le 29 avril, par une bande armée cependant peu nombreuse qui venait de Tanzanie.

Shibura et Yanda réussirent à s'échapper en direction de Bururi où, ultérieurement, un hélicoptère viendra les reprendre. D'autres bandes d'émeutiers bahutu s'étaient répandus dans toute la province de Bururi.

Des tracts étaient divulgués, rédigés en langage abominable, qui invitaient la population à l'insurrection contre les Batutsi. On y lisait aux points 1 et 3 :

"Fata icumu, umuhoro, umupanga, umuheto n'ubuhiri, murwanye umututsi aho mumuziga hose".

Prenez votre lance, serpette, machette et gourdin, attaquez le mututsi partout où vous espérez le trouver.

"Ni mufate Abashikiranji, ba Gouverneurs, ba Commissaires, ba Administrateurs, aba Conseillers na ba gacarimbi ba Batutsi hamwe n'abakuru b'Umugambwe, mubice n'abagore n'abana babo n'inda mumerre".

Arrêtez les ministres, les gouverneurs, les commissaires, les administrateurs, les conseillers, les dirigeants batutsi du parti, tuez-les avec leurs femmes, leurs enfants et même les femmes enceintes.(7)

Une autre troupe se manifesta à Bujumbura où elle devait le même jour vers 20 heures surprendre Micombero. Mise en mouvement prématurément, semble-t-il, cette troupe peu disciplinée donna l'éveil et fut rapidement maîtrisée. A Gitega et Canguzo, de petits groupes armés de machettes, d'arcs et de lances s'attaquèrent aux camps militaires mais furent refoulés facilement et avec pertes. Tout ceci donnait l'impression d'un soulèvement savamment coordonné.

Le lendemain à 10 heures, la voix de la révolution annonça que des éléments monarchistes avaient envahi le pays et que Charles Ndizeye avait été tué dans les combats, ce qui était totalement inexact. La décision de supprimer l'ex-roi avait été prise le jour même, 30 avril, par Micombero, Shibura Yanda, Simbananiye et Ndabemaye, chef d'état-major général des Forces armées. Le capitaine Ntabiraho, commandant la garnison de Gitega, reçut l'ordre de tuer Charles Ndizeye. Il l'abattit de trois coups de revolver et le corps fut jeté dans une fosse commune.(8)

Les rebelles étaient principalement des Barundi bahutu, mais il semble bien que parmi eux il y ait eu des Congolais, Babembe et éléments mulélistes. Ces groupuscules s'étaient entraînés en Tanzanie dans la région de l'embouchure de la Malagarazi. Leur armement était très faible et comprenait essentiellement des machettes, car leurs moyens financiers étaient quasiment inexis tants.

Le cerveau de la rébellion aurait été Célius Mbasha qui avait fui de Bujumbura en Tanzanie, quand, début 1970, de nombreuses arrestations avaient été pratiquées dans les écoles supérieures suite au "Manifeste des Bahutu" à Bruxelles.

Les crimes commis par ces bandes de rebelles armés surtout de machettes furent abominables sur les hauts plateaux de Mugamba et du Bututsi de Bururi. Des familles entières de Batutsi furent ainsi massacrées atrocement.

Passé le premier jour de grand émoi, la répression s'organisa rapidement. Un détachement des Forces armées fut envoyé en renfort à Bururi. A cette époque, les Forces armées comprenaient encore des soldats bahutu mais plus aucun officier muhutu ; les réfugiés banyarwanda étaient nombreux dans leurs rangs et quelques congolais provenant sans doute des forces de police qu'on avait fusionnées avec l'armée.(9)

Le 30 avril 1972, le couvre-feu fut instauré dans tout le Burundi de 18 h à 6 h ; des gouverneurs militaires furent désignés pour chacune des huit provinces. Sylvère Nzohabonayo devint procureur général et Bernard Kayibigi procureur à Bujumbura. Enfin un conseil de guerre fut instauré sous la présidence du lieutenant-colonel Alexis Nimubona (Mututsi de Ngozi) et du commandant Gabriel Nzisabira ; ce dernier s'était distingué quelques mois plus tôt par les nombreuses et extrêmes condamnations, le 24 janvier à charge des Banyamuramvya.

Le précédent Mobutu, à la demande de Micombero, envoya 200 soldats congolais pour garder l'aérodrome de Bujumbura. Quand ces soldats furent utilisés pour la répression, ils furent rappelés au Congo. Le président tanzanien, Julius Nyerere, qui avait réellement cru à un putsch royaliste, envoya les armes et des munitions mais la Tanzanie tout comme le Rwanda accueillit de nombreux réfugiés burundi.

La répression dans la région de Bururi fut féroce, à la mesure des crimes commis. Un grand nombre de paysans bahutu furent massacrés, bien que n'ayant aucunement participé aux raids des rebelles lesquels étaient vraisemblablement drogués. Mais la répression s'étendit aussi dans tout le pays ; les milices prêtèrent leur concours à cette sinistre besogne.

Même dans les écoles secondaires et supérieures, les étudiants bahutu furent tués par leurs condisciples batutsi. Partout les intellectuels bahutu furent recherchés. Le régime s'acharna à décapiter les élites chez les Bahutu. Parmi les victimes de la répression aveugle, il y eut :

- les tout derniers officiers bahutu dont Martin Barasekuye et Martin Ndayahoze, ancien ministre de l'Information, lequel en 1968 avait remis au président un courageux rapport sur la peur réciproque entre Batutsi et Bahutu qui s'insinue partout. Ces deux officiers étaient supposés être les chefs intérieurs de la révolte.
- des anciens ministres dont les plus connus sont : Pierre-Claver Nuwinkware, Pierre Ngunzu, Mathieu Muhakwanke, Pierre Mpozenzi, André Baredetse, Pascal Bubiriza, Jean-Christophe Baribwegure. Quant à Marc Ndayiziga, ministre des travaux publics, débarquant le 1er mai de l'avion de Bruxelles, il fut immédiatement arrêté et exécuté sans tarder.
- de nombreux fonctionnaires
- des anciens hommes politiques dont Joseph Cimpaye, sénateur et ancien ministre
- dans les rangs de l'armée, de nombreux sous-officiers et soldats bahutu furent passés par les armes, de même d'ailleurs que des soldats batutsi non originaires de Bururi.

Des assassinats eurent lieu également chez les religieux : , 16 prêtres, 4 frères et 2 soeurs tous bahutu furent ainsi tués au cours de ces jours sombres. Et la fureur des assassins alla jusqu'à tuer des malades dans les hopitaux.(10)

La répression fut si brutale et aveugle que des congolais, la plupart des Babembe, et un journaliste camerounais, Jean-Marie Manga, furent exécutés bien que n'étant ni Batutsi ni Bahutu. Il faut ajouter que les biens des victimes étaient confisqués, ce qui donna lieu à beaucoup d'abus et de pillages.

Le génocide ne tarda pas à être connu du monde entier. Le secrétaire de l'O.U.A. présent sur place dès le 22 mai et les délégués de l'O.N.U. arrivés le 22 juin, ne purent qu'émettre des vœux pieux pour le rétablissement de la paix. Les ambassadeurs à l'étranger, tous Batutsi, vont s'ingénier à présenter les événements à leur façon. Le 12 mai Artémon Simbananiye, ministre des Affaires étrangères, est nommé ambassadeur extraordinaire, chargé d'expliquer les événements aux partenaires du Burundi.(11)

Dès le dimanche 7 mai, Mgr Ntuyahaga condamnera les rebelles Bahutu les désignant du nom de ibinyamaswa (les fauves ; inyamaswa = les bêtes féroces, le superlatif donne ibinyamaswa). Les supérieurs des ordres missionnaires présents au Burundi élevèrent une commune protestation contre ces massacres d'innocents. Des missionnaires et des coopérants européens furent expulsés du pays. L'église catholique se retrouva divisée par les événements. Le pape Paul VI éleva donc la voix le 28 mai pour qualifier cette tragédie de folie impitoyable et de massacres des innocents.(12)

Dès le 16 juin 1972, les élèves officiers à l'école royale militaire et à l'école royale des services de santé à Bruxelles reçurent de l'ambassade du Burundi instruction de rentrer au pays à leur frais. Avec les nouvelles alarmantes arrivant du Burundi, ceux parmi eux qui étaient bahutu restèrent en Belgique. Le 30 septembre, tous étaient révoqués des Forces armées.(13)

Le 21 juin, le lieutenant-colonel Thomas Ndabemeye, toujours servile exécutant des ordres de Micombero, annonça la fin des opérations militaires de répression. Et le 14 juillet, le colonel Micombero installait un nouveau gouvernement. Cette fois, il se contentait de la présidence de la république. Albin Nyamoya devenait Premier ministre (+ l'Intérieur), Simbananiye conservait les Affaires étrangères mais Shibura et Yania disparaissaient. Le ministère de la Justice était repris par le professeur Gabriel Mpozagara. Au total 14 ministres dont 10 Batutsi et 4 Bahutu. Ce gouvernement gouverna très peu comme tous ceux qui s'étaient succédé depuis 1966. Nyamoya fut congédié le 5 juillet 1973. Micombero ne le remplaça pas et reprit les fonctions de Premier ministre.

De Suisse, l'ancien Mwami Mwambutsa, s'était dès le 25 mai 1979 élevé contre les arrestations arbitraires. Le 20 juin, il proposa son retour pour ramener la paix ; sa voix n'eut aucun écho et personne ne l'encouragea au retour.

Les tueries continuèrent sporadiquement tout au long des années 1972 et 1973. Des Batutsi furent assassinés par méprise (ou par vengeance personnelle), tel le professeur Amédée Kabugubogu (14) (et d'autres) à Ngozi. Le Burundi se couvrit de nombreux charniers. Des chiffres ont été avancés variant suivant les sources de 80.000 à 400.000 victimes. Des fugitifs bahutu nombreux se réfugièrent en Tanzanie, au Zaïre et au Rwanda. Leur nombre fut estimé à 80.000.

Fin d'année, le président récompensa les bons exécutants sans conscience des Forces armées. Thomas Ndabemeye (Mufasoni de Muramvya), chef d'état-major général fut promu colonel, avec rang de ministre. Le major Sylvère Nzohabonayo et le capitaine Bagaza devinrent

lieutenants-colonels et ce dernier chef d'état-major adjoint. Le commandant Gabriel Nzisabira fut chargé de combler les vides des Forces armées, de recruter et de surveiller l'instruction.(15)

Les tueries ne cessèrent que vers le milieu de l'année 1973. Des attaques aériennes eurent même lieu par hélicoptères (pilotés par des coopérants français) contre des régions frontalières de Tanzanie d'où partaient des bandes armées de partisans bahutu faisant des raids dans le sud du Burundi. Des réparations importantes furent mises à charge du gouvernement du Burundi.

Dans le même temps, les élites batutsi instaurent lentement, mais à coup sûr, une sorte d'"apartheid" dans le pays, ce qui ne les gêne pas pour s'indigner de l'"apartheid" en Afrique du Sud et du racisme anti-noir au U.S.A. Et concernant les événements de 1972, les dirigeants du Burundi se présenteront devant l'opinion internationale comme victimes d'une rébellion des Bahutu, appuyée de l'étranger contre laquelle ils n'avaient fait que se défendre et minimisant la répression aveugle qui avait suivi.

Le 5 juillet 1973, Nyamoya fut remercié, Micombero reprenant ses fonctions. Au Rwanda, le général Habyarimana renversait le président Kayibanda. Ainsi s'affirmait partout la prépondérance de cette puissance nouvelle : les forces armées africaines qui prenaient conscience de leur cohésion, de leur poids et de leur puissance.

Le second semestre 1973 vit aussi la suspension de la coopération belge avec le Burundi. Les remplaçants ne tardèrent pas à arriver, notamment les relations avec les pays communistes marquèrent ces années de la première république.

En décembre 1973, Micombero s'éleva au grade de lieutenant-général. Il avait beaucoup changé. Depuis longtemps, il était rongé par la peur et peut-être aussi par le remord. Le soir et la nuit, il se déplaçait chez les ministres, officiers et hauts fonctionnaires, il buvait copieusement et ne rentrait qu'au petit matin, hanté par la crainte de son assassinat.

Le président Micombero effectua une visite officielle au Rwanda en septembre 1974, sorte de réconciliation des républiques-soeurs via les jeunes militaires chefs d'Etat. (mais après avoir dépassé en grade le général-major du Nord). En mars 1975, le président rwandais à son tour descendit à Bujumbura.

Une réunion tripartite (Zaire-Rwanda-Burundi) eut lieu à Bukavu en mai 1975. Le maréchal Mobutu tenait à voir ses cousins et voisins et surtout à leur montrer sa supériorité à tous points de vue. Ce fut l'occasion de jeter les bases d'une Communauté économique des Pays des Grands Lacs (C.E.P.G.L.) qui en restera aux grands mots et n'amènera rien de nouveau.

Le 13 mars 1974, le gouvernement avait de nouveau été remanié. L'avocat Minani (Mututsi du Bututsi), devenu procureur général puis ministre de la Justice parvint à faire adopter l'idée d'une constitution. Une commission rédigea assez rapidement un texte constitutionnel qui fut adopté le 11 juillet 1974. Cette constitution confirmait l'existence d'un parti unique. Le président de la république cumulait les fonctions de secrétaire général de

l'Uprona, de premier ministre et de chef des forces armées. La nouvelle constitution légalisait en somme la dictature de Micombero.

Le 19 octobre 1974, Micombero fut élu secrétaire général du parti Uprona pour 7 ans par 390 voix contre une au cours d'une mascarade d'élection à Bujumbura.

Le 26 novembre, pour fêter le huitième anniversaire de la révolution du 28 novembre 1966, la libération des derniers prisonniers de l'affaire Ntungumburanye de 1971-1972 fut annoncée. Marc Manirakiza avait passé 40 mois en détention (Bujumbura, Rutana et Rumonge). Les officiers Paul Rukeba et Joseph Ryumeko ainsi que le Muganwa Athanase Nyarusage, qui avait été dans l'Imbo un chef de grande valeur, (16) succombèrent peu de temps après leur libération suite aux mauvais traitements subis durant leur détention. Quant au détenu principal dans cette affaire, le major Jérôme Ntungumburanye, chef d'état-major général adjoint à l'époque et ministre de l'Information, il deviendra, sous le régime Bagaza, ambassadeur à Bruxelles !(17)

Un nouveau remaniement gouvernemental eut lieu le 11 novembre 1975. Gilles Bimazubute prenait les Affaires étrangères mais pour peu de temps. Artémon Simbananiye passait à l'Education nationale tandis que Pierre Bigayimpunzi (Muganwa mwezi) était le dernier prince royal à occuper encore un poste important, le département de l'Agriculture.

Dans le même temps, Albert Shibura partait en Chine en qualité d'ambassadeur. Quant au procureur Libère Ndabakwaje, condamné à mort en 1972, puis grâcié, sa peine étant réduite à 7 mois de servitude pénale, il était désigné pour Bonn en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

La zizanie régnait aussi parmi les Batutsi classés Banyabururi. Beaucoup parmi eux étaient des Bahima. Deux groupes se jalousaient, d'une part les Banyarutovu (= ceux de Rutovu, c'est-à-dire du Bututsi de l'ancien territoire de Rutana) et d'autre part les Banyamatana (= ceux de Matana, c'est-à-dire du Bututsi de l'ancien territoire de Bururi).

Beaucoup comprenaient qu'un changement était indispensable ; le népotisme et le régionalisme ne pouvaient subsister indéfiniment d'autant plus que manifestement Micombero sombrait lentement dans l'alcoolisme et une vie dissolue, au grand dam du développement du pays.

NOTES. Chapitre VI. Les années tragiques 1972 - 1973.

1. Manirakiza M. pp. 70 et 73.
2. Manirakiza M. pp. 85 à 92.  
Ntibazonkiza R. pp. 135-136.
3. Manirakiza M. pp. 92-93.
4. Manirakiza M. p. 96.
5. Manirakiza M. pp. 116-117.  
Beauthier G. et Dejemeppe B. p. 3.
6. Ntibazonkiza R. pp. 141-142. Selon les dires de Yanda ministre de l'information.
7. Manirakiza M. pp. 120 à 122
8. Manirakiza M p. 128.
9. Officiers burundais ; p. 33. Le 7 mars 1967 la gendarmerie est intégrée dans l'armée nationale qui prend l'appellation de Forces armées.
10. Ntibazonkiza R. pp. 151-152.  
Beauthier G. et Dejemeppe B. p. 6
11. Beauthier G. et Dejemeppe B. pp. 3 à 12.
12. Ntibazonkiza R. pp. 147 et 161.  
Kabanyegeye S. pp. 42 et 44.
13. Officiers burundais. pp. 113 à 115.
14. Officiers burundais. p. 62.
15. Officiers hurondais. p. 73
16. Harroy J-P pp. 128 et 368 au sujet du Muganwa Athanase Nyarusage.
17. Manirakiza M. II pp. 151 à 154.

## VIII. 1976. La deuxième république.

Kukubita hagati mu ntozi  
Marcher au milieu des fourmis, s'attendre aux pires ennuis.  
Kabanyageye S. p. 40.

La défenestration de Micombero fut préparée sans bruit mais avec précision dans l'exécution par le colonel Jean-Baptiste Bagaza (Mututsi muhima de Rutovu comme Micombero) et le lieutenant-colonel Edouard Nzambimana. L'exécutant principal fut le colonel Sylvère Nzohabonayo. Ces deux derniers étaient des Batutsi de la région de Matana.

Le 1er novembre 1976, Micombero fut arrêté chez lui à 11 heures par le colonel Sylvère Nzohabonayo et emmené à Ngazi où il resta en résidence surveillée durant quelques mois avant d'être exilé en Somalie à Mogadiscio en avril 1977, à sa demande. Le colonel Thomas Ndabemeye, qu'il eut été dangereux de mettre dans la confiance, fut arrêté chez lui, où il était en vacances dans sa propriété. Il fut placé en résidence surveillée à Bururi mais durant quelques mois seulement.(1)

Ce coup d'Etat sans effusion de sang et réussi fut annoncé le soir à la radio. Non seulement Micombero était révoqué de toutes ses fonctions mais aussi Ndabemeye, son exécutant aveugle, en tant que chef d'état-major général. Enfin le gouvernement était démis, la constitution suspendue, les gouverneurs civils révoqués.

Un Conseil Supérieur de la Révolution (C.S.R.) fut instauré le 20 novembre 1976, composé de 30 officiers. On apprend à cette occasion que les Forces armées comprennent 3 colonels, 8 lieutenants-colonels, 10 majors bref 91 officiers supérieurs pour une armée de 6000 hommes environ. Il y a pléthore d'officiers comme de hauts fonctionnaires dans les administrations.(2)

Bagaza aura beau jeu de peindre à la peinture la plus noire le régime de Micombero, toujours appuyé par le docile Ndabemeye. Ce dernier avait d'ailleurs divulgué la consigne : Nta sindabibazwa ariho = il n'y a pas de je ne puis être interrogé sur ces choses = nul ne peut dire ceci ne me concerne pas = tous les militaires sont responsables ensemble.

Bagaza voulait sincèrement réorganiser le parti Uprona, restructurer les administrations de l'Etat et mener une certaine justice sociale. Après des études complètes en Belgique à l'école royale militaire, le lieutenant Bagaza était rentré au Burundi en juillet 1971 en même temps que Nzambimana. Durant la répression, Bagaza fut promu au grade de lieutenant-colonel, le 94 novembre 1972. En un an il avait ainsi sauté les grades de capitaine, commandant et major. De plus il était devenu chef d'état-major général adjoint. Son rôle durant la répression avait donc été important.(3)

D'abord, le beau colonel, car c'était un jeune et bel homme, rencontra quelques circonstances favorables.

A Lausanne le 26 avril 1977, le vieux Mwami Mwambutsa mourait. Né en 1912, Mwami fin 1915 à 3 ans (après le drame de Bukeye et la substitution d'enfant), il n'avait pas eu une enfance remplie d'affection familiale et il avait compris à l'adolescence le drame où il se situait. Son éducation avait été délaissée et son instruction était restée médiocre. Son règne, sous la tutelle belge, fut une sinécure qui lui convenait bien. Il se cantonna donc dans une vie de plaisirs faciles. Il avait vu, avec l'accession à l'indépendance (à laquelle il ne tenait pas spécialement), ses deux fils assassinés. Le courage n'était pas sa qualité première. Comme beaucoup de Barundi, c'était un munyabwoba (un dominé par la peur). Aussi il s'était enfui peu glorieusement le 5 novembre 1965, sans abdiquer, pour ne plus jamais revenir au Burundi. Sa mort n'émut donc pas le peuple des Barundi, ni les élites ni les gens des collines.(4)

Cette année 1977, après une forte chute de la production de café au Brésil, permit un relèvement du prix payé aux producteurs pour le café arabica du Burundi. De plus, en 1976, la production ne cessa de s'accroître pour se trouver doublée en 1980 à 40.000 tonnes de café-parche.

Dans le gouvernement mis en place sous la présidence du lieutenant-colonel Nzambimana (où ne figuraient que 4 Bahutu sur 19 postes), on trouvait à la justice Jean-Baptiste Manwangari. Celui-ci prit quelques décisions spectaculaires qui furent bien acceptées par la masse paysanne : la suppression de l'ubugabire = la sujétion par les contrats de bétail et l'ubugererwa = la sujétion par les demandes de terre de culture. Dès les années 1955, les contrats de bétails avaient fortement perdu de leur importance. Quant aux terres de culture, la fin du régime des Baganwa et la forte pression démographique avaient permis d'occuper, sans demande et sans sujétion, ce qui restait de terres disponibles.

Mais la mort définitive de ces vieilles traditions du régime féodal fut évidemment accueillie de bon cœur par le peuple des collines qui en avait toujours le souvenir.

Le colonel Bagaza connut donc des débuts heureux de 1976 à 1978. Le socialisme burundien, un peu à la sauce tanzanienne, qu'avait annoncé Bagaza, resta dans le domaine des grandes phrases. Toutefois une tentative de regroupement en villages nouveaux fut entreprise, mais ne connut aucun succès, les Barundi étant très attachés à leur itongo, à leur propriété personnelle, même si elle est petite.

En octobre 1978, Bagaza se sépara de son condisciple, le lieutenant-colonel Nzambimana (ils avaient fait l'école royale militaire ensemble à Bruxelles). Les deux hommes ne s'entendaient guère et il y avait en sourdine le conflit entre les Banyarutovu et les Banyamatana (Batutsi bahima de Rutovu ou de Matana). Il y eut dès lors de fréquents remaniements ministériels, où les Bahutu étaient toujours aussi peu nombreux. Le ministre de la justice Manwangari lui aussi fut remercié. Quant à Térance Nsanze, ancien ambassadeur à l'O.N.U. et à Washington, il fut rappelé et révoqué en sa qualité de Munyarutovu par Simbananiye, Munyamatana en 1975. Réhabilité en 1977, il devint ambassadeur en Suisse ; rappelé en 1987, il se retrouvera quelques temps en prison sans jugement.(5)

L'année 1979, connut encore quelques troubles, notamment dans les écoles ; des étudiants inquiets se réfugièrent au Rwanda. Un congrès national de l'Uprona se tint du 26 au

29 décembre 1979 dans les locaux du collège du Saint-Esprit à Bujumbura. Le C.S.R. fut supprimé et remplacé par un Comité central de l'Uprona (C.C.U.) de 48 membres où on ne trouve que quelques rares Bahutu. Le président fut évidemment Bagaza. Le congrès décida aussi de l'élaboration d'une constitution. Celle-ci sera entérinée par un référendum en 1991 presque à l'unanimité des votants (98%).(6)

Dans la foulée, une nouvelle assemblée fut élue le 22 octobre 1992 les candidats étaient tous présentés par l'Uprona. Les candidats n'étaient pas nécessairement des gens de la région. Quelqu'un de Bururi pouvait être inscrit à Muyinga. Des 52 élus, 11 étaient des Bahutu et sur les 13 députés cooptés par le président, 4 seulement étaient des Bahutu. Le président de l'Assemblée nationale sera le professeur Emile Mworoha et le vice-président Adrien Sibomana (Muhutu), futur premier ministre.

Au fil des temps, Bagaza concentra tous les pouvoirs entre ses mains et il devint un fantasque tyran comme l'avait été Micombero que le vin capiteux du pouvoir absolu avait grisé.

Un nouveau gouvernement entre en fonction le 8 novembre 1992 : 20 ministres dont 5 Bahutu, après celui de 1979-82, qui sur 19 ministres ne comptait que 3 Bahutu. Bagaza cumule les fonctions de président de la république, de premier ministre, de ministre de la Défense nationale ; de plus il est le numéro un du comité central de l'Uprona.(7)

A la même époque, Bagaza fut réélu président de la république. Il était le seul candidat autorisé !

Le ministre Isidore Hakizimana se fit le protagoniste de l'exclusion des étudiants bahutu de l'enseignement secondaire et supérieur. Quant à la corruption elle devint pour un petit groupe une pratique courante.(8)

La lutte contre les églises devint presque fatale. L'église catholique notamment avait mis sur pied les communautés de base par colline et même des centres d'alphabétisation à partir des années 1975. D'autre part, les deux premiers évêques burundi étaient des Banyeruguru donc nullement des gens de Bururi. Les missionnaires étrangers, catholiques et protestants, furent systématiquement expulsés ou refoulés ; les passeports n'étaient plus renouvelés. La direction des écoles fut retirée aux églises en 1978. En 1979, les communautés de base furent interdites. Après protestation des évêques, 52 missionnaires catholiques et 48 protestants durent quitter le pays. L'hebdomadaire catholique en langue kirundi fut suspendu.(9)

En 1984, le ministre de l'Intérieur, le lieutenant-colonel Kazatsa s'ingénia à limiter et à surveiller les offices religieux. Et le ministre de l'Education nationale prit la décision de nationaliser ou supprimer les petits séminaires. Ce fut ensuite la suppression des catéchistes et des chapelles-écoles.

A la base de ces mesures anticléricales, il y avait la crainte de certains Bahutusi de voir les évêques, catholiques principalement, prendre la tête d'un mouvement d'émancipation

populaire en faveur de la masse des Bahutu. C'était aussi le temps des idées de la théologie de la libération en Amérique latine dont on craignait la propagation sur les collines du Burundi.

Ces mesures antichrétiennes répétées dans un pays où 60% de la population est christianisée suscitèrent une lettre de SS le pape Jean-Paul II au président de la conférence épiscopale, Mgr Evariste Ngoyagoye dans laquelle le souverain pontife clamait clairement sa solidarité envers la chrétienté et le peuple des collines. (sa lettre du 15 décembre 1986).

Dans le même temps, Amnesty International dénonçait les atteintes nombreuses aux droits de l'homme dans un rapport de mai 1986. Les motifs ne manquaient pas depuis de nombreuses années : arrestations arbitraires, détentions sans interrogatoire, procès iniques, emprisonnements pour motifs religieux, détentions de très longues durées, mauvais traitements en prison et tortures.

Quant vint le 1er juillet 1987, le 25ème anniversaire de l'indépendance, très rares furent les chefs d'Etat à participer aux fêtes à Bujumbura. Le roi des Belges Baudouin I se déplaça au Rwanda à Kigali, mais ne vint pas intentionnellement à Bujumbura. C'était la réprobation publique dans le monde occidental.

Dans le domaine des relations internationales, le Burundi de Bagaza se signala par la collaboration économique et idéologique avec les pays communistes ; URSS, Chine de Mao, Roumanie de Ceaucescu, RDA, Corée du Nord, Lybie et Cuba.

Le Burundi était toujours aux premiers rangs pour condamner l'apartheid de l'Afrique du Sud, bien qu'un apartheid d'un autre genre régnât sur les collines, sans qu'on le dise ouvertement. Les grands discours contre l'impérialisme et le colonialisme étaient réservés aux Etats-unis et à la Belgique.

Ceci n'empêcha pas la France d'organiser à Bujumbura l'annuel sommet franco-africain en 1984. Cette rencontre internationale fut l'occasion de détournements de fonds importants au ministère français de la coopération et avec la complaisance de quelques personnalités burundaises. La vénalité était devenue courante sur les bords du lac Tanganyika et était bien connue dans les milieux internationaux.(10)

NOTES.Chapitre VIII. La deuxième république 1976-1987.

- I. Manirakiza.M p.168. Le coup d'Etat est du 1er novembre et non du 1er octobre 1976.

Thomas Ndabemeye, originaire d'une bonne famille de Bafasoni, deviendra général-major. En décembre 1994, au cours d'un séjour en Belgique, il rendra visite au général-major Edouard Henniquiau. Avec des Européens connus et estimés, les Burundi ont souvent un autre langage. Thomas Ndabemeye videra donc son coeur à l'ancien ambassadeur. Entre militaires, il lui confiera les horribles missions qui lui furent confiées et qu'il exécutera cependant sans broncher. Cette entrevue me fut relatée par le général-major Henniquiau dans les jours qui suivirent dans la dernière lettre qu'il m'adressa avant sa mort.

2. Ntibazonkiza R. pp 190-191 et 248.  
Les trois colonels sont Ndabemeye, Bagaza et Nzohabonayo.
3. Officiers burundais p.73. Bagaza est né en 1946 à proximité de Rutovu dans le Bututsi de l'ancien territoire de Rutana.
4. Ntibazonkiza R. donne pp.71 et 188 la date de 1976 pour la mort de Mwambutsa et fait naître le Mwami p.37 "aux alentours de 1905 ", contredisant ainsi ce qu'il écrit p.140 dans son tome I.
5. Manirakiza M. pp 148-149.
6. Durant le régime Bagaza, il est interdit de parler d'opposition ethnique entre Bahutu et Batutsi mais on ne connut pas durant ces années de massacres ethniques.
7. Ntibazonkiza R. pp. 199 à 201.
8. Ntibazonkiza R. pp.204-205 et 217.
9. Vivant Univers n° 387 de Mai-Juin 1990 pp.32 à 40.  
Parmi les missionnaires expulsés sous Bagaza, Mgr Martin de la Société des missionnaires d'Afrique, évêque de Bururi, arrivé en 1927, soit après 50 ans d'apostolat au Burundi !
10. Le 18 avril 1884, l'Echo de la Bourse publie un spécial Burundi de 5 pages complètes. C'est évidemment un publi-reportage de l'ambassadeur du Burundi à Bruxelles, Cyprien Mbonimpa, tout aux louanges de Bagaza et de son régime. C'est surtout un appel du pied aux investisseurs, les relations entre la Belgique et le Burundi étant pour l'instant sans nuage, selon les dires de l'ambassadeur. En réalité, en ces années 1980, le Burundi reçoit une aide extérieure annuelle pratiquement équivalente à son budget.

## **IX. 1987. Le virage manqué de Buyoya.**

Mu masango y'inzira  
A la croisée des chemins.

Les temps étaient donc murs pour un changement de personnes, car Bagaza était même parvenu à indisposer l'armée contre lui.

En effet, les effectifs des Forces armées n'avaient cessé d'augmenter de 1976 à 1987. Le budget de la Défense nationale passe de 730 à 10.050 millions de F.Bu de 1963 à 1980, soit de 14 à 26% du budget total de l'Etat. A titre de comparaison, en 1980, la Santé publique représente 5,50% des dépenses publiques et l'Agriculture 4,20% tandis que les dépenses de la présidence de la république sont le double de celles consacrées au secteur agricole.(1)

Le Burundi n'est pourtant pas l'objet de convoitise de ses voisins et ne craint de leur part aucune attaque. Rien ne justifie donc ces effectifs passés au fil du temps à 10.000 hommes presque tous batutsi. Dans les rangs de ces Forces armées, on ne compte plus que 200 Bahutu dont une trentaine de sous-officiers et plus aucun officier depuis belle lurette. De plus les recrues proviennent essentiellement du Bututsi.

L'état-major général dut donc bien, avec l'approbation de Bagaza, envisager de démobiliser les sous-officiers les plus anciens. Dans ce pays où l'Etat est quasiment le seul employeur, de nombreux militaires se sentirent visés dans leur carrière. Bagaza n'allait-il pas aussi par ces mesures se séparer d'officiers en vue ?

Dans les Forces armées comme parmi la population civile, il ne manquait donc pas de mécontents de tout genre. Et parmi les Batutsi, la zizanie est toujours là, la cohésion n'est jamais que temporaire.

En juillet 1987, 800 soldats et sous-officiers avaient été démobilisés, au terme de huit ans de service. Pour ces hommes, c'était la fin de leurs ressources. Il leur fallait retourner aux travaux agricoles de subsistance. Aussi quand Bagaza se rendit le 3 septembre au sommet francophone de Québec, l'occasion fut jugée belle de le défenestrer. L'entente avec le major Buyoya n'était pas des meilleures. Il avait été placé en résidence surveillée à Rutovu pour avoir refusé d'accompagner le président à Québec. Des militaires vinrent donc en nombre solliciter le major qui, d'abord très réticent, descendit à Bujumbura.

Le 5 septembre, au nom des Forces armées et d'un comité militaire de salut national (C.M.S.N.) de 30 membres, tous officiers batutsi, le major Buyoya déclara, par la voix de la radio, qu'il était désigné pour remplacer le colonel Bagaza. Suivant le scénario habituel dans ces circonstances, les troupes avaient été déployées dans toute la ville de Bujumbura, la constitution suspendue, le gouvernement démis et l'Assemblée nationale dissoute.

Né en 1949, Pierre Buyoya est aussi un Mututsi muhima mais originaire de Matana dans le Bututsi de Bururi. C'était également un ancien élève de l'école royale militaire de Bruxelles. A 38 ans, Pierre Buyoya, soucieux de décisions collectives, s'était présenté comme désigné par le C.M.S.N. Il avait évidemment dénoncé au préalable tous les maux du régime Bagaza : le népotisme, la corruption, le conflit avec les églises, la violation des droits de l'homme et les détentions arbitraires.

En apprenant à Québec la nouvelle du coup d'Etat qui le renversait, Bagaza revint rapidement en Afrique via Paris, Kampala et Kigali, où l'asile politique, même temporaire, lui fut refusé. Bagaza gagna donc l'Uganda. Il vint même en Belgique solliciter l'appui politique et financier du gouvernement belge comme l'avait fait le Mwami Mwambutsa en 1969. Finalement en 1988, Bagaza se réfugia en Lybie.(2)

Le rétablissement des bonnes relations avec les voisins, le Zaïre, le Rwanda et la Tanzanie fut un souci immédiat pour le président Buyoya. Dès le 10 septembre 1987, les trois chefs d'Etat de la communauté économique des pays des grands lacs (créée en 1976 mais qui avait très mal fonctionné), Mobutu, Habyarimana et Buyoya, se retrouvèrent à Goma pour relancer la C.E.P.G.L. Et le 15 janvier 1988, le président Modotu faisait une visite officielle au Burundi. Avec la Tanzanie aussi les relations de bon voisinage revinrent au beau fixe. Enfin, le président rwandais Habyarimana fut invité aux Festivités du second anniversaire de la troisième république.

Pour marquer son désir de restaurer la moralité publique, Buyoya fit libérer de nombreux prisonniers politiques détenus sans inculpation. Et il s'attaqua sans tarder à la corruption, principalement chez les ministres et les hauts fonctionnaires.(3)

Dans sa tournée dans les provinces, dès septembre 1987, Buyoya tentera de renouer le dialogue avec les notables locaux, les Bashingantahe. Il réorganisa aussi la J.R.R., jeunesse révolutionnaire Rwagasore qui redevient J.N.R. Il fait pratiquer dans la J.N.R. des élections ; beaucoup de Bahutu émergent dans cette J.N.R nouvelle formule. Mais la population ne vit pas venir les sanctions pour les corrompus des administrations locales ni les élections communales tant désirées.

Malheureusement, Buyoya ne sut se débarrasser que partiellement des extrémistes qui, sous Micombero et ensuite Bagaza, avaient exercé une influence si néfaste dans la marche des événements. Sa bonne volonté certaine, d'ailleurs timide, fut toujours contrée et torpillée. Ainsi 5 des membres du C.S.R., comité suprême de la révolution de Bagaza, se retrouvent dans le C.M.S.N. de Buyoya : Ndakazi, Ndikumagenge, Mbonyingingo, Ndiyo et Kadoyi. Des personnages tels Simbananiye, Nyamoya et Bararonyeretse continuent à avoir une influence certaine dans les hauts cercles du pouvoir.(4)

Le gouvernement constitué le 1er octobre comptait parmi ses 20 ministres 16 Batutsi, dont 3 officiers, et 4 Bahutu. Ce n'était pas là le signe du changement attendu et nécessaire.

Les relations avec l'église catholique et les églises protestantes furent assez rapidement régularisées. La persécution de Bagaza (et de quelques autres dont le

lieutenant-colonel Kazatsa) n'était d'ailleurs pas approuvée, ni par les élites ni surtout par la population des collines. Elle n'avait aucune justification rationnelle. Le cardinal Tomko que Rome envoya à Bujumbura en décembre 1987, put se rendre compte qu'effectivement les relations Etat-Eglise avaient changé du tout au tout et amenaient de grands espoirs.

Le 10 mai 1988, à l'initiative de Mgr Bernard Bududira, évêque de Bururi, un document "Vivre en frères dans le Burundi d'aujourd'hui et de demain : unité nationale" est rédigé par le clergé de Bururi après consultation de notables chrétiens. Ce document sera approuvé par les quatre autres évêques burundi réunis au grand séminaire de Burasira en juillet.

Ce document analyse les maux de la société des Burundi : l'injustice délibérée dans la répartition des fonctions publiques, la sécurité de l'Etat présentée comme celle des Batutsi, les Bahutu presque totalement exclus de l'armée, les barrières dressées contre les étudiants bahutu dans l'enseignement. Cette étude insiste sur le non-respect manifesté envers la vie humaine et les droits de l'homme. L'éveil de la démocratie est mal compris, les Bahutu veulent participer davantage et les Batutsi comprennent qu'ils doivent s'accrocher au pouvoir. La disparition du Mwami a créé un grand vide dans l'esprit des Burundi. Pour faire triompher la cause de l'unité et de la paix, le document préconise la franchise et le dialogue.(5)

Cette enquête autocritique aura un profond retentissement au Burundi et d'abord auprès du président Buyoya.(6)

A la mi-août 1988, des incidents sanglants ont lieu dans les communes de Ntega (province de Kirundo et de Marangara (province de Ngozi) dans le Nord-Est du Burundi, à proximité de la frontière du Rwanda, la rivière Akanyaru. Leur origine précise est assez obscure. Mais la présence permanente de soldats batutsi qui cherchent des "rebelles", les listes réelles ou imaginaires de suspects à arrêter éventuellement, les exactions non réprimées de certaines autorités locales et l'infiltration de petits commandos de partisans bahutu venant du Rwanda suffisent à expliquer que le feu soit facilement mis aux poudres. De plus on est en pleine saison sèche, les faux bruits (amakuru yo mu ci = les nouvelles de la saison sèche ou faux bruits) circulent vite sur les collines et les marchés. Quelques soldats batutsi isolés sont lynchés par les paysans et des Batutsi, peu nombreux, innocents ou pas, sont attaqués par la population.(7)

La réaction viendra sans tarder. Après avoir regroupé les Batutsi (assez peu nombreux) de ces régions, l'armée durant la troisième semaine d'août, du 18 au 24, ratisse les collines de Ntega et de Marangara ; la répression, dite pacification, est aveugle et sans discernement.

Mais à la différence des massacres de 1972-1973, la population paysanne ne se laisse pas faire et réagit aux exactions des militaires. Le résultat donne un grand nombre de victimes : 10 à 20.000 morts, dont une cinquantaine de Batutsi, suivant les estimations, et 60.000 réfugiés qui franchissent l'Akanyaru pour trouver refuge au Rwanda, mais qui reviendront assez rapidement sur leurs terres en novembre.(8)

Rentré d'urgence de Brazzaville où il assistait aux cérémonies de la fête nationale congolaise, le président Buyoya ne peut que constater qu'il a sous-estimé le profond mécontentement de la population. Il ne suffit pas de discourir contre la corruption, il faut prendre des sanctions bien visibles à tous les échelons et apporter des remèdes par des réformes en profondeur. Mais grâce à la présence sur place du président, des ordres stricts seront donnés aux militaires et le conflit ne s'étendra pas.

Très courageusement, le 22 août 1988, un groupe de Bahutu (fonctionnaires et étudiants) de Bujumbura adresse au chef de l'Etat une lettre ouverte de protestation contre ces récents massacres et stigmatise les injustices notoires qui constituent les causes profondes du malaise de la société burundaise.

Cette lettre ouverte est ressentie comme de l'insolence par les élites batutsi. Car on ne conçoit pas au Burundi la liberté d'expression pas plus que la liberté d'association ; 8 des 27 signataires se retrouvèrent en prison jusqu'en janvier 1989 ; les autres durent prendre le chemin de l'exil. Mais leur protestation sera entendue par Buyoya.

Le 4 octobre 1988, le C.M.S.N. constitue une commission de conciliation chargée d'étudier le problème de l'unité nationale ; 24 membres sont désignés, moitié Bahutu moitié Batutsi, parmi lesquels 2 femmes, 3 évêques, 3 militaires et le professeur Emile Mworoha. Cette commission rendra public le 13 mai 1989 un rapport bien étoffé, mais ne parviendra pas à modifier les mentalités et la marche des événements. Un débat public sur les recommandations du rapport sera organisé dans chaque commune. Au moins dorénavant on peut parler ouvertement du problème ethnique.(9)

Un nouveau gouvernement est formé le 19 octobre 1988 ; 13 Batutsi et 11 Bahutu dont le Premier ministre Adrien Sibomana. Le major Buyoya en était le ministre de la Défense nationale. Il n'y avait plus eu de Premier ministre muhutu depuis 23 ans, depuis le gouvernement de Pierre Ngendandumwe du 15 janvier 1965 que Bamina devait remplacer après l'assassinat du 15 janvier au soir mais sans changement dans les ministères.

Adrien Sibomana, gouverneur de Muramvya, 35 ans à l'époque, avait fait partie des 13 députés cooptés par le président Bagaza, qui avec les 52 élus formaient l'Assemblée nationale du 22 octobre 1982. Sibomana avait même été choisi comme vice-président de cette assemblée. Celle-ci, comme celle de 1965, ne légifère pas et n'assure pas la confiance au gouvernement. Elle avait été dissoute lors du coup d'Etat des 3-5 septembre 1987.

Sidomana ne s'était jamais signalé comme étant un ardent défenseur de la population des Bahutu. Il était plutôt connu comme un élément docile envers le régime en place. Mais il se trouvera l'aise pour parler du changement des mentalités, de l'égalité des chances pour accéder aux fonctions politiques, dans l'armée et la police. Il fit dans ce sens de belles déclarations qui laissaient présager de réels changements.

Les troubles de Ntega et de Marangara, puis la répression sévère dès la mi-août avec son cortège de victimes et de réfugiés fuyant au Rwanda, avaient laissé une fort mauvaise impression dans la communauté internationale. Aussi le ministre des Affaires étrangères

Cyprien Mbonimpa, ancien ambassadeur à Bruxelles et à Paris, fut-il envoyé à Bruxelles pour tenter de redorer l'image de marque du Burundi et solliciter à mots couverts l'intervention de la Belgique auprès des membres des Douze de la C.E.E., afin d'obtenir une appréciation honorable sur la situation actuelle de son pays. Le ministre Mbonimpa fut pressé de questions embarrassantes par les hommes politiques belges, ce dont la presse fera un large écho.(10)

Pour suivre l'orthodoxie financière imposée par le F.M.I. et la Banque mondiale, un plan de rétablissement des finances publiques en plusieurs étapes fut imposé dès 1988. Ce plan aboutit à une dévaluation de 10% du F.Bu en novembre 1989, venant après d'autres dévaluations. Il fallut aussi envisager de privatiser la cinquantaine d'entreprises publiques qui ne généraient que des pertes. C'était le népotisme, et nullement la compétence, qui avait présidé à la désignation des directions et des cadres.

Les Burundi font à leurs dépens la découverte du moteur de la prospérité : l'argent et la rigueur dans son emploi. D'autre part, ils constatent aussi à leur détriment que la rentabilité est impérative pour les entreprises publiques autant que pour les sociétés privées. Les rêves d'un socialisme burundien ne sont que fumée, ne débouchant pas sur l'efficacité et la prospérité. Il fallut donc recourir au blocage des salaires qu'on avait relevés timidement de 10% peu de temps auparavant et subir une inévitable hausse des prix.

Mais heureusement, la France puis la Belgique annulèrent les dettes du Burundi en leur faveur.

L'année 1989 vit surtout une forte baisse du prix du café d'environ un tiers. L'accord de juillet 1983 obtenu par l'Organisation internationale du café (O.I.C.) ne fut pas renouvelé pour en revenir à la libre concurrence. La baisse notable de recettes dues au café ne fut que faiblement compensée par l'accroissement modeste des recettes apportées par le thé. Les chiffres de production annuelle pour l'année 1988 donnent : café-parche 30.000 tonnes, coton-graine 8.000 tonnes, thé 4.000 tonnes et sucre 8.000 tonnes.(11)

Enfin de février à mai 1989, des pluies excessives étaient tombées sur le Burundi et l'Est africain ; d'où une très mauvaise récolte de haricots en colline en juin et une disette généralisée dans tout le pays. Le gouvernement Sibomana fit donc appel à la générosité de la communauté internationale.

Les timides réformes dans les façons de faire du gouvernement Sibomana ne sont pas facilement admises, surtout par l'armée. Le Premier ministre se voit refuser l'entrée de l'Isam (institut supérieur des cadres militaires) à Bujumbura, alors que sa visite avait été annoncée à la radio. Les officiers qui dirigent cette école voient d'un très mauvais œil des candidats bahutu réussir l'examen d'entrée. Auparavant, sous divers prétextes, ils étaient arbitrairement écartés. L'influence du C.M.S.N. est toujours importante ; ce comité est en réalité le vrai détenteur du pouvoir. Le major Buyoya a quelque peine à faire accepter par les Batutsi conservateurs une certaine ouverture pour sortir d'une société bloquée.

Mais, signe heureux des temps, le président rwandais, le général-major Habyarimana, fut invité aux festivités du second anniversaire de la troisième république, le 3 septembre 1989.

La visite annoncée du pape Jean-Paul II fut particulièrement bien préparée. Vivant univers, revue de la société missionnaire des pères blancs d'Afrique, n° 387 de mai-juin 1990, fut entièrement consacré au Burundi et aux problèmes des Barundi. Mais bien plus important encore, le mois de décembre 1988 vit la désignation de Mgr Simon Ntamwana en qualité d'évêque de Bujumbura. Ce Muhutu né en 1946 à Mukanke en province de Muyinga, remplaçait ainsi Mgr Michel Ntuyahaga, Mututsi munyaruguru, originaire de Rusengo, province de Ruyigi, démissionnaire à 75 ans, après 29 ans d'épiscopat. L'abbé Michel Ntoyahaga, curé à Gitongo, province de Gitega, où je l'ai bien connu et fréquenté, puis directeur du petit séminaire au retour de ses études à Rome, avait été élevé à l'épiscopat en 1959 et, devenant ainsi le premier évêque murundi, fut désigné pour le nouveau diocèse de Bujumbura.

Quand donc S.S. le pape Jean-Paul II vint, du 5 au 7 septembre 1990, à Bujumbura et à Gitega, ses discours, ayant Mgr Simon Ntamwana à ses côtés, inviteront fermement les Barundi à rechercher l'union dans la paix, sans oublier le passé mais en hâtant le pas.

Ces journées, principalement celle de Gitega, eurent un retentissement profond parmi les populations des collines.

En plus de son adaptation très difficile à la modernité, le Burundi vit le problème de l'explosion démographique. La natalité au début du siècle était déjà forte mais avec une mortalité infantile également importante. Durant la période de la tutelle, les soins et mesures d'hygiène organisés par le service médical contribuèrent aussi à favoriser l'accroissement de la population. De 2.400.000 habitants en 1962 à l'indépendance, la population est passée à 5.000.000 d'âmes trente ans plus tard. Les dernières terres disponibles ont donc été occupées et les labours mordent maintenant sur les paturages.(12)

De grands débats avaient donc été organisés dans les communes sur les recommandations formulées par la commission de conciliation pour l'unité nationale. Suite à ces larges débats, un vote populaire approuvera largement la charte de l'union nationale le 5 février 1991.

En mars une commission constitutionnelle de 35 membres est chargée de préparer un projet de constitution conforme aux recommandations de la commission de conciliation nationale. Font partie de cette commission : 2 femmes, 4 ecclésiastiques, 2 officiers supérieurs et un certain Melchior Ndadaye qui démissionnera tout comme le représentant de la ligue burundaise des droits de l'homme. Cette commission connaîtra bien des tiraillements avant que le projet définitif puisse être soumis à un référendum qui reçut une approbation massive le 9 mars 1992.

Cette constitution consacrait l'avènement du multipartisme. L'Uprona perdait ainsi son monopole. Après d'autres pays d'Afrique, le Burundi s'ouvrait ainsi à un essai de démocratisation impérieusement nécessaire d'ailleurs au développement du pays.

Les partis en présence étaient l'Uprona qui avait fait une tentative certaine de rénovation sous l'égide du président Buyoya, le Frodebu ou rassemblement des Barundi et le

parti de la réconciliation du peuple de tendance monarchiste (P.R.P). Ces partis ne faisaient aucune référence ethnique ainsi que la constitution l'interdisait. C'est la raison pour laquelle le Palipehutu, parti pour la libération du peuple hutu, composé d'extrémistes, fut exclu de la compétition. Il se réfugiera donc dans la clandestinité et se signalera par des attaques à main armée au départ du Zaïre.

Le calendrier prévoyait pour le 1er juin 1993 l'élection du président de la république. Des trois candidats, Pierre Buyoya pour l'Uprona, Pierre-Claver Nsendegeya pour le P. R. P. et Melchior Ndadaye pour le Frodebu, c'est ce dernier qui l'emporta avec 65% des suffrages contre 34% à Buyoya et 1% à Nsendegeya. Il semble que ces élections se soient déroulées sans incident grave.(13)

Melchior Ndadaye avait au moins un programme, notamment la décentralisation vers les autorités locales, la création d'une caisse pour indigents, la construction d'une école primaire sur chaque colline, le respect des droits de l'homme, la réforme des impôts et la privatisation des entreprises publiques.

Les élections législatives suivirent le 29 juin et confirmèrent les présidentielles. Le président Buyoya, quoique fortement déçu, accepta sa défaite. Le Burundi se croyait déjà devenu un exemple de sagesse pour l'Afrique.(14)

Dans un souci d'apaisement et dans l'esprit de la réconciliation nationale, le président Ndadaye fit participer des personnalités de l'Uprona à la constitution du gouvernement et choisit même dans ses rangs Madame Sylvie Kinigi pour assurer la tâche de Premier ministre.

Parmi les premières décisions du président Ndadaye figure l'autorisation de retour du colonel Jean-Baptiste Bagaza, qui ne tardera pas à s'installer à Bujumbura, où il fondera ultérieurement un parti nouveau : Parena, parti de la rénovation nationale.

Dans la nuit du 20 au 21 octobre, le président Ndadaye, les président et vice-président de l'Assemblée nationale et quelques autres personnalités politiques furent arrêtées et furent assassinés par un groupe de soldats de l'armée burundaise.(16)

Ces assassinats, quatre mois après les élections de juin, étaient l'oeuvre d'extrémistes batutsi de l'armée ; les exécutants, une vingtaine pense-t-on, ne seront pas inquiétés. Il y aura quelques déserteurs qui disparaîtront tranquillement. On peut donc en conclure que ces assassinats se sont produits avec au moins la complicité tacite des hautes autorités militaires. Aucun ordre d'arrestation de leur part ne viendra inquiéter les mutins, bien que le chef d'état-major général, le colonel Mibarurwa, ait assuré le président Ndadaye, au lendemain des élections, du soutien inconditionnel des Forces armées.

Dès que les faits furent connus à l'intérieur du pays, des massacres de paisibles Batutsi eurent lieu, notamment dans la région de Ngozi, où ils sont peu nombreux. La répression suivit immédiatement et des actes criminels se produisirent en de nombreux endroits, accompagnés de vol et de pillages, ruinant les efforts de pacification antérieurs. La radio privée RTL M du Rwanda aux mains d'extrémistes bahutu ne manqua pas de jeter de

l'huile sur le feu à cette occasion. De nombreux Barundi, mus par la peur, prirent donc la route de l'exil et se retrouvèrent dans les camps de réfugiés en Tanzanie et au Rwanda, tandis que de nombreux Batutsi étaient regroupés à l'intérieur du pays sous la protection de l'armée.

L'assassinat du président Ndadaye fut immédiatement l'objet de la réprobation générale dans la communauté internationale, à commencer par le Conseil de sécurité de l'O.N.U. Mais aucune condamnation ne vint du côté des anciens présidents ni du chef d'état-major général de l'armée.(15)

Des élections communales prévues en novembre, il ne fut plus question.

Les Barundi, par les agissements d'une minorité d'extrémistes, retombaient dans les ornières du passé et rendaient vains les efforts ardues pour la réconciliation nationale.

NOTES. Chapitre IX. Le virage manqué de Buyoya : 1987-1993.

1. Officiers burundais pp. 50 et 52.
2. Ntibazonkiza R. p. 246 signale que lors de leur envol pour Québec, Bagaza et son épouse, "selon certaines sources", auraient emporté l'équivalent de 67 millions de Fb soit environ 402 millions de FBu ! Information à prendre avec la plus grande réserve.
3. Ntibazonkiza R. p. 251 signale quelques-unes des personnalités arrêtées pour corruption ou "affairisme". Parmi celles-ci, Pierre Mpozanzi (Muhutu) ancien vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Nyamoya du 10 avril 1964. Mais, p. 151 cet auteur avait déjà signalé l'assassinat de Mpozanzi en 1972 avec d'autres anciens ministres. Nous avons bien connu Pierre Mpozanzi quand il était en 1961-1962 gouverneur de la province de Ruyigi.
4. Le C.M.S.N. comprend Buyoya et les commandants des 30 camps militaires répartis dans le Burundi, tous officiers batutsi.
5. La Libre Belgique du 11 octobre 1988 donne une bonne analyse du document.

Vivant Univers n° 387 de mai-juin 1990, pp. 37 et 38, donne un bref résumé de la note de Mgr Bududira.

Le problème de la Paix et de la réconciliation des ethnies a d'ailleurs fait l'objet des conférences épiscopales des 27 octobre 1986 et 22 septembre 1988.

6. Ntibazokiza R. p. 262, présente les choses à sa façon évidemment. Puisque Mgr Bududira n'est pas un Muhutu, c'est le clergé murundi de Bururi qui rédige ce document et le publie à l'insu de l'évêque mututsi !
7. Ntibazonkiza R. p. 267. Parmi les causes des graves incidents de Ntoga, cet auteur signale un commerçant mututsi indicateur au service des militaires. Ce mututsi "avait peu avant août 1988 montré une liste de personnes hutu à éliminer, puis avait tiré en l'air sur la foule, tuant six personnes d'un coup et aurait ensuite déclaré publiquement le début de la guerre civile".

Tuer six personnes d'un coup de feu en tirant en l'air... Voilà, parmi d'autres, le genre d'information à prendre avec beaucoup de réserve dans cet ouvrage à thèse.

8. La Libre Belgique du 12 décembre 1988. Reportage sur le Burundi.

Vivant Univers n° 387 de mai-juin 1990 pp. 32 et 13.

9. Le 13 mai 1989 et non le 13 mai 1990 comme le signale Ntibazonkiza R. p. 311, lequel, pour les besoins de sa thèse, dénigre les conclusions et recommandations de la commission.

10. La Libre Belgique du 16 novembre 1988. Réception du ministre murundi Mbonimpa à la commission des Affaires étrangères de la Chambre à Bruxelles.
11. Vivant Univers n° 387 de mai-juin 1990 donne un bon compte-rendu de l'action de Buyoya.

La Libre Belgique du 12 décembre 1988 fait un grand reportage sur le Burundi. Mais ce reportage contient quelques perles :

- a) arrivée des premiers européens au milieu du 9ème siècle : lire fin du 19ème siècle. Baumann le premier traverse le Burundi en 1892.
  - b) la colonisation "estime que les Tutsi - qu'elle confond avec les Ganwa - sont les véritables maîtres du pays, elle remplace tous les chefs Hutus par des Tutsi. Les Hutus n'ont plus de pouvoir". La tutelle n'a rien confondu. Le système des Baganwa est connu depuis le début du siècle par les missionnaires (voir les écrits du père Van der Burght), par les autorités allemandes et ensuite les belges. Lire à ce sujet Inédits de Pierre Rychmans de J. Vanderlinden.  
Déjà en 1922-1923, lors de son périple à travers le Burundi, Mgr Gorju constate que les chefs bahutu sont très peu nombreux et ne commandent que des collines qui relèvent directement du Mwami. Lire à ce sujet En Zigs-Zags à travers l'Urundi.
12. Vivant Univers n° 387 de mai-juin 1990 donne les chiffres de population des villes de Bujumbura, Giteca, Ngozi et Bururi mais ce sont les chiffres des provinces, ce que plusieurs lecteurs signaleront.
  13. Après les élections présidentielles, des manifestations journalières d'étudiants adversaires du Frodebu auront lieu à Bujumbura pour influencer les élections législatives.
  14. Certains journalistes, peu au fait des choses du Burundi, ont un peu trop vite loué la sagesse des Burundi. Voir notamment La Libre Belgique des 4 juin et 7 juin 1993.
  15. Lors de l'assassinat du prince Louis Rwagasore le 13 octobre 1961, le Muganwa Pierre Bigayimpunzi s'était publiquement et clairement désolidarisé de cet acte criminel.

Jusqu'en 1975 environ, le Burundi n'avait connu qu'une urbanisation lente. Par la suite les quartiers périphériques de Bujumbura vont se peupler et la ville s'agrandit sans cesse. A partir des années 1980, on commence à voir à Bujumbura des groupes de jeunes garçons qui mendient et pratiquent de petits larcins. On les voit dormir sous des abris précaires. Ces vagabonds ont fui leur colline pour gagner la ville. Certains ont même été chassés par leurs parents chargés de nombreux enfants.

Une oeuvre humanitaire pour la protection et le développement de l'enfant en difficulté (O.P.D.E.) fonctionne à Bujumbura sous la direction de M. Athanase Rwamo pour l'éducation de ces jeunes en voie de perdition.

Nous avons eu l'occasion de rencontrer M. Athanase Rwamo à Limal, Belgique, où, grâce à un ancien coopérant, l'oeuvre O.P.D.E. a trouvé de généreux supporters.

16. Le lecteur trouvera dans "Rwanda-Trois jours qui ont fait basculer l'histoire" du professeur Filip Reyntjens le récit détaillé et précis des assassinats d'octobre 1993 au Burundi. Parmi les victimes, Gilles Bimazubute, Mututsi muhima, républicain de la première heure, correspondant assidu de Remarques africaines, que je connais de longue date et dont il a souvent été question dans ces pages.

Pour ménager toutes les tendances et toutes les ambitions le gouvernement issu des élections rassemblait 24 ministres dont 11 Batutsi et 13 Bahutu plus 2 secrétaires d'Etat Bahutu, du Frodebu et de l'Uprona. (S.Ntibantunganya,préaident de la République, deuxième successeur de Ndadaye, Mme A.Kayenkiko, premier ministre).

## Chapitre X. Réflexions et conclusions.

Mu majambo makeye

En résumé.

Trois décennies se sont écoulées depuis l'accession du Burundi à l'indépendance le 1er juillet 1962. Pour beaucoup de Burundi, ce jour faste fut vécu dans l'euphorie et dans l'illusion. Depuis lors que d'événements abominables se sont passés tant au Rwanda qu'au Burundi, ces si beaux pays des sources du Nil. Le temps est venu de chercher, avec les Burundi eux-mêmes, l'enchaînement des faits qui ont conduit ces hommes qu'on croyait si paisibles à ces violences inimaginables.

A leur arrivée en 1916, les Belges trouvèrent le pays tel que l'avait découvert en 1892 l'explorateur autrichien Oskar Baumann. Les militaires allemands n'avaient pas eu le temps de s'occuper activement du Burundi aux extrémités de l'Est africain. La lutte contre la maladie du sommeil dans la plaine de la Rusizi et sur les rives de Lac Tanganyika avait été leur seule réalisation ainsi que la construction du " boma " de Gitega par le résident von Langenn.(1)

Le règne du Mwami Mwezi (env. 1850-1908) n'avait pas été glorieux ; il avait surtout été rempli par des guerres fratricides avec les descendants de son frère aîné Ndyvyariye empoisonné à la cour, au point que bien des Baganwa, tout en reconnaissant l'autorité morale du souverain, se comportaient en chefs indépendants. Cette situation anarchique permit d'ailleurs à l'usurpateur Kilima d'envahir et d'occuper la plaine de la Rusizi et les contreforts de la montagne jusqu'à Kayanza.

De plus, la succession de Mwezi-Gisabo avait amené sa dernière épouse Ririkumutima à diriger le pays avec son jeune fils Mutaga-Mbikije. Le décès prématuré de Mwami Mutaga le 30 novembre 1915 fut l'occasion pour la vindicative Ririkumutima d'accaparer terres et troupeaux des Bavubikiro en faisant exterminer ces Batutsi batasoni, clan dont provenait cependant sa mère.

Le fils aîné de Mutaga fut étranglé : lui fut substitué un enfant de même âge de Karabona. Ce drame dynastique suivit la présentation du jeune Mwami Mwambutsa le 16 décembre en présence du résident allemand von Langenn et des pères blancs Bonneau et Huyskens. Le père Bonneau qui revit le jeune Mwami le 25 août 1918 put ainsi confirmer les bruits qui couraient : il y eut bien substitution de l'enfant royal, comme par la suite Kamatari me le confirmera.(2)

Les Belges arrivèrent donc dans les montagnes du Burundi en 1916 quelques mois après ces étranges événements auxquels ils n'osèrent ajouter foi et qui semblaient admis par la population et les notables.

La Belgique avait fait la guerre aux côtés des grandes puissances contre la puissante Allemagne impériale et elle avait participé très activement à la conquête de l'immense Est

africain allemand. L'opinion se partageait donc entre les cocardiens et les quelques réalistes qui estimaient que le Congo suffisait bien aux possibilités du pays. Mais les cocardiens, bien plus nombreux et plus influents, imposèrent leurs vues et obtinrent de l'Angleterre le Rwanda et le Burundi, non sans difficultés d'ailleurs.(3)

Personne parmi les Belges ne connaissait ces pays et leurs habitants. La vieille monarchie burundaise, dans un pays très divisé, aurait pu être balayée sans la moindre difficulté. Mais le prestige du roi Albert 1er était si grand et la monarchie si traditionnellement implantée chez les Belges que les militaires décidèrent de restaurer l'autorité moribonde du Mwami qui, avec les Baganwa, semblait incarner le peuple montagnard des sources du Nil.

C'est la ligne de conduite que suivront les premiers résidents Jammes et van den Eede et que poursuivra le jeune lieutenant Pierre Ryckmans devenu résident en mars 1919. L'administration indirecte s'implantera donc au Rwanda et au Burundi tout naturellement en respectant le régime trouvé en place.

Des décennies de paix - 46 ans de 1916 à 1962, presque un demi siècle - vont suivre et une prospérité relative prendra lentement le chemin des collines pour entrer dans les foyers les plus reculés. Ainsi, les habits de ficus et de peaux deviennent rares en 1946, sauf dans le Kumosso où ils auront cependant disparu totalement dix ans plus tard.

L'administration tutélaire croyait, bien à tort, que plusieurs générations devraient connaître la présence européenne avant que l'économie puisse se développer et permettre aux Burundi de se diriger eux-même. Les Romains n'étaient-ils pas restés plusieurs siècles chez nos ancêtres ?

Nous avons certes des moyens matériels beaucoup plus importants, mais les populations du Burundi étaient très arriérées : un pays sans routes ni ponts, pour habitat des semi-sphériques couvertes de paille, aucune construction en dur, même pour les chefs et le roi, comme vêtements des écorces de ficus et des peaux, tant pour les nantis que pour les paysans, un bétail nombreux mais l'attelage animal inconnu, une autorité très morcelée pour qui gouverner consiste à jouir du pouvoir c'est-à-dire manger le pays.

Bref, des conditions de vie médiocres. Mais la pacification menée par les Belges et l'organisation du pays vont déboucher lentement sur une amélioration progressive du niveau de vie des populations dans le sens d'un mieux-être matériel. Ce changement s'opère avec la collaboration franche, réticente ou attentiste des Baganwa dont le cadre avait subi de nombreuses épurations pour éliminer les exactions incompatibles avec l'ordre public dans un Etat moderne.

Mais depuis Bandoeng en 1955, le vent de la décolonisation souffle sur le monde et sur l'Afrique en particulier. Les représentants des pays afro-asiatiques s'imaginent pouvoir diriger l'univers entier en obtenant la majorité à l'O.N.U.

Certes la charte des Nations Unies du 26 juin 1945 prévoyait pour fins essentielles du régime de Tutelle :

- a) favoriser le progrès politique, économique et social des populations ainsi que le développement de leur instruction.
- b) favoriser leur évolution progressive vers la capacité à s'administrer elles-mêmes.
- c) encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous.

Mais en 1960 et 1961, l'Assemblée générale de l'O.N.U. vote des résolutions où il est signalé que le manque de préparation dans les domaines politique, économique et social ou dans celui de l'enseignement ne doit jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance.(4)

C'est donc dans une sorte de lâcher tout que l'indépendance est accordée hâtivement à la plupart des anciennes colonies et des pays sous Tutelle. Pour le Burundi, cette période correspond au retour de Belgique de Louis Rwagasore, fils aîné du Mwami Mwambutsa, après des études infructueuses, entrecoupées de sorties, très onéreuses parfois, en compagnie de son père.

Le parti Uprona fondé par Rwagasore raccola très vite tous les mécontents parmi les évolués (qui se définissent eux-mêmes maintenant "les élites"). Rwagasore avait un ascendant certain sur les populations rurales. Son parti incarne donc facilement l'aspiration nationaliste à l'indépendance.

La jeune génération des élites aspirait à un Etat nouveau, moderne qui aurait, pensait-on, amené une prospérité sans pareille. C'est donc dans un enthousiasme compréhensible mais dans l'illusion générale que les Burundi accéderont à l'indépendance.

Auparavant le gouvernement belge, sur avis du groupe de travail (De Schryver, Buisseret et Houssiaux), avait supprimé les chefferies et sous-chefferies pour créer des communes et provinces. Le décret du 25 décembre 1959 créait la démocratie sur papier. Le trio pensait avoir fait oeuvre sage et féconde.(5)

De l'abolition des autorités coutumières, les Baganwa, on n'avait conservé que Mwambutsa, qui voyait cette indépendance avec beaucoup d'appréhension. Malgré ce monument de papier que le groupe de travail avait baptisé démocratie et que le Mwami appelait ibihuha (= les mensonges), les Burundi ne tarderont pas à retomber dans les ornières ancestrales. En 1962-1963, ce sera d'abord les missions à l'étranger. Beaucoup, aux frais de l'Etat, voudront voyager. Rejoindre le Mwami à Bruxelles ou en Suisse sera le bon prétexte, ou les assemblées de l'O.N.U.

Les élites comprennent que l'indépendance c'est pour les européens (toujours le kury'igihugu = manger le pays). Aucun programme n'existe pour diriger le pays et promouvoir le progrès des populations rurales. Devenir député, ministre, ambassadeur, directeur d'un ministère, occuper les maisons des fonctionnaires belges et accaparer le mobilier, voilà la préoccupation des premiers mois de l'indépendance.

Le gouvernement ne gouverne pas, l'Assemblée nationale ne légifère pas ou bien peu. C'est une tribune pour certains extrémistes que les esprits pondérés n'osent contrer. Dans l'esprit des Barundi, la distinction entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire est très nébuleuse, cela ne correspond guère aux traditions africaines.

La liberté d'expression n'est pas mieux perçue. Malgré la présence d'un Journal, Temps Nouveaux d'Afrique, aux éditoriaux et articles pondérés dont l'objectif évident est de former le jugement des élites, un délégué du gouvernement du Burundi communique oralement à la direction du journal qu'un contrôle de presse sera organisé pour les nouvelles concernant le pays. Cette censure fonctionnera à l'africaine. Les articles sont retenus un temps très long et au retour n'ont plus leur caractère d'actualité. C'est le torpillage hypocrite. On ne veut pas d'une presse qui ne soit pas aux ordres du gouvernement. Et le régime des licences d'importation vient à point pour éliminer revues et journaux étrangers. Devant cette situation incompatible avec la liberté d'expression, Temps Nouveaux d'Afrique publiera le dimanche 97 mai 1962 son dernier numéro.

Le Mwami Mwambutsa avait vu arriver cette indépendance à contrecœur, car il comprenait où cela pouvait mener. Faible et velléitaire, il se voyait à la cinquantaine privé du soutien actif des Baganwa et il devait tenir tête à la jeune génération que le nationalisme grisait. De plus, paresseux et noceur, Mwambutsa préférait courir les plaisirs faciles plutôt que de diriger le pays d'une main ferme. Toutefois, plein de bon sens, il essaya toujours de naviguer entre les factions pour garder sa position d'arbitre. Surtout on doit mettre à son actif son souci constant de la paix, du travail et du respect des autres. Lui seul parlait de la séparation des pouvoirs de façon concrète pour les Barundi.

Dès son retour de Belgique le 7 janvier 1962, le Mwami lance un appel à la population. On y lit : "Si vous êtes en désaccord avec votre voisin, cherchez tous les moyens de réconciliation, demandez-vous quelle est la cause de votre différend ; s'il le faut recourez à un ami. S'il s'agit d'un grief important, recourez à la justice mais ne vous vengez jamais ". " Je ne veux plus entendre parler de Twa, Ganwa, Hutu et Tutsi. Il n'y a pas plusieurs races au Burundi. Vous êtes tous concitoyens d'un même pays, vous êtes tous Barundi".(6)

Cette proclamation royale qu'on trouve dans Temps Nouveaux d'Afrique du 25 février est reprise dans son texte original, en Kirundi, dans Ndongozi du 15 mars ; " Ni caba ari ikintu gihambaye, mujane imbere ya sentare, ariko ikizira n'ukwicira urubanza " (si votre différend est une chose importante, allez devant les tribunaux, mais ce qui est tout à fait défendu c'est de se rendre justice soi-même) " Ubwoko bw'umuntu n'igihugu avukamwo. Mwese muri Abarundi gusa " (La race d'un homme c'est le pays où il est né. Vous êtes tous des Barundi tout simplement).(6)

Dans sa tournée dans le pays en mars, le Mwami fait lire une proclamation sur le même thème: le travail, la justice, la séparation des pouvoirs judiciaire et exécutif, l'impôt nécessaire au budget de l'Etat et enfin " désormais, je ne veux plus entendre dire un Mutwa, un Muhutu, un Mututsi, un Muganwa, vous êtes tous des Barundi rien d'autre. L'homme se distingue par son travail et non par son appartenance familiale ou ethnique. Celui qui se

prévaudrait de l'une ou l'autre appartenance pour semer la mésentente et la discorde, je le condamne ".(6)

Le nom de Mwambutsa provient du verbe Kwambutsa (= faire traverser une rivière). Ce dernier Mwami de la série des quatre rois est donc un souverain de transition. Peu de temps après la naissance de son successeur, il doit disparaître pour faire place au nouveau roi Ntare qui renouvelle la série des Bami.

Il est certain que le succès de Rwagasore provient en bonne partie de cette profonde aspiration à un autre roi. Mwambutsa ne sut pas en temps opportun prendre la direction des espérances nationalistes et brandir le drapeau de l'indépendance avec les Baganwa autour de lui. Ce fut pour les élites un grand désappointement.

Mwambutsa avait des rapports difficiles avec son fils aîné Louis Rwagasore dont la mère était l'impétueuse Thérèse Kanyonga qu'il avait épousée avec faste le 24 décembre 1930 (à 18 ans) et qu'il avait répudiée le 10 juin 1940. Rwagasore souhaitait jouer un rôle de haut niveau dans l'avenir du pays. Mais manifestement c'est son second fils Charles Ndizeye, né le 2 décembre 1947 de sa seconde épouse, l'effacée Baramparaye, que Mwambutsa destinait à sa succession. Mais Charles, vu son jeune âge, n'était en rien préparé à cette haute fonction.

La séculaire monarchie burundaise finira ainsi avec des personnages de troisième zone.(7)

Les élites pensèrent donc de bonne heure remplacer le roi jouisseur, perdu de réputation à leurs yeux. Mais peu osaient parler ouvertement. D'autre part le succès du régime des Bahutu au Rwanda faisait réfléchir les élites, surtout les Bahutu. Dans la course au pouvoir ne s'était-on pas trompé ? Certains s'imaginèrent qu'une petite bousculade ferait démarrer les événements.

Ce fut le cas pour Albert Nyakazina. Ce jeune élément muhutu, étudiant à l'Université de Liège, puis ambassadeur à Bonn, essaya dans les jours qui suivirent les élections du 10 mai 1965, de déclencher une insurrection populaire à Bujumbura, en incendiant quelques maisons de Batutsi dans le quartier de Kamenge. Arrêté, il réussit à s'évader et à quitter le pays. Il adressa au roi une curieuse lettre qui montre bien sa naïveté.(8)

Avec la même légèreté, Gervais Nyangoma qui se voyait devenir premier ministre, entreprit, de dépit, le coup d'Etat du 18 octobre 1965, qui aboutit à la fuite de Mwambutsa. Ce Nyangoma, ancien représentant du Burundi à l'O.N.U., avait été rappelé au pays par Ngendandumwe pour occuper le poste de directeur général du premier ministre. Son discours du 1er juillet 1965 annonçait le coup d'Etat. Nyangoma est ainsi directement co-responsable des assassinats de personnalités innocentes qui vont suivre. Son coup d'Etat manqué va annihiler les résultats des élections du 10 mai. L'émergence des députés Bahutu va être contrée pour longtemps par la reprise en main du régime par les éléments batutsi et plus spécialement bahima.

Quand en 1972 les bandes de Célius Mbashya (on croit que ce fut lui le cerveau de l'opération), montant de Tanzanie, vont attaquer les familles batutsi de Bururi, ces tueries se font à l'Africaine, sans guère d'organisation. Des petits commandos n'hésitent pas à attaquer les camps militaires, sans l'ombre d'une chance de succès.

La répression fut féroce et disproportionnée. Les tueurs échappent pour la plupart à la justice, mais des innocents, paysans et élites, sont massacrés par milliers. Car les Batutsi, surtout les élites, ont maintenant la peur au ventre.

L'enchaînement des conflits ethniques a été amené au Burundi dès 1959-1960 avec les réfugiés batutsi du Rwanda. Ceux-ci (les inyenzi = les cancrelats) ont distillé la haine entre les Batutsi et les Bahutu au Burundi où elle n'existait pas auparavant, car la situation était fort différente. Si le Rwanda et le Burundi se ressemblaient par maints aspects, ces pays cousins avaient des différences qui les opposaient. D'abord ils ne s'étaient jamais bien entendus et s'étaient même souvent fait la guerre. Surtout les éleveurs batutsi banyarwanda ne manquaient pas à l'occasion de marquer leur mépris pour les paysans bahutu, ce qui ne se remarquait pas au Burundi. Le service territorial n'avait pas réussi, au Rwanda, à épurer patiemment, comme au Burundi, le cadre des autorités coutumières. Il est vrai que les très grands Batutsi de la famille royale rwandaise avaient, dès les débuts, fortement impressionné les explorateurs, les missionnaires et les militaires.

Quand fin 1963, les jeunes guerriers batutsi de l'A.L.P.R. partirent à l'assaut du régime des Bahutu au Rwanda, ils furent repoussés par la garde territoriale rwandaise encore encadrée (partiellement) par les militaires belges.

Mais, à titre de représailles, des milliers de Batutsi innocents restés sur place furent tués à l'intérieur du pays. On vit les cadavres flotter dans les eaux de la Rusizi et de l'Akanyaru. La peur rend les Africains cruels surtout quand le danger est passé. Les Batutsi du Burundi, surtout les élites, en retinrent que le péril muhutu était réel et qu'il fallait y parer.

Il faut signaler aussi que les élites n'ont rien fait pour conserver le personnel européen, en partie tout au moins. Mais il est vrai aussi que les événements dramatiques du Congo, et tout particulièrement du Kivu voisin, vont confirmer les Européens dans leur volonté de quitter l'Afrique. D'ailleurs depuis plusieurs années une xénophobie malsaine couve chez les élites. On préfère de nouvelles figures qui ne connaissent ni le pays ni les hommes.

L'aide financière dans les années soixante est généreuse et sans contrôle. Des sommes importantes sont ainsi détournées de leur destination. Notamment le Fonds européen de développement accorde un subside d'environ 8.000.000 U.C, soit 400.000.000 Fb pour la réfection et le bitumage de la route principale Bujumbura - Akanyaru. Ces travaux ne seront pas réalisés, mais l'argent bien encaissé.

L'assistance technique amène ainsi la corruption dans le pays. Les Burundi disent des Blancs d'Europe : Ntibigoye kubahenda = il n'est pas difficile de les leurrer. Après le régime Bagaza, où la corruption avait atteint des sommets, il faudra donner le coup de barre en direction de la rigueur dans la gestion des budgets.

Ce sera un des principaux objectifs de Buyoya ; il parle beaucoup de la lutte contre la corruption au cours de ses déplacements. Mais si à l'échelon du gouvernement son action se fit sentir dans les ministères, au niveau communal les populations ne virent venir aucune sanction pénalisant les gestionnaires communaux corrompus. Les bourgmestres, depuis 1965, sont d'ailleurs nommés directement par le pouvoir central (Ce fut une décision malencontreuse du Mwami Mwambutsa). Depuis 1960 on n'a plus vu d'élections communales ; le peuple des collines s'attendait en 1965 à ces élections locales, mais rien ne vint.

Les élites ne savent pas d'expérience que la démocratie s'apprend par la base, à l'échelon communal où les notables traditionnels, les Bashingantahe, étaient bien placés pour user de leur sagesse et de leur influence.

Le ministre de l'Intérieur Jean Ntiruhwama eut bien tort de prêter une oreille sceptique en 1962 à mes propositions de contrôle itinérant des communes naissantes. Ces contrôles sur place, très formatifs, auraient prévenu bien des abus et préparé les élus locaux à la rigueur dans la gestion des caisses publiques.

Les événements tragiques que le Burundi a vécus et qu'il vit encore actuellement ont donc des causes multiples qui s'enchevêtrent :

- la vieille monarchie défailante, restaurée mais impuissante à comprendre et à diriger les hommes et les circonstances, à un moment capital de son histoire.
- la trop brève durée de la tutelle - une génération - brusquement écourtée par les résolutions de l'O.N.U., dont l'action a partout été assez brouillonne.
- le montage démocratique installé hâtivement par le groupe de travail venu de Belgique avec des idées arrêtées, bien que nullement au fait des réalités africaines.
- le vide laissé par la disparition des autorités coutumières qui jouissaient d'un ascendant réel sur les populations.
- le manque d'expérience de très jeunes gouvernants qui sont grisés par le pouvoir.
- l'absence de vertus civiques : l'intégrité dans la gestion des fonds publics, le respect d'autrui et de la division des pouvoirs.
- la haine entre Batutsi et Bahutu attisée par les problèmes rwandais.
- une natalité excessive dans un pays montagneux, enclavé et sans réserves de terres cultivables.

Maigre consolation, le Burundi et le Rwanda ne sont pas les seuls à connaître des tragédies à grande échelle. La plupart des pays d'Afrique subsaharienne ont vécu ou vivent des problèmes identiques. L'accès à la modernité est donc bien difficile en Afrique. Au Burundi en particulier, les élites portent de lourdes responsabilités dans les malheurs que le pays a

traversés. Les petites gens des collines ont bien mieux réagi pour la protection d'autrui durant les troubles que les élites qui n'ont guère fait montre du sens de la justice et du souci des droits de l'homme, bien qu'ayant le verbe facile et abondant sur ces sujets dans les discours ou les écrits. )

Le temps de la tutelle (oeuvre humaine avec ses lacunes et ses défauts) fut pour le Burundi et ses habitants des jours bénis de paix. Ce qui va suivre à l'indépendance va vite se transformer en une nuit noire, un tunnel obscur d'où il s'avère bien difficile de sortir. Puissent les souffrances du peuple des collines déboucher sur un avenir meilleur de paix et de prospérité.

Tournai, Juin 1995.

NOTES. Chapitre X. Réflexions et conclusions.

1. L'explorateur Hans Meyer avait bien écrit " Die Barundi ", mais ce livre paru en 1916 résume les connaissances générales qu'il avait recueillies au cours de son bref passage au Burundi chez les militaires allemands et surtout à la mission de Rugari auprès du père Canonica dont notamment les généalogies des Baganwa batara du Nord-Est.
2. L'arrivée des Européens au Burundi pp. 53 à 55 et 60.
3. On peut rêver. Si le Rwanda et le Burundi étaient restés dans l'Est africain devenu britannique sous le nom de Tanganyika Territory, la monarchie eut sombré sans tarder ; Mwami et Baganwa auraient vite perdu toute importance. Dans la paix, les Barundi auraient émigré sans contrainte dans les plus grands espaces du Tanganyika Territory qu'ils auraient peuplés, tout comme ils ont repeuplé le Buha que la traite avait fortement ravagé. Le Burundi n'aurait guère eu plus d'importance que le Bujiji ou le Bupfipa.
4. Lire Temps Nouveaux d'Afrique du 10 décembre 1960 à ce sujet.
5. Attentionnellement, le cadre territorial (le résident et les administrateurs de territoire) ne sera pas réuni pour présenter ses avis et projets au groupe de travail.
6. Voir Temps Nouveaux d'Afrique du 25 février 1962.  
Ndongozi du 15 mars 1962.  
Temps Nouveaux d'Afrique du 11 mars 1962.  
A noter que le mot " ethnie " se traduit mal en kirundi par ubwoko (ubwoko bw'abantu = la nature des hommes et non race ou ethnie). Mais les Barundi comprennent de quoi il s'agit.
7. Mwambutsa commettra l'impair final de s'enfuir sans abdiquer et de chercher refuge et sécurité auprès des quelques techniciens de la société Sucraf dans la plaine de la Rusizi. Il étalait ainsi son manque de courage, ce que les élites lui reprocheront, à juste titre.
8. Voir Ndongozi du 1er mars 1962 : la photo de Nyakazina et un bon article envoyé par lui de l'université de Liège où il est étudiant.

## **ANNEXES**

**CABINET DE S.M. LE ROI  
M W A M B U T S A IV  
DU BURUNDI**

GENÈVE, LE  
N° *illisible*, ROUTE DE FLORISSANT  
TÉL.: 022/47 08 41  
1200 GENÈVE - SUISSE

### **MEMORANDUM**

#### **I. - Événements du Burundi.**

Il serait difficile de décrire en quelques lignes les origines des dégradations qui ont secoué le Pays. Les causes sont à la fois complexes et multiples.

Toutefois, il est indéniable que le Burundi a vécu sa plus belle époque sous mon règne, grâce à ma collaboration sincère avec la Tutelle Belge pour le grand bien de mon peuple, et aussi pour la fierté de la Belgique.

Dès son début, l'ère de l'autonomie du Burundi voyait naître un climat incertain et agité provoqué par quelques arrivistes et extrémistes placés sous l'égide du parti du Progrès National "U.P.R.O.N.A." fondé par mon Fils aîné le prince Louis Rwagasore.

Les éléments extrémistes groupés sous la bannière progressiste et nationalistes (dont ils s'arrogent le monopole) sont en réalité des anti-occidentaux convaincus et certains

même franchement pro-communistes. - Ils brandissent toujours le leitmotiv à la mode, quoique éculé, de la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme. -

Bref, à leurs yeux, le militantisme au sein de l'Uprona, parti unique imposé au peuple, constitue le seul critère patriotique valable.

Malgré cette atmosphère d'insécurité que certains étrangers, - avertis de l'expérience congolaise, - redoutaient à l'approche de l'indépendance, j'ai réussi à protéger leurs personnes et leurs biens contre les excès du parti.

Grâce en effet à la sagesse de la majorité des Burundis et à mon autorité, le Burundi a passé sans heurts (en juillet 1962) le cap de son indépendance dans l'ordre, la tranquillité et la dignité.-

Mieux encore, malgré l'opposition des autorités locales, j'ai imposé à titre humanitaire, l'hospitalité tant des réfugiés étrangers lors des troubles du Congo, que des immigrants Tutsis du Ruanda à la condition qu'ils ne s'immiscent pas dans les affaires intérieures du pays.-

Tout au long des années qui ont suivies l'indépendance du Burundi je n'ai cessé d'intervenir pour neutraliser ou empêcher des manifestations hostiles orchestrées par des groupes d'extrême-gauche habilement conditionnés pour s'attaquer aux Ambassades accréditées à Bujumbura, particulièrement celles des Etats-Unis, de la Belgique et de la Grande-Bretagne.

Seuls les diplomates de la Chine communiste ou les leaders de la rébellion Congolaise avaient audience auprès de la majorité des sphères gouvernementales.

J'ai dû, - au risque même d'aliénation des sympathies des membres du Gouvernement à mon égard, mais conscient et fort de ma popularité auprès du peuple, prendre sous ma seule responsabilité des mesures drastiques pour endiguer l'essor de ces mouvements tendancieux extrêmement dangereux pour la sécurité de l'Etat, dont entre autres:

- La révocation du Gouvernement par le biais duquel quelques pays Africains inféodés à la Chine communiste soutenaient ouvertement la rébellion Congolaise. - Pour mettre un terme à cette politique, je nommais NGENDANDUMWE Pierre (un Hutu modéré) à la tête du Gouvernement en janvier 1965. Quelques heures après avoir formé son équipe Ministérielle, il tombait lâchement assassiné sous les balles des extrémistes mécontents.
- J'ai opposé mon veto à la conclusion d'un scandaleux traité commercial, lequel, s'il eut été signé aurait placé le Burundi à la merci de la Chine communiste.
- J'ai déjoué à temps un complot pro-communiste contre la Sûreté de l'Etat en ordonnant au Gouvernement présidé par BAMINA, la rupture des relations diplomatiques avec la Chine populaire.

## II. - En politique interne.

La situation qui continuait à se détériorer au début de l'année 1965 à la suite de l'assassinat du Premier Ministre NGENDANDUMWE, risquait de plonger le pays dans le chaos.-

Le Parlement comme le Gouvernement qui vivaient dans la crainte d'une guerre civile imminente, crainte alimentée par des éléments troubles, n'osaient plus prendre leurs responsabilités.

J'ai dû donc, pour remédier à cette situation de plus en plus alarmante, faire acte d'autorité en dissolvant le Parlement pour ordonner de nouvelles élections, promulguer une loi électorale avec l'espoir de voir éliminer un bon nombre d'anciens députés qui s'étaient montrés indignes du mandat national qu'ils utilisaient uniquement à des fins démagogiques.

Bien que la campagne électorale fut menée sous l'égide des haines raciales en fonction d'antagonismes de deux clans se réclamant tous deux d'un même programme du parti, il n'en demeure pas moins que mes prévisions se confirmèrent en ce que l'ethnie Hutu, vainqueur des élections, était désormais majoritaire au sein de la nouvelle Assemblée.

Il n'empêche que les deux factions foncièrement antagonistes quoique élues sous la même bannière du parti unique Uprona n'étant pas à même, malgré mes longs efforts de conciliation, - à me présenter des candidats valables pour la formation d'un nouveau Gouvernement, force m'a été de faire appel à un élément modérateur en la personne de Léopold BIHA, pris en dehors du circuit politique afin de doter le pays, qui en était sevré depuis six mois, d'un Gouvernement et mettre un terme à une situation qui se détériorait chaque jour davantage au fil du temps.

L'ethnie Hutu était parvenue néanmoins pour la première fois dans l'histoire du Burundi à être majoritaire à tous les échelons dirigeants du pays, que ce soit au sein du Parlement, dans l'équipe ministérielle et même parmi les dignitaires attachés au Palais.

Malheureusement, et malgré ces premiers succès enregistrés dans tous les domaines, l'ambition démesurée des extrémistes Hutu fut cette fois à l'origine du coup d'Etat qu'ils déclenchèrent dans la nuit du 19 octobre 1965 et qui se solde par de nombreuses victimes particulièrement dans la région de Muramvya, sans compter que mon Premier Ministre fut grièvement blessé et que moi-même, je n'ai échappé que de justesse à l'attentat perpétré contre ma personne.

J'étais pour ma part, on ne peut plus conscient des dangers qui planaient du fait:

- des antagonismes profonds constatés au sein même de l'armée.
- que le pays n'était nullement à l'abri d'un putsch militaire de la part d'une faction de l'armée (ce qui est d'ailleurs monnaie courante en Afrique qui en a connu seize dans un laps de deux ans)
- par contre la milice et la gendarmerie n'étaient pas suffisamment formés pour maintenir l'ordre en cas de besoin, faute de moyens nécessaires et de cadres expérimentés.

Pour remédier à cette situation alarmante qui se détériorait de jour en jour, il était impérieusement nécessaire que je prenne en mains une armée épurée, renforcée et bien structurée.

Il eut été impossible d'assumer les lourdes responsabilités qui m'étaient dévolues sans l'aide et le soutien des Pays amis.

Il était encore plus naturel que je fasse appel au soutien de la Belgique envers laquelle j'avais, tout au long de mon règne, depuis l'époque de la Tutelle, donné suffisamment de gages de sincérité et de fidélité.

Je me heurtai malheureusement aux incompréhensibles tergiversations et réticences de l'Ambassadeur Hennequiau. Je décidai donc d'aller personnellement en Europe tenter une ultime démarche pour obtenir l'assistance indispensable requise par la situation devenue préoccupante.

C'est ainsi que grâce au soutien de mes amis politiques Belges, en particulier du Baron KRONACKER qui me ménagea une entrevue avec Monsieur SPAAK, Ministre des Affaires Etrangères à l'époque, - mes doléances furent écoutées avec intérêt et sympathie.

Il n'empêche, hélas, que le veto de l'Ambassadeur Hennequiau alléguant qu'une aide belge serait très mal vue au Burundi, mes efforts se sont soldés par un échec.

Entre-temps, profitant de mon absence temporaire, la faction extrême Tutsi se sentait les coudées franches et ne se faisait pas faute d'exploiter la situation, non seulement pour fusiller les officiels hostiles à leur mouvement, mais aussi toutes les têtes politiques Hutus (dont entre autres l'ex-Premier Ministre BAMINA), préparant ainsi la voie pour le coup d'Etat qui s'ensuivit en faveur d'une infime minorité militante et agissante.

Une campagne insidieuse de dénigrement fut donc orchestré contre ma personne par cette faction du parti Uprona, qui craignait, à juste titre d'ailleurs, mon prochain retour au Burundi.

Pour réussir dans leur dessein criminel il fallait m'écarter à tous prix car je demeurais le seul obstacle à franchir.

Il ne faut perdre de vue en effet que je refusais:

- la reconstitution de la jeunesse Rwagasore dissoute sur mes ordres pour mettre un terme à l'ingérence des Chinois dans les affaires intérieures du pays via la Tanzanie où ils étaient solidement implantés
- la libération avant jugement des présumés assassins du Premier Ministre Ngendandumwe, à savoir: Prime Nyangabo, Président de la Jeunesse Rwagasore, François Bangemu et le Président du syndicat ouvrier Augustin Ntamagara, foncièrement pro-communiste.

J'attendais avec impatience le rétablissement de mon Premier Ministre Léopold BIHA, hospitalisé à Bruxelles, pour prendre avec lui les décisions graves et importantes exigées par la situation.

De mon côté, miné par une altération de ma santé qui vint s'ajouter à ma déception morale, j'ai dû entrer en clinique en Suisse pour subir une intervention chirurgicale.

Entre-temps, durant ma convalescence en Europe, j'ai cru bien faire en autorisant le prince Charles NDIZEYE, de rentrer au Burundi pour me représenter et dissiper surtout les rumeurs malveillantes colportées au sujet de mon absence.

Je tiens à préciser clairement une fois de plus, qu'il n'entrait nullement dans mes intentions d'abandonner le trône à mon Fils encore jeune et inexpérimenté dans des conditions aussi troubles et incertaines. Ce fut là, sans aucun doute, une erreur de ma part, à l'autoriser de rentrer au Burundi pendant mon absence.

En effet, à peine débarqué à Bujumbura, le prince Charles fut accaparé par le groupe Tutsi intrigant, extrémiste et courtisan - profitant de son ignorance, flattant obséquieusement ses ambitions de jeunesse, ce groupe parvint en un court laps de temps à le dresser contre moi.

Malgré mon interdiction formelle, passant outre aux recommandations, le prince Charles libéra non seulement les inculpés de l'assassinat du Premier Ministre Ngendandumwe, mais encore plus, les remit définitivement et officiellement à la tête de la Jeunesse Rwagasore qui fut réinstaurée lors d'une manifestation publique organisée au stade de Bujumbura sous sa présidence.

C'était une provocation inutile à l'égard de l'ethnie Hutu, et un flagrant défi à la justice.

Obnubilé par son orgueil, soutenu par cette infime partie d'intriguants, le prince Charles eut l'audace d'entrer en rébellion ouverte contre ma personne pour prendre le pouvoir à la faveur du coup d'Etat du 8 juillet 1966 perpétré à 3 jours de mon retour au Burundi.

Le prince Charles fut en réalité la dupe inconsciente des manoeuvres usurpatrices de son entourage, qui, n'osant heurter de front l'autorité séculaire du Mwami (fondée sur 5 siècles de solides traditions ancestrales) trompèrent le peuple par le canal de mon Fils qui leur servit ainsi de tremplin.-

Ils ne mirent pas longtemps pour dévoiler leur dessein coupable: quatre mois plus tard, le prince Charles était chassé et la république instaurée.

### III. - Situation actuelle.-

Malgré la propagande intensive de la jeunesse Uprona embrigadée, conditionnée et téléguidée par les communistes de Dar-es-salaam à l'instar de celles de la Tanzanie ou du Congo-Brazzaville, la république au Burundi n'a pas connu le succès escompté.

Le peuple, - continuellement trompé, bafoué et trahi - demeure foncièrement royaliste.

Il sent peser sur lui la dictature d'un petit groupe. - Les injustices et les arrestations arbitraires se multiplient, le fossé qui sépare les deux ethnies s'élargit chaque jour davantage. Le tribalisme et le régionalisme (les Bahima du Bururi) dominent la politique du pays.

Sauf pour quelques rares privilégiés du régime, la pauvreté et la misère du peuple deviennent de plus en plus préoccupantes.

Les investissements privés et des commerçants étrangers - particulièrement ceux de l'Occident, - se retirent ou ferment leurs établissements.

Plus de la moitié du budget de l'Etat est absorbé par le Parti Uprona et la Jeunesse Rwagasore.

Les remaniements Ministériels qu'on n'a eu de cesse de critiquer sous mon règne, se succèdent à une cadence tellement rapide qu'on ne parvient plus à les suivre.

Il serait trop long de donner ici des critères de comparaison entre les deux régimes pour chaque secteur de la vie du Pays.

La démocratie qui commençait à s'affirmer sous mon règne est systématiquement bafouée.

Bref, le peuple subit, dans la crainte et l'appréhension, le joug d'une dictature militaire à la dévotion d'un conseil révolutionnaire dominé par une jeunesse politisée et policière.

Le malaise couve partout.

La récente tentative de renversement du régime par l'ethnie Hutu constitue une illustration frappante.

Je n'entends pas ici faire un plaidoyer pro domo en faveur de la monarchie. L'Histoire jugera. Il suffit d'ailleurs d'une enquête à la fois objective et impartiale pour être édifié sur la situation déplorable du pays.

#### IV. - Mon Exil. -

Au-delà des problèmes du Burundi, ma situation personnelle mérite quelques considérations.

S'il est vrai qu'on reconnaît ses amis dans l'infortune, je manquerais de franchise si je passais sous silence ma déception pour l'attitude réticente adoptée à mon égard par la Belgique.

D'autant plus que durant 40 années de sincère collaboration avec les Autorités Tutélaires, j'ai toujours oeuvré dans l'intérêt commun de nos deux pays.

Les sympathies pro-occidentales que j'ai toujours continué à témoigner après l'indépendance du Burundi, - malgré la vague d'hystérie nationaliste ayant contaminé l'Afrique entière au terme de l'ère coloniale, - m'ont valu d'être considéré comme un suppôt de l'impérialisme et sont à l'origine de certains sentiments hostiles envers ma personne.

J'ai toujours considéré la Belgique comme ma seconde patrie d'adoption. La preuve en est que le peu de liquidités que j'ai pu rapatrier ont servi exclusivement à des placements immobiliers à Bruxelles. - Les maigres revenus que j'en tire ne suffisent même pas pour me permettre aujourd'hui d'avoir le standing d'un très modeste bourgeois.

Un fait particulier attise mon amertume.

En janvier 1967, je me suis adressé à Sa Majesté le Roi Baudouin pour exposer ma situation et solliciter une aide de la Belgique sous forme de rente ou de pension.

La réponse que je reçus le 17 mai 1967 du Ministre des Affaires Etrangères fut aussi évasive que décevante: "Il s'avère très malaisé dans les circonstances présentes que ma requête rencontre le souhait exprimé, mais dès que les circonstances en indiqueront l'opportunité, on procédera à un nouveau examen."

Je garde cependant toujours ma foi en l'amitié de la Belgique, et surtout en l'agissante sympathie du parti Libéral à mon égard.

C'est pourquoi je crois fermement malgré tout que je n'aurais jamais à me reprocher in petto de m'être trompé d'amis.

Mwami MWAMBUTSA IV.

é.s. Mwami MWAMBUTSA IV

PROVINCE DE BRABANT

COMMUNE D'IXELLES

S.P. N°néant

N°néant

INVITATION A QUITTER LE PAYS

(Circulaire du 1er décembre 1952)

En exécution des instructions de l'Administrateur de la Sûreté publique, le ressortissant du burundi:

**MWAMBUTSA, Mwami**

né(e) à Nyabi le en 1912

est invité(e) à quitter le territoire du royaume au plus tard  
le 2 novembre 1969.

L'intéressé(e) s'expose, sans préjudice de sanctions judiciaires éventuelles, à des mesures de rigueur et notamment à une mesure de renvoi, en application de l'article 3, 2° de la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers, s'il (si elle) ne se conforme pas à cette invitation.

Motif de la mesure: A résidé au delà du terme autorisé.

Ixelles, le 25 octobre 1969.

Pr. Le Commissaire en Chef/ (???) police, ff.

(I.????) VLECKEN